

## 2.1.6. BATAILLES POUR LE PARTI : LES ORIGINES

### DE LA LIGUE DES COMMUNISTES.

2.1.6.1. C'est du gigantesque effort mené par le prolétariat européen tout au long des années de sa formation, que l'école historique du communisme révolutionnaire a pu tirer la lumineuse conclusion selon laquelle :

"Le processus historique d'émancipation du prolétariat et d'établissement d'un nouvel ordre social découle de l'existence de la lutte des classes. Toute lutte des classes est une lutte politique, c'est-à-dire qu'elle tend à se transformer en une lutte pour la conquête du pouvoir politique et pour la direction d'un nouvel organisme étatique. Par conséquent, l'organe qui conduit la lutte de classe à sa victoire finale est le parti politique de classe, seul instrument possible d'insurrection révolutionnaire d'abord et de gouvernement ensuite."

(Thèses de Lyon - 1926) (1)

Comme nous le verrons dans la suite de ce travail, la possibilité d'un parti véritablement communiste ne sera donnée qu'à la suite d'une longue bataille pour la victoire des principes communistes, bataille menée par l'avant-garde communiste du prolétariat au sein de toutes les expressions et tendances que la situation historique de la classe prolétarienne produit dans un premier temps.

Mais ce que cette situation matérielle du prolétariat produit de façon spontanée ("le parti surgit naturellement du sol de la société moderne"- Marx), c'est l'absolue nécessité de son regroupement en des organisations qui expriment toujours plus précisément ses buts et ses objectifs révolutionnaires.

"La lutte est d'abord engagée par des ouvriers isolés, ensuite par les ouvriers d'une même fabrique, enfin par les ouvriers d'une même branche d'industrie, dans une même localité, contre le bourgeois qui les exploite directement (...)

A ce stade, les ouvriers forment une masse disséminée à travers le pays et atomisée par la concurrence. S'il arrive que les ouvriers se soutiennent dans une action de masse, ce n'est pas là encore le résultat de leur propre union, mais de celle de la bourgeoisie qui, pour atteindre ses fins politiques propres, doit mettre en branle le prolétariat tout entier, et qui possède encore

(1) Cf. Aussi Marx à Weydemeyer, 5 Mars 1852 :

" Ce que j'ai apporté de nouveau c'est :

1°/ De démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production;  
2°/ que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat.

3°/ que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes."

provisoirement le pouvoir de le faire (...)

Or, avec le développement de l'industrie, le prolétariat ne fait pas que s'accroître en nombre; il est concentré en masses plus importantes; sa force augmente et il en prend mieux conscience (...)

Les ouvriers commencent à former des coalitions contre les bourgeois; ils s'unissent pour défendre leurs salaires. Ils vont jusqu'à former des associations permanentes pour être prêts en vue de soulèvements éventuels. Ça et là, la lutte éclate en émeutes.

De temps à autres, les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le véritable résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union de plus en plus large des travailleurs.

Cette union est favorisée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui font entrer en relation les ouvriers de localités différentes. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales de même caractère en une lutte nationale, pour en faire une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du moyen-âge mettaient des siècles à établir, avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques jours grâce aux chemins de fer.

Cette organisation des prolétaires en classe, et donc en parti politique, est sans cesse de nouveau détruite par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante."

(Manifeste du Parti communiste)

2.1.6.2. Même si le conflit entre les classes est permanent dans la société et s'exprime sous des formes les plus diverses, depuis les formes les plus insignifiantes de la protestation, jusqu'à l'émeute, tout au long du cycle d'une forme de production, la lutte des classes, au sens strict, c'est-à-dire la lutte politique de classes, n'éclate, elle, qu'en de rares moments, lorsque les protagonistes s'affrontent directement pour la possession du pouvoir politique. Le prolétariat ne lutte vraiment comme classe que quand il est organisé en parti politique, c'est-à-dire lorsqu'il a pris conscience de sa mission historique par la médiation d'un organe capable de diriger sa lutte. L'identité matérielle qui unifie le prolétariat comme "classe en soi" (c'est-à-dire sa place identique au sein des rapports de production), devient alors aussi identité historique et politique, celle de la "classe en soi et pour soi" qui se dresse contre les autres classes de la société.

"Les différents individus ne constituent une classe que dans la mesure où ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe."

(Marx-Engels. Idéologie Allemande)

2.1.6.3. Outre le chartisme, qui fut, sur le plan national, l'expression du mouvement d'organisation politique du prolétariat anglais, le mouvement ouvrier européen a connu, à la suite de la révolution de 1830, de nombreuses tentatives d'organisation, à

l'initiative des révolutionnaires français, et surtout allemands. Leur dispersion et leur dissémination à l'étranger permettaient aux ouvriers de tous les pays de se mettre en contact avec ce prolétariat à "carrure athlétique".

Là encore, c'est à la suite du mouvement impulsé par la révolution de 1830-31 en Allemagne que les ouvriers allemands les plus politisés s'exilèrent dans d'autres pays européens, notamment à Paris et en Angleterre, phénomène renforcé par l'émigration économique qui jetait de nombreux artisans et paysans allemands sur les routes d'Europe.

Ce sont eux qui fondèrent à Paris "L'Association patriotique allemande", puis en 1834 la Ligue des proscrits, à caractère de société secrète.

Si ces noyaux initiaux (ainsi que ceux formés par les prolétaires français) tenaient plus de la secte que du parti de classe moderne, c'est tout de même à partir d'eux principalement, que s'effectua, à travers scissions et regroupements le nécessaire mouvement d'éclaircissement et d'épuration qui mène la fraction la plus avancée du prolétariat à la conscience de la nécessité de fonder un parti de classe. A travers une intense activité de réflexion théorique, leur activité d'organisation, et un dense réseau de contacts entre révolutionnaires de tous les pays, ces petits groupes se rapprochaient toujours plus du moment où ils seraient aptes à fonder une organisation capable de saisir et d'affirmer les secrets de l'activité révolutionnaire du prolétariat.

En 1836, une scission de la Ligue des proscrits donne naissance à la Ligue des Justes qui abandonne les thèses bornées de la Ligue des proscrits, qui défendait le projet d'une société égalitaire basée sur la petite propriété privée.

"La nouvelle association (...) eut un développement relativement rapide. A l'origine, c'était un rejeton allemand du communisme ouvrier français, inspiré de réminiscences de Babeuf, qui se développait à cette époque même à Paris; la Communauté des biens était réclamée comme une conséquence nécessaire de l'égalité. Les buts étaient ceux des sociétés parisiennes secrètes d'alors : partie mi-association de propagande, partie mi-conjuration, Paris restant cependant toujours le centre de l'action révolutionnaire, bien que l'on ne se défendit nullement de fomenter à l'occasion des troubles en Allemagne. Mais, comme Paris restait le champ de bataille décisif, l'Association n'était alors, en fait, que la section allemande des sociétés secrètes françaises, surtout de la Société des Saisons, fondée par Blanqui et Barbès, avec laquelle elle était en relations étroites."

(Engels, Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes)

2.1.6.4. En revendiquant la communauté des biens -formule vague que les communistes remplaceront par abolition de la propriété privée - comme base matérielle de "l'égalité", la Ligue des Justes s'inscrivait dans la déjà vieille tradition communiste.

Mais ce faisant la Ligue, plus qu'elle n'exprime le communisme moderne, se rattache encore au communisme d'inspiration religieuse, entaché d'utopisme, qui attend la réalisation de la communauté par le moyen de la fraternité universelle. Dans la mesure où cette

théorie, produite par les conditions de son époque est réellement l'expression du prolétariat de ce temps, elle trouve en WEITLING son principal théoricien.

Ce dernier, proche de Babeuf et du jeune Blanqui, comprend la nécessité du communisme et d'une révolution violente pour l'établir. Mais il n'individualise pas le prolétariat, en tant que tel comme protagoniste de cette révolution. Il place à la tête de l'humanité souffrante une minorité résolue qui se chargera de faire tomber les obstacles à la réalisation de la société future. Malgré tout, avec toutes ses faiblesses, toutes les illusions qu'il nourrit, un Weitling incarne tellement bien le formidable enjeu révolutionnaire de l'ère capitaliste, que Marx écrivait à son sujet :

"Où la bourgeoisie, ses philosophes et savants compris, peut-elle nous présenter une oeuvre semblable aux "garanties" de Weitling concernant l'émancipation de la bourgeoisie, l'émancipation politique ? Si l'on compare la médiocrité insipide et timorée de la littérature politique allemande avec ce début littéraire immense et éclatant des ouvriers allemands, si l'on compare les bottes de sept lieues du prolétariat encore enfant avec les souliers minuscules et éculés de la bourgeoisie allemande, on peut prophétiser que la Cendrillon allemande prendra des proportions athlétiques."  
(Marx. 1844)

Ce que signifie un Weitling, c'est que le prolétariat, même à travers l'illusion messianiste, a déjà saisi qu'il était la classe révolutionnaire de la société, et que ce faisant il a déjà remporté une victoire immense sur la bourgeoisie qui désormais épouvantée par la menace de ce géant, accélérera son évolution vers le conservatisme et la réaction sociale.

Mais une fois révélé à la conscience de lui-même, le prolétariat était lancé sur un chemin où il devrait bientôt se débarrasser de toutes les formes religieuses, utopiques, humanistes de cette conscience pour exprimer son opposition au monde bourgeois sous sa forme la plus pure. Dans ce mouvement, ou bien il entraînait avec lui les Weitling, ou bien ceux-ci s'accrochaient à leurs conceptions au point de devenir des contre-révolutionnaires. L'histoire du prolétariat est pleine de "grands hommes" qui ont préféré périr avec leurs chimères plutôt que d'évoluer avec le mouvement. Pour pouvoir constituer son parti de classe, le prolétariat avait besoin d'un autre corpus programmatique que celui établi par Weitling dans son ouvrage : "L'Humanité telle qu'elle est, telle qu'elle devrait être". Il reviendra au "Manifeste du Parti Communiste" de creuser le tombeau de tout le romantisme, le déisme et l'humanisme antérieurs.

2.1.6.5. Le mouvement ouvrier français, de son côté avait produit avec la "Société des Familles" fondée en 1834, puis la "Société des Saisons", des sociétés secrètes qui se fixaient comme but le renversement de l'ordre existant à l'aide de conspirations suivies d'une dictature assurée par un petit groupe d'hommes appuyé sur le peuple en armes.

La défaite de l'insurrection de 1839, entreprise typique des sociétés secrètes ouvrières d'alors, eut comme résultat de disséminer encore plus les forces révolutionnaires existantes. Exilés, les révolutionnaires entraient en contacts avec d'autres milieux,

d'autres conditions de vie, plus ou moins évolués, plus ou moins aptes à fournir une expression radicale de la lutte prolétarienne. En France, la section de la Ligue des Justes était dominée par la tradition utopiste et celle du communisme de Babeuf, reprise par Blanqui.

En Suisse, les conditions sociales arriérées empêchaient que se fasse jour une compréhension claire des objectifs de la lutte prolétarienne. C'est là que s'enracinera le communisme de Weitling.

En Angleterre, au contraire, les membres de la Ligue furent mis en contacts avec une forte classe ouvrière industrielle, trempée par la tradition d'un mouvement ouvrier autonome (chartisme). Les conditions même de l'exercice d'une activité politique (liberté de la presse, démocratie politique ...) permettaient que se produise un échange fructueux entre toutes les composantes du mouvement ouvrier international présentes en Angleterre : chartistes et owenistes, artisans allemands, blanquistes français exilés, démocrates polonais et italiens, révolutionnaires belges etc...

2.1.6.6. Les exilés allemands à Londres profitèrent de la liberté d'association et de réunion pour fonder une nouvelle société :

"Dès le 7 Février 1840, ils fondèrent l'Association publique des ouvriers allemands pour la propagation de l'instruction, société qui existe encore aujourd'hui. Cette société servit à la Ligue de terrain de recrutement de nouveaux membres. Et les communistes étant comme toujours, les membres les plus actifs et les plus intelligents de l'Association, il va de soi que toute la direction fut entre les mains de la Ligue, qui eut bientôt plusieurs communes ou comme on disait alors, "ateliers" à Londres. On suivit la même tactique, si nette et si précise, en Suisse et ailleurs. Partout où l'on pouvait fonder des associations ouvrières, on les utilisait de la même façon. Dans les pays où les lois n'autorisaient pas ces créations, on fréquentait les sociétés de gymnastique, de chant etc... La liaison était en majeure partie maintenue par les membres qui allaient et venaient continuellement et qui, en cas de besoin, remplissaient le rôle d'émissaires. Dans les deux sens, la Ligue fut grandement soutenue par la sagesse des gouvernements qui, en expulsant tout ouvrier indésirable - et, neuf fois sur dix, celui-ci faisait partie de l'association - le transformaient en émissaires."

(Engels. Quelques mots...)

2.1.6.7. C'est donc en Angleterre que la Ligue des Justes rencontra le terrain le plus favorable à l'extension de son activité. Elle y subit notamment l'influence de J.HARNEY, leader de l'aile gauche chartiste (cf. CouC N°16, thèses 2.1.4 et suivantes) qui était beaucoup plus avancée que la Ligue sur la question de la prise du pouvoir, des objectifs immédiats du prolétariat etc..

Immergé dans le creuset révolutionnaire Londonien, le centre de la Ligue voyait s'élargir son horizon et comme le dit Engels, "d'allemande qu'elle était, la Ligue se transforma peu à peu en Ligue Internationale." (id. p.15)

Mais par rapport à la montée de la vague révolutionnaire qui s'amorce au début des années 1840, le contenu théorique de la Ligue des Justes n'était pas à la hauteur. Elle rencontrait ses limites d'abord dans les conditions historiques générales de l'époque et plus précisément dans les conditions d'existence du prolétariat d'alors. Celui-ci, à part dans certains secteurs de l'industrie anglaise, était encore largement composé d'artisans qui n'avaient pas pour seule perspective historique celle de tomber définitivement dans le prolétariat, mais pouvaient encore espérer s'élever à la condition de petit patron. Les membres allemands de la Ligue des Justes faisaient tous partie de cette couche du prolétariat exploitée par de petits patrons, non concentrée, non unifiée par le mouvement même du capital, et que leurs conditions de vie et de travail rendaient victimes de préjugés petit-bourgeois et d'idées héritées des anciennes corporations.

Mais, comme bien souvent dans l'histoire, toute époque en mouvement produit les hommes capables d'anticiper sur celui-ci et de se projeter au-delà de leur condition immédiate. En cela, ces hommes étaient des géants, sans les épaules desquels les prolétaires communistes des générations ultérieures n'auraient pas pu se hisser à la hauteur de leurs tâches historiques.

"Et ce qui leur fait le plus grand honneur, c'est que, eux, qui n'étaient pas encore de prolétaires dans toute l'acception du terme, qui ne constituaient qu'un élément complémentaire de la petite-bourgeoisie, mais en train d'évoluer vers le prolétariat moderne, sans être toutefois en opposition directe avec la bourgeoisie, c'est-à-dire le grand capital, c'est que ces artisans furent capables d'anticiper instinctivement leur développement futur et de se constituer, bien que ce ne fut pas encore avec une pleine conscience, en parti du prolétariat. Mais il était également inévitable que leurs vieux préjugés d'artisans vinssent à tout instant leur donner un croc-en-jambe, dès qu'il s'agissait de critiquer par le détail la société existante, c'est-à-dire d'étudier les faits économiques. Et je ne crois pas qu'à cette date la Ligue ait compté un seul adhérent ayant jamais lu un traité d'économie. Mais cela n'avait pas grande importance. Pour le moment l'égalité, la fraternité et la justice suffisaient à faire franchir tout obstacle théorique." (idem p.17)

2.1.6.8. Ce mouvement de constitution de la classe en parti ne peut pas être compris en faisant abstraction de l'activité déployée par une fraction des communistes pour éclaircir et systématiser les fondements théoriques du mouvement, pour forger les bases du programme communiste. Ces deux aspects (organisation et théorie, parti et programme) expriment les deux besoins vitaux que le jeune prolétariat est en train de se découvrir. Par la suite, les deux termes ne sauront être séparés, mais ce qui se déroule dans la décennie de 1840, c'est à la jonction de ces deux phénomènes, profondément à l'oeuvre au sein de la classe prolétarienne.

Dans la mesure où l'influence d'un Weitling (qui à une époque avait joué le rôle de théoricien du prolétariat allemand), s'épuisait parcequ'elle ne correspondait plus du tout aux besoins et aux conditions sociales de l'époque, il était normal que le prolétariat, en même temps qu'il rejetait les thèses de Weitling

comme insuffisantes, se tournât vers d'autres formulations plus strictes, d'autres compréhensions plus riches. C'est au cours de ce mouvement que le prolétariat allait être amené à rencontrer ce que la critique de la philosophie produisait de plus radical, de plus achevé : Feuerbach. Marx et Engels...

2.1.6.9. Le mouvement ouvrier de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle exprimait, même grossièrement, l'aspiration au communisme. La pensée communiste critique qui était en train de s'affranchir des résidus de la pensée bourgeoise ne pouvait pas ne pas trouver en ce mouvement à la fois son fondement et sa justification. La critique du monde existant, en rencontrant le prolétariat ne pouvait que devenir communiste, et en retour fournir à ce communisme en actes au sein du mouvement prolétarien son corpus théorique. En Allemagne, c'est sur le plan de la philosophie que s'effectue la critique principale. Strauss avec sa "Vie de Jésus", puis Feuerbach, expriment une critique de la religion qui va bien au-delà d'une simple affirmation de l'athéisme, mais remet au premier plan de la nature et de l'histoire le seul élément qui produise lui-même sa propre histoire : l'homme.

Seulement, ils ne peuvent pas encore découvrir que la classe qui incarne cet homme c'est le prolétariat. Pour que la critique s'ancre dans la réalité (l'idée doit tendre vers la réalité et la réalité vers l'idée, dit Marx), c'est-à-dire pour qu'elle reconnaisse dans le prolétariat (et non dans la "masse" abstraite des jeunes hégéliens) l'être qui la fonde comme critique révolutionnaire, il fallait que naisse la critique sans barrières, qui ne s'arrête pas à un moment de la réalité, mais les embrasse tous dans leur enchaînement jusqu'à remonter au lieu où se dénouent les secrets du monde moderne, au coeur de la production capitaliste: critique de l'économie politique.

C'est ce chemin qu'entament, chacun de leur côté, Marx et Engels au début des années 1840.

"La théorie de l'évolution universelle de la raison et de son rôle se trouve dans le système de Hegel qui termine l'oeuvre des philosophes français et des révolutionnaires bourgeois. De plus, lorsque le jeune Marx apparaît sur la scène politique, le prolétariat s'est accru numériquement et sa puissance dans la société s'est renforcée. C'est de l'observation de la lutte du prolétariat que naît chez Marx et Engels l'idée que la solution illuministe n'est pas la vraie, la réelle, en même temps qu'ils voient où celle-ci se trouve : dans la lutte du prolétariat. Ils se rendent compte qu'on ne peut résoudre théoriquement la question de l'émancipation de l'humanité parcequ'on n'a pas pratiquement posé le problème. Parceque les bourgeois raisonnent au nom d'un homme abstrait dans la catégorie duquel n'entre pas le prolétaire. La libération de l'homme doit être envisagée dans le domaine pratique et l'on doit considérer l'homme réel, c'est-à-dire l'espèce humaine (cf. 8<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> thèses sur Feuerbach). Armé de cette intuition géniale, Marx va faire la critique du système hégélien. Il avait trouvé pourquoi la dialectique marche sur la tête. C'est avec un enthousiasme délirant qu'il s'attaque au monstre (Marx est le nouvel Oedipe qui résout les énigmes). Lorsque les difficultés sont trop

grandes, il retourne sur le terrain pratique et jette à la face du vieil Hegel ce qu'est la réalité : l'existence du prolétariat. Antée moderne, Marx vient toujours pour soutenir le combat, prendre de nouvelles forces au milieu du prolétariat dont il explique la lutte.

Marx était sensible à toutes les luttes pratiques et théoriques, aussi était-il au courant des travaux des autres combattants tels que : Engels, Moses Hess, les socialistes français etc...C'est ainsi que finalement se fera cette sommation, cette intégration historique : le marxisme, théorie du prolétariat, théorie de l'espèce humaine qui apparaîtra dans toute sa force en pleine phase éruptive du développement de la société humaine : la révolution de 1848, avec le Manifeste du Parti Communiste."

(Invariance N°1. Origine et fonction de la forme-parti)

2.1.6.10. Théorie et praxis se fondent en une synthèse dialectique. Autant la pensée pure est incapable de comprendre la réalité si elle n'est pas fécondée par l'activité pratique, autant l'activité révolutionnaire doit intégrer la compréhension théorique d'elle-même pour avoir une chance de transformer la réalité. Au cours de son déroulement, le mouvement produit aussi les bases de la théorie qui le fonde. Ce faisant, il n'a pas produit une ènième interprétation du monde, mais bien la compréhension de sa transformation. En même temps, il se comprend comme agent de cette transformation. Ainsi, le mouvement communiste s'approprie la justification théorique de son existence, en même temps que la théorie reconnaît son fondement matériel, réel.

"Le communisme chez les français et les allemands, le chartisme chez les anglais, n'avaient plus l'air (une fois établie la conception matérialiste de l'histoire NDR) de quelque chose de purement accidentel qui aurait aussi bien pu ne pas exister. A dater de ce moment, ces mouvements se présentaient comme un mouvement de la classe opprimée des temps modernes, le prolétariat comme les formes de la lutte de classes mais différentes de toutes les anciennes luttes de classes par ce point spécial : la classe opprimée actuelle, le prolétariat, ne peut réaliser son émancipation sans émanciper en même temps toute la société. De la division en classes, sans l'émanciper par conséquent des luttes de classes. Par communisme, on n'entendait plus la construction, par un effort d'imagination, d'un idéal social aussi parfait que possible, mais la compréhension de la nature, des conditions et des buts généraux adéquats de la lutte menée par le prolétariat."

(Engels. Quelques mots sur l'histoire de la Ligue)

2.1.6.11. Un tel passage de la critique philosophique à la critique révolutionnaire, intimement lié aux efforts de la classe elle-même pour se constituer en parti montre bien que le programme communiste n'est pas le fruit des cogitations individuelles de quelques penseurs, mais qu'il émane directement du prolétariat dont il exprime l'être révolutionnaire. "Celui-ci (le programme) est donc né de la lutte et il est cette force impersonnelle au-dessus des générations" (Invariance N°1)

La théorie n'est donc pas produite en dehors de la classe, puis injectée en son sein par des intellectuels comme le veut une interprétation vulgaire (cf. infra chap. 2.2.2), mais elle est forgée dans les luttes au cours desquelles s'exprime la nature profondément révolutionnaire du prolétariat. C'est lui qui fournit tous les éléments nécessaires à sa propre compréhension de ces mouvements. Il revient à certains hommes (qui peuvent d'ailleurs très bien, de par leur origine sociale être extérieurs à la classe prolétarienne), c'est-à-dire aux communistes, c'est-à-dire au parti communiste, de faire la synthèse de ces éléments, de leur donner leur configuration théorique définitive, sous forme de programme achevé, dans lequel s'exprime l'être révolutionnaire authentique du prolétariat.

On ne peut donc abstraire la formation de la théorie-programme communiste, de la formation du prolétariat en classe, et donc en parti politique. C'est au cours de sa lutte que le prolétariat exprime et ressent le besoin d'une expression théorique adéquate à ses intérêts et à ses buts, mais aussi d'un organe capable d'incarner ce programme, de le corporifier pour qu'il devienne une véritable force matérielle capable de mettre à bas la société capitaliste.

C'est pourquoi, en même temps qu'ils travaillent à formuler le programme, les révolutionnaires communistes essaient de resserrer les liens avec la classe. Dans cette perspective, il importait de faire oeuvre de propagande, d'abord dans les milieux révolutionnaires et ceux proches du communisme. C'est pourquoi Marx et Engels fondent, début 1846, un "Comité de correspondance communiste", à Bruxelles, dont le but "sera celui de mettre les socialistes allemands en rapport avec les socialistes français et anglais, de tenir les étrangers au courant de l'agitation et des organisations socialistes qui s'opèrent en Allemagne, et d'informer les Allemands des progrès du socialisme en France et en Angleterre. Ainsi les divergences de vue pourront apparaître au jour, et l'on parviendra à un échange d'idées et une critique impartiale. C'est un pas que le mouvement social doit effectuer, dans sa forme d'expression littéraire pour se débarrasser de ses limitations nationales. Et, au moment de l'action, il sera certainement d'une grande utilité pour tous d'être informés de l'état de chose dans les pays étrangers aussi bien que dans le sien propre."

(Marx à Proudhon 5.5.1846)

La tâche immédiate du comité n'était nullement d'oeuvrer à la constitution d'un parti communiste, mais à la préparation de celle-ci, essentiellement au moyen de la propagande et de la lutte théorique contre toutes les expressions partielles et limitées de la lutte des classes. Le Comité prévoyait à long terme la réalisation d'un congrès communiste, et indiquait dans son programme les tâches principales :

1. Faire prévaloir les intérêts des prolétaires contre ceux de la bourgeoisie.
2. Atteindre ce but par l'abolition de la propriété privée et son remplacement par la communauté des biens;
3. Ne reconnaître d'autres moyens pour la réalisation de ces objectifs que la révolution violente et démocratique."

(cf. Engels. Lettre au comité de Bruxelles 23.10.1846).

2.1.6.12. Conscients de tout ce que le mouvement communiste d' alors pouvait comporter d'illusions, d'approximations théoriques etc... les fondateurs du Comité de Bruxelles estiment qu'il faut procéder au préalable à un échange de vues et à une clarification au moyen d'une correspondance régulière (cf. Lettre à Kottgen 15.6.1846). A la base de l'activité de Marx et Engels dans les comités de correspondance se trouvent déjà les principes du communisme scientifique en formation. Dans la préface de 1859 à la "Critique de l'économie politique", Marx a rappelé le cheminement théorique qui avait amené les premiers théoriciens du communisme scientifique, de la critique de la philosophie du droit à la critique de l'économie politique. L'intuition que la clé de la compréhension des phénomènes juridiques et idéologiques ne résidait pas dans la sphère juridique elle-même mais dans le mouvement matériel de la société "et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans l'économie politique", amena à la formation des principes suivants :

- Les rapports entre les hommes (rapports de production) sont déterminés indépendamment de leur volonté par le degré de développement des forces productives matérielles de la société.
- Sur la base concrète des rapports de production s'élève toute la superstructure juridique et politique à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées.
- Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être, c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience.
- A un certain stade de leur développement, les forces productives entrent en contradiction avec les rapports de production (ce qui s'exprime juridiquement par une contradiction avec les rapports de propriété) qui, de formes de développement deviennent alors des entraves.
- Alors s'ouvre une période de révolution sociale.
- Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale. Avec eux s'achève la préhistoire de la société humaine.

2.1.6.13. Toutes ces thèses, publiées de manière éparse (1) dans des ouvrages tels que "Esquisse d'une critique de l'économie politique" d'Engels; "La Sainte Famille"; "La question Juive"; "Notes sur l'article roi de prusse et réforme sociale"; "Situation de la classe laborieuse en Angleterre"; et à qui il manquait encore la formulation générale dense, précise, qu'elles acquerront dans le "Manifeste du Parti communiste" forment déjà un corps suffisamment homogène pour exercer une profonde influence sur les milieux de prolétaires communistes qui ne pouvaient se contenter bien longtemps des fables d'un Weitling ou des élucubrations pédantes des "socialistes vrais" pour satisfaire leur besoin révolutionnaire fondamental : la compréhension et la critique de la société présente; la prévision et la description de la société future.

---

(1) "Mais nous avons le plus grand besoin en ce moment de quelques ouvrages assez gros afin de fournir un point d'appui solide aux nombreux demi-ignorants qui sont remplis de bonne volonté mais ne peuvent s'en tirer tout seuls. Fais ton possible pour mener à terme ton livre d'économie politique, même si tu n'es pas tout à fait satisfait de nombreux passages. Cela importe peu, car les esprits sont mûrs et il faut forger le fer quand il est chaud."  
(Engels à Marx. 20.01.1845)

2.1.6.14. Si au départ donc, les positions communistes développées par Marx et Engels peuvent apparaître comme le produit d'une nouvelle école communiste parmi d'autres, elles ne tardent pas à montrer leur supériorité dans le fait qu'elles fournissent au mouvement la compréhension de sa propre existence.

C'est pourquoi l'attitude de Marx et d'Engels envers le mouvement réel sera toujours matérialiste et dialectique : il ne s'agit pas de dicter au mouvement ce qu'il doit faire, mais de défendre les positions les plus avancées face à celles qui démontrent une compréhension encore limitée et partielle de la réalité. L'activité de Marx et d'Engels ne saurait donc être réduite, comme les en accusent certains membres de la Ligue des Justes, à une activité de "savants" voulant régenter les ouvriers.

Tout en menant une critique impitoyable des faiblesses et des illusions du mouvement, Marx et Engels ont su reconnaître (comme cela sera le cas par la suite) les forces authentiquement révolutionnaires, susceptibles d'évoluer vers le communisme authentique. L'attention qui leur est portée vaut plus en fonction de ce qu'elles préfigurent que de ce qu'elles incarnent immédiatement :

"A nous, ces types disent qu'ils sont le "peuple", les "prolétaires", et nous, nous ne pouvons qu'en appeler à un prolétariat communiste qui, en Allemagne, doit d'abord se constituer."  
(Engels à Marx. Déc. 1846)

"Vis-à-vis de la Ligue des Justes, notre situation était la suivante. Nous connaissions naturellement l'existence de la Ligue : en 1843, Schapper m'avait offert d'en faire partie; mais j'avais, alors, cela va de soi, décliné sa proposition. Cela ne nous empêcha pas de rester en correspondance constante avec le groupe de Londres et d'entretenir des relations plus étroites encore avec le docteur Everbeck, alors à la tête des sections de Paris. Sans nous mêler des affaires intérieures de la Ligue, nous étions tenus au courant de tout événement important. D'autre part nous agissions de vive voix, par lettres, par la presse, sur les opinions théoriques des membres les plus importants de la Ligue. Nous recourrions également, dans le même but, à diverses circulaires lithographiées que, dans des occasions particulières, où il s'agissait des affaires intérieures du parti communiste en formation (nous soulignons NDR), nous envoyions à nos amis et correspondants. Dans ces circulaires, il nous arrivait parfois de mettre la Ligue elle-même en jeu (cf. circulaire contre Kriege. NDR)."  
(Engels. Quelques mots sur l'histoire de la Ligue..p.20)

C'est en tant que fraction la plus avancée et la plus lucide que les communistes interviennent dans le mouvement, dans la mesure où ce dernier est considéré comme mouvement de constitution de la classe en parti, et que tout l'effort théorique et pratique doit porter sur la clarification des bases programmatiques de ce parti : les principes communistes. En d'autres termes, il ne suffisait pas que se forge un parti formel, revendiquant abstraitement le communisme, il fallait encore que s'ouvre le cours du parti historique, qui s'incarnait dans un programme véritablement révolutionnaire, valable pour tout le cycle de luttes prolétariennes, résumant les conditions de la libération du prolétariat, et capable d'envisager le saut du monde présent à la société future. Pour cela il fallait que les courants aptes à former le parti adhèrent encore plus

profondément à la doctrine communiste en formation, et ce faisant lui fournissent les bases pour son achèvement en une véritable totalité organique, instrument de transformation révolutionnaire de la société : la théorie devient force matérielle lorsqu'elle saisit les masses (Marx).

2.1.6.15. Précisément, à la veille de la révolution de 1848, l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat ressentait toujours plus fort le besoin d'un corps de doctrine qui résume ses conditions de lutte et de libération. La Ligue (qui se donne une nouvelle direction en 1846), ressent la nécessité de se transformer en un véritable organe du mouvement prolétarien. L'Adresse de Novembre 1846 souligne la nécessité de constituer "un parti puissant qui pousse plus ou moins à la transformation de la société actuelle." Parti qui serait basé sur une "profession de foi communiste" servant de principe directeur. En même temps elle convoque, comme prélude à un congrès général des communistes en 1848, un congrès de la Ligue qui discuterait de la politique d'alliances avec les bourgeois radicaux; de la politique à suivre par rapport à la religion; du rassemblement des partis "sociaux et communistes". Dans la mesure où cette initiative était prise complètement en dehors des autres courants communistes, notamment du comité de Bruxelles, Marx et Engels y virent un signe de manque de maturité du mouvement qui, par lui-même n'aurait pas pu se dégager suffisamment du passé pour former un véritable parti communiste révolutionnaire. C'est également la conscience de cette faiblesse, et la nécessité absolue de fusionner les deux moments du parti communiste en formation, qui poussa de leur côté les dirigeants de la Ligue des Justes, en 1847, à renouer avec les Bruxellois, en leur proposant de collaborer directement à la Ligue.

Le message de J.Moll, proposant une collaboration réciproque au sein de la Ligue couronnait les efforts de Marx et Engels pour la clarification des positions communistes et leur reconnaissance par le mouvement prolétarien.

"Si nous voulions adhérer, on nous donnerait l'occasion, dans un congrès de la Ligue, de développer notre communisme critique dans un Manifeste, qui serait ensuite publié comme Manifeste de la Ligue; et nous pourrions également intervenir afin de remplacer l'organisation surannée de la Ligue par une organisation nouvelle, telle que la réclamaient l'époque et le but poursuivi.

Qu'il fallût, dans la classe ouvrière allemande, une organisation, ne fût-ce que pour la propagande, et que cette organisation, dans la mesure où elle n'était pas uniquement locale, ne pût être, même hors de l'Allemagne, qu'une organisation secrète, nous n'en doutions pas. Or, la Ligue constituait précisément une organisation de ce genre. Ce que nous avions jusqu'alors critiqué dans la Ligue, les représentants de la Ligue en reconnaissaient actuellement le côté défectueux et le sacrifiaient. Et l'on nous invitait nous-mêmes à collaborer à la réorganisation. Pouvions-nous refuser ? Evidemment non. Nous entrâmes donc dans la Ligue."

(Engels. Quelques mots.... p.22)

La fusion du communisme en formation et de l'organisation de la classe ouvrière (Ligue des Justes) devait bien évidemment aboutir à une profonde transformation de cette dernière, qui dès le 1er Congrès en Juin 1847 prit le nom de Ligue des Communistes. Cette transformation ne s'accomplit qu'à travers une lutte de plusieurs mois au cours de laquelle la majorité du parti reconnut pour sa base théorique le communisme scientifique défendu par Marx et Engels et dont les fondements seront exprimés dans le Manifeste. Les progrès accomplis se mesurent en comparant les textes des 1ers et 2eme congrès (Juin et Décembre 1847), les statuts définitifs adoptés en Décembre se voyant dépouillés des caractéristiques humanistes qu'ils possédaient encore à l'état de statut en Juin (1).

L'article 1 des projets de statuts déclarait :

"La Ligue a pour but la suppression de l'esclavage des hommes par la diffusion de la théorie de la communauté des biens et, dès que possible, par son introduction dans la pratique."

Par contre les statuts définitifs de la Ligue adoptés en Décembre proclament :

"Le but de la Ligue, c'est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée."

(Article I)

La vague notion humaniste d' "esclavage des hommes" a été remplacée par celle, matérialiste et dialectique de "société bourgeoise" comme règne de la "propriété privée"; celle de "communauté des biens" par celle de "société sans classes et sans propriété privée"; et enfin le prolétariat est clairement défini comme l'instrument de cette libération.

Au cours du deuxième congrès :

"Toutes les contradictions et tous les points litigieux furent tirés au clair; les principes nouveaux furent adoptés à l'unanimité et l'on nous chargea, Marx et moi, de rédiger le Manifeste. Nous le fîmes sans retard aucun. Quelques semaines avant la révolution de Février, nous expédiâmes le Manifeste à Londres, aux fins d'impression. Il a fait, depuis lors, le tour du monde; on l'a traduit dans presque toutes les langues, et il sert aujourd'hui

---

(1) Le stalinien espagnol F.Claudin (cf. Marx et Engels et les révolutions de 1848. ed. MAspero) se permet d'accuser Engels d'avoir réalisé la "première tentative d'hagiographie" communiste, lorsqu'il relate dans "Quelques mots..." l'épisode des deux congrès, en datant l'adoption définitive par la Ligue des positions défendues par Marx et Engels du premier et non du deuxième congrès de la Ligue. Claudin feint de croire qu'Engels entendait démontrer ainsi la supériorité totale des conceptions communistes, qui auraient été adoptées sans discussions etc... Or l'important n'est pas qu'Engels, relatant les faits 40 ans après, et probablement sans documentation originale, ait commis cette erreur chronologique, mais qu'il ait su restituer la tendance fondamentale à l'oeuvre au sein du mouvement ouvrier de l'époque : la montée irrésistible des positions communistes qui allaient se cristalliser comme programme, et apparaître immédiatement comme programme de la Ligue des Communistes, dès que celle-ci aurait achevé de se débarrasser de l'héritage de la Ligue des Justes.

encore, dans les pays les plus divers, de guide au mouvement prolétarien. L'ancienne devise de la Ligue : tous les hommes sont frères, avait été remplacée par le nouveau cri de guerre : prolétaires de tous les pays unissez-vous ! qui proclamait ouvertement le caractère international de la lutte . Dix-sept ans plus tard, ce cri de guerre remplissait le monde, comme cri de guerre de l'Association Internationale des travailleurs, et aujourd'hui le prolétariat militant de tous les pays l'a inscrit sur son drapeau."  
(Quelques mots...p.23)

CARACTERISTIQUES DE LA LIGUE DES COMMUNISTES (PARTI COMMUNISTE ET PARTIS OUVRIERS).

2.1.6.16. La Ligue des Communistes a été le premier parti communiste reposant sur les principes du communisme scientifique et organisé à l'échelle internationale, ayant pour objectif de se placer à la tête du mouvement prolétarien pour guider et diriger celui-ci sur le terrain de l'affrontement historique contre la bourgeoisie pour le communisme.

De cela, la Ligue elle-même témoigne, en commentant le changement de nom opéré dès le premier congrès.

"La modification de la Ligue des Justes en Ligue des Communistes a été adoptée premièrement parceque l'ancien nom avait été révélé aux gouvernements par l'infâme trahison du Sr. Mentel et que de ce seul fait une modification paraissait indiquée. Deuxièmement et surtout parceque l'ancien nom avait été adopté dans des circonstances particulières et en considération d'évènements particuliers qui n'ont plus rien à voir avec les buts actuels de la Ligue. Ce nom est donc périmé et n'exprime pas le moins du monde ce que nous voulons. Combien de gens ne veulent-ils pas la justice ou ce qu'ils appellent justice, sans pour autant être communistes. Or nous ne nous distinguons pas par le fait que nous nous en prenons à l'ordre social établi et à la propriété privée, par le fait que nous voulons la Communauté des biens, par le fait que nous nous en prenons à l'ordre social établi et à la propriété privée, par le fait que nous voulons la Communauté des biens, par le fait que nous sommes communistes. Il n'y a donc qu'un seul nom qui convienne à notre Ligue, celui qui exprime ce que nous sommes réellement et c'est ce nom que nous avons choisi." (Rapport du premier congrès. 1847)

Se donnant pour base la théorie communiste - même si dans le même temps la Ligue véhiculait encore bon nombre d'illusions héritées de l'ancienne Ligue des Justes -, et dirigeant toute son action vers la réalisation de la société communiste, la Ligue constitue bien, par rapport au reste du mouvement ouvrier, cette fraction qui a "sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien." (Manifeste)

Or, tout en essayant d'élargir son influence et de se placer toujours à l'avant-garde du mouvement, la Ligue ne se conçoit pas comme l'unique représentant du prolétariat, et entretient des rapports avec d'autres organisations ouvrières comme les "Frater-

-nal Democrats" etc...

Toute cette tactique a été exposée dans le "Manifeste", spécialement dans les chapitres "Prolétaires et communistes" et "position des communistes envers les différents partis d'opposition".

Tracer les limites historiques de la validité de cette distinction entre partis ouvriers et parti communiste, c'est aussi se garantir contre toute tentative de nier au parti à venir le caractère de parti communiste pur, unique, et dressé contre tous les partis et formations existants, y compris ceux qui se réclament frauduleusement du communisme et du socialisme, et n'accueillent dans leurs rangs une fraction de la classe ouvrière que pour mieux l'encadrer au service du capital. C'est pourquoi nous consacrons quelques thèses à cette question, qui excède le simple épisode de la Ligue et du mouvement de 1848.

2.1.6.17. Les conditions modernes de la production ont produit une classe sans réserve, totalement dépouillée, réduite à vendre sa force de travail pour survivre, et à qui n'est reconnue aucune existence officielle au sein de la société. Tour à tour les aristocrates, les bourgeois occupent le devant de la scène et font prévaloir leurs intérêts qui, de révolutionnaires deviennent conformistes puis réactionnaires, mais le prolétariat lui, en défendant ses intérêts révolutionnaires, défend en même temps les intérêts historiques de toute l'espèce humaine.

"Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne : ils ont à détruire toute sécurité privée, toutes garanties privées antérieures (...) Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se mettre debout, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle." (Manifeste)

Pour défendre ces intérêts révolutionnaires, le prolétariat doit cesser d'être une classe atomisée, opposée à elle-même dans la concurrence pour devenir une seule force, unitaire. Tout ce processus historique, décrit par ailleurs dans le Manifeste (cf. ici-même pp.2-3), c'est celui de la constitution du prolétariat en classe et donc en parti. (cf. également Misère de la Philosophie(1))

Pour faire prévaloir ses intérêts de classe, qui sont par définition hostiles à la société toute entière, le prolétariat n'a d'autre ressource que l'unification de ses membres; si le syndicat, ou toute autre organisation économique, accomplit ce rôle pour ce qui concerne les intérêts immédiats de la classe, la défense de ses intérêts vitaux, seule l'organisation en parti est capable de promouvoir les intérêts historiques du prolétariat.

(1) Dans cet ouvrage de 1847, Marx souligne le rôle des associations économiques (Trade-Unions, coalitions etc...) dans le processus d'unification de la classe autour de ses intérêts communs, phase au cours de laquelle elle prend conscience de ne former qu'une seule classe opposée à la bourgeoisie, et forge les conditions pour élargir la lutte au terrain politique.

"La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance (coalition). Ainsi la coali-

Le premier pas de la classe vers son émancipation est donc la constitution d'un parti, qui est dit "ouvrier" au sens où il est distinct de et opposé à TOUS les partis de la vieille société, féodaux, bourgeois, petit-bourgeois etc...

Cette capacité de regroupement et d'union n'est pas donnée d'emblée, mais constitue déjà à elle seule le résultat d'une longue lutte de classes et marque une première étape (et une première victoire) prolétarienne dans le long affrontement qui oppose le prolétariat et la bourgeoisie.

"Dans les pays européens il a fallu à la classe des travailleurs, des années et encore des années pour comprendre pleinement qu'elle forme une classe distincte, et dans les conditions existantes, une classe permanente de la société moderne. Et il lui a fallu de nouvelles années encore pour que cette conscience de classe l'amènât à se former en un parti politique distinct, indépendant et ennemi de tous les anciens partis politiques formés par les fractions diverses de la classe dominante." (Engels, Préface à l'édition américaine de 1887 à "La Situation de la classe laborieuse en Angleterre.")

2.1.6.18. Cette citation d'Engels confirme clairement toute la théorie communiste du parti, et la défense qu'en a effectuée la Gauche Communiste d'Italie. La classe n'est classe que lorsqu'elle est constituée en parti. Que lorsqu'elle produit cet organe capable de transcender les intérêts immédiats, les différences de situations

(suite de la note 1 p.16)

tion a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de la résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus important pour eux que celui du salaire. Cela est tellement vrai, que les économistes anglais sont tout étonnés de voir les ouvriers sacrifier une bonne partie du salaire en faveur des associations qui, aux yeux de ces économistes, ne sont établies qu'en faveur du salaire. Dans cette lutte -véritable guerre civile- se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivée à ce point-là, l'association prend un caractère politique.

Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique."

(cf. Oeuvres. Pléiade T.1 p.135)

individuelles, les conditions locales etc...pour arriver à la hauteur des intérêts généraux et communs à toute la classe.

"De même que la classe se forme à mesure de la progression de certaines conditions et de certains rapports issus du développement d'un nouveau système de production, par exemple l'apparition des grandes fabriques utilisant la force motrice, qui recrutent et forment une main d'oeuvre nombreuse, de même les intérêts de cette collectivité commencent peu à peu à se concrétiser en une conscience plus précise, qui commence à se dessiner dans de petits groupes de cette collectivité. Quand la masse est poussée à l'action, ce sont ces premiers groupes possédant la vision d'un but à atteindre qui soutiennent et dirigent l'ensemble (...) ces groupes, ces minorités ne sont autres que le parti."  
(Parti et classe. 1921)

2.1.6.19. Le prolétariat entame donc son long chemin en constituant un (ou des) parti(s) ouvrier(s). Par rapport à ces partis, les communistes ne forment pas un parti distinct, mais ils ont l'intelligence du mouvement général de la lutte des classes. Ils se battent donc pour que le programme du parti ouvrier soit toujours plus proche du programme communiste. Bataille qui n'a rien d'une joute intellectuelle opposant des conceptions divergentes du monde, mais qui s'effectue matériellement dans la lutte des classes et où le rôle des communistes n'est pas de "se présenter au monde en doctrinaires", mais de prévoir et annoncer au mouvement son propre avenir, en fonction de ce qu'il est contraint de faire, conformément au développement de la réalité historique et sociale (1)

Dans un premier temps les communistes poussent les prolétaires à s'organiser en parti car la théorie ne pourra "saisir les masses" que si celles-ci ont déjà d'elles-mêmes commencé à briser l'état de fragmentation et de dispersion dans lequel les maintient la contre-révolution.

"Une chose est solidement assurée dans notre façon de procéder pour tous les pays et temps modernes : amener les ouvriers à constituer leur propre parti indépendant et opposé à tous les partis bourgeois."  
(Engels à Kautsky 04.09.1892 soul. par CouC)

"Pour qu'au jour de la décision le prolétariat soit assez fort pour vaincre - et cela, Marx et moi nous l'avons défendu depuis 1847 - il est nécessaire qu'il se forme un parti autonome, séparé de tous les autres et opposé à eux tous, un parti de classe conscient."  
(Engels à Gerson Trier. 18.12.1889)

On voit donc bien que le prolétariat doit former un parti politique distinct et opposé à ceux des autres classes. Par contre les communistes ne forment pas un parti distinct de ce parti ouvrier, ils travaillent à l'intérieur de celui-ci pour que la confrontation avec les forces qui ont constitué un moment désormais dépassé,

(1) C'est ce que signifie la phrase suivante du "Manifeste" :  
"Les communistes n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien."

débouche sur l'adoption et le renforcement du programme communiste.

2.1.6.20. Pour qu'il y ait parti ouvrier, c'est-à-dire organe révolutionnaire, il faut que ce parti s'oppose aux partis bourgeois au moins sur trois points :

- constitution du prolétariat en classe;
- renversement de la domination bourgeoise;
- conquête du pouvoir politique par le prolétariat;(1)

C'est seulement vis-à-vis d'un parti qui possède un tel programme, (lequel constitue un minimum) que les communistes peuvent développer une activité systématique de contact, de conseil, de propagande, afin qu'il adopte toujours plus le programme communiste, même si en-dehors de ces points cruciaux, le parti n'a qu'une faible conscience des objectifs de la révolution communiste ou de la conception matérialiste de l'histoire. Ce minimum de positions révolutionnaires, les communistes les partagent avec le parti ouvrier, même si, pour eux, elles constituent un but immédiat et non l'objectif final de leur activité. Pour cette raison, ils ne forment pas un parti distinct de ce parti ouvrier. Ils se battent en son sein pour qu'au-delà des objectifs immédiats qui leur sont communs, ce parti adopte un programme toujours plus communiste.

"Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat." (Manifeste)

2.1.6.21. Par rapport à ces partis ouvriers, les communistes (dès lors que le programme a reçu une formulation adéquate qui en fait déjà une totalité organique, c'est-à-dire dès 1847) possèdent une conscience du mouvement historique qui leur permet de se situer au-delà des objectifs immédiats du parti ouvrier et d'influer sur ces forces qui se situent à l'avant-garde de la classe pour faciliter leur appropriation du programme communiste.

"D'une part dans les différentes nationales des prolétaires ils (les communistes) mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.

D'autre part dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité." (Manifeste)

C'est-à-dire qu'ils sont capables de prévoir le mouvement et d'aller au-delà de la conscience que celui-ci se donne à un moment donné.

(1) "Cependant le parti ouvrier social-démocrate allemand, précisé-ment parcequ'il est un parti ouvrier, mène nécessairement une "politique de classe", la politique de la classe ouvrière. Comme tout parti politique s'efforce de conquérir le pouvoir dans l'Etat, le parti social-démocrate allemand aspire nécessairement à établir son pouvoir, la domination de la classe ouvrière, donc une "domination de classe". D'ailleurs tout parti véritablement prolétarien, a commencer par les chartistes anglais, a toujours posé comme première condition la politique de classe, l'organisation du prolétariat en parti politique indépendant et, comme but premier de la lutte, la dictature du prolétariat." (Engels. Question du logement. p.98)

Tandis que le parti ouvrier constitue un moment inférieur, quoique nécessaire de la vie de la classe, les communistes incarnent l'intégralité du caractère révolutionnaire de celle-ci, à la fois dans le temps et dans l'espace. Leur compréhension plus adéquate du mouvement révolutionnaire leur permet, tout en participant activement à la constitution du parti ouvrier, moment d'unification de la classe, de prévoir et indiquer la route vers le passage au moment supérieur : "...dans le mouvement présent (les communistes) défendent et représentent l'avenir du mouvement."

"Pratiquement les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres; sur le plan de la théorie ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien". (Manifeste)

Cette "intelligence claire" trouve son résumé théorique dans le Manifeste du Parti Communiste, et son développement dans toute l'oeuvre communiste. Elle comprend le mouvement émancipateur du prolétariat comme l'épisode moderne de la lutte des classes qui caractérise l'histoire écrite jusqu'à nos jours. Elle saisit ce mouvement comme produit des contradictions profondes de la société bourgeoise, et prévoit que "la bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables." (id.)

Par rapport aux chartistes, qu'anime la perspective du "bonheur social", sans autre précision; ou aux diverses écoles socialistes qui prônent la "communauté des biens", les communistes énoncent le secret du passage à la société future, "ils peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée." (id.)

Ce faisant le communisme scientifique exprime mieux que toute autre doctrine l'essence même du combat qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie. D'un côté la classe sans-réserve, pour qui toute propriété est déjà détruite; de l'autre le capital qui s'approprie la plus-value grâce à l'exploitation du prolétariat. Il revient au seul communisme de découvrir et de comprendre les fondements de cette exploitation. Il s'affirme donc comme l'arme la plus appropriée pour la combattre théoriquement et pratiquement. C'est pourquoi dans la lutte qui l'oppose à toutes les autres fractions et tendances, c'est le communisme qui finit par l'emporter.

Ceci parce que :

"Les thèses des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux." (id.)

2.1.6.22. Sur le plan organisationnel, les communistes poussent à la constitution de partis ouvriers parce que le niveau atteint par la lutte des classes ne permet pas encore l'adoption immédiate du programme communiste. Le rapport général entre parti communiste et partis ouvriers est le suivant :

"Les communistes ne forment pas un parti distinct et opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui divergent des intérêts de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien." (Manifeste)

La formation d'un parti communiste est évidemment inséparable du propre mouvement de la constitution du prolétariat en classe, c'est-à-dire en parti politique. Durant toute une étape du mouvement ouvrier, où le programme communiste n'a pas encore démontré théoriquement et pratiquement sa supériorité sur les autres écoles issues du prolétariat, cette constitution en parti peut ne se faire que sur la base des positions minimales que nous avons évoquées plus haut : renversement de la bourgeoisie, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Dans cette perspective les communistes agissent au sein du parti ouvrier pour l'amener à dépasser ses positions initiales jusqu'à inscrire sur son drapeau : abolition de la propriété privée, appropriation collective des ressources sociales par l'espèce humaine associée en communauté, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il fasse sien le programme communiste.

S'ils se coupaient de ce mouvement de constitution du prolétariat en classe, les communistes ne dépasseraient jamais le stade de la secte. Ils pourraient constituer un parti communiste qui ne serait pas le parti ouvrier, et qui végéterait à côté d'un parti ouvrier, qui lui-même ne deviendrait jamais communiste.

Mais lorsque le mouvement a atteint un certain stade, il ne peut plus se contenter de se constituer en parti ouvrier sur la seule base des positions minimales sans faire en même temps référence explicitement au but final, c'est-à-dire au communisme. C'est pourquoi il arrive un moment où la constitution de la classe en parti ouvrier n'est autre chose que sa constitution en parti communiste. C'est-à-dire qu'il se constitue un parti dont le programme est immédiatement le programme communiste intégral. Un tel mouvement ne se produit ni mécaniquement ni graduellement comme le montre un rapide survol historique des principales étapes de la constitution de la classe en parti.

2.1.6.23. Brièvement, on peut tracer la typologie suivante des rapports entre parti communiste et partis ouvriers (c'est-à-dire en définitive entre le parti communiste et la classe). (Tout notre travail ultérieur au cours de ce "Bref Historique..." illustrera et approfondira les épisodes ci-dessous mentionnés).

Les concepts de "parti ouvrier" et "parti communiste" ne se substituent pas à ceux de "parti formel" et "parti historique". Si le "parti historique", lui, est toujours communiste, il ne s'est pas toujours formalisé, au cours de l'histoire, comme parti communiste formel pur, mais au début du mouvement ouvrier, comme "parti ouvrier" au sein duquel le parti communiste historique agissait pour défendre et propager les principes communistes. De ce fait le concept de parti formel est applicable aussi bien à un simple parti ouvrier qu'au parti communiste (parti communiste, historique formalisé).

Nous avons donc :

- 1847-1852 . La Ligue des Communistes est le parti communiste constitué, agissant à l'échelle internationale. Il entretient

des rapports avec d'autres partis ouvriers tels les chartistes (jusqu'en 1848) ou les "réformateurs agraires d'Amérique du Nord (cf. Manifeste éd. sociales p.77), et des rapports avec les partis démocrates bourgeois ou petits-bourgeois dans le cadre de la révolution en permanence, en France jusqu'en Juin 1848, et surtout en Allemagne. Il tente d'unifier et/ou d'organiser des partis ouvriers là où il n'en existe pas encore, comme dans une phase ultérieure de la révolution allemande, mais ces tentatives se soldent par des échecs.

Le parti ne survit pas à la défaite du mouvement révolutionnaire, et l'organisation formelle se dissout en 1852. Le legs théorique qu'il fournit (le Manifeste et autres travaux) constitue la base pour la continuité du parti communiste au sens historique du terme.

- 1864-1872. La classe se reconstitue à nouveau en parti, sur une base beaucoup plus étendue qu'en 1848, à la fois dans l'espace et dans la classe elle-même qu'elle regroupe de manière beaucoup plus large en intégrant associations ouvrières, syndicats etc... Cette fois-ci on a constitution d'un véritable parti ouvrier à l'échelle internationale, au sein duquel les communistes peuvent agir pour tenter de faire triompher leurs principes. C'est justement parcequ'il s'agit d'un parti ouvrier et non d'un parti communiste, que l'AIT put organiser aussi largement la classe, intégrant en son sein même les organisations immédiates de celle-ci (Trade-Unions et syndicats).

De ce fait elle pouvait regrouper une fraction de la classe quantitativement plus importante vraisemblablement qu'un parti communiste pur dont les critères d'adhésion sont beaucoup plus sélectifs. On a là l'illustration exacte du Manifeste : les communistes ne forment pas un parti distinct et opposé aux autres partis ouvriers. Le courant communiste se place même à la tête du parti (Conseil Général) où il mène une lutte acharnée pour que soient reconnus les limites du parti ouvrier, et dans une moindre mesure quelques traits fondamentaux du communisme (cf. Engels disant nous avons du abandonner le langage hardi du Manifeste, dans la rédaction des statuts). Il faut noter que les anarchistes, dans la mesure où ils ne reconnaissent même pas la nécessité de la constitution de la classe en parti et du renversement de la bourgeoisie à travers la conquête du pouvoir politique ne constituent et n'ont jamais constitué une fraction du parti ouvrier. Ils sont des ennemis du prolétariat et doivent être chassés du parti, ce qui fut fait au cours des congrès successifs. N'ayant jamais été acceptés ils étaient d'ailleurs rentrés dans le parti par fraude. Il est donc faux de présenter anarchistes et communistes comme des membres brouillés d'une même famille. L'apport de l'AIT a précisément été d'interdire à jamais la reconnaissance de cette doctrine comme doctrine prolétarienne, ce qu'elle n'a d'ailleurs jamais été.

Le parti ne survit pas à la défaite de la Commune (1871); l'activité du parti communiste se poursuit en tant qu'expression du parti communiste au sens historique du terme. (1)-cf Note en fin de numéro).

- 1872-1889 . Le mouvement ne peut plus se contenter d'une union large comme celle de l'AIT, bien que celle-ci ait servi à décanter les positions cardinales du mouvement prolétarien et à éliminer en grande partie les expressions inadéquates de celui-ci. Il faut désormais que le prolétariat tende à se situer sur la base du programme communiste. En d'autres termes qu'il travaille à

constituer des partis communistes véritablement prolétariens et regroupant la fraction la plus avancée de la classe sur une base plus développée que ne pouvait le faire la Ligue des Communistes en 1848. Pour cela, il faut d'abord constituer des partis ouvriers dans chaque pays, organisant de larges fractions de la classe, et y mener la lutte pour la victoire du programme communiste (1). C'est pourquoi le mot d'ordre de cette période (qui est en même temps période de renforcement du capital et de consolidation des rapports sociaux et qui sera donc vue plus tard comme période

(1) Une telle tactique est évidemment peu compréhensible pour qui possède de la dialectique une vision simpliste et réductrice. Ainsi le "Bureau International pour le Parti révolutionnaire" publié dans la "revue communiste" N°2 une remarquable synthèse de toutes les imbecillités petites-bourgeoises que l'on peut lire ici et là sur le thème de la conscience de classe. On y apprend notamment qu'à "l'époque de Marx", le "problème de la conquête du pouvoir ne se posait pas encore de façon directe", ce qui explique que les thèses de Marx et Engels sur le parti, non seulement "manquent de précision", mais encore font référence à d'horribles concepts démocratiques tels que celui de "majorité".

Le BIPR cite, comme preuve du "crétinisme social-démocrate" de Marx et Engels, ces deux phrases, l'une du Manifeste, "le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité"; l'autre de l'introduction de 1895 aux "Luttes de classes en France" (introduction dont curieusement nos ultra-révolutionnaires du BIPR font exactement la même lecture que les chefs historiques du révisionnisme) : "Le temps des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes est révolu. Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, les masses elles-mêmes doivent y prendre part, elles doivent avoir compris de quoi il retourne, pourquoi elles interviennent (dans leur corps et dans leur esprit)."

On doit donc en conclure que le BIPR -qui n'a décidément rien compris à la véritable critique de la démocratie- voit le mouvement à venir comme le mouvement d'une toute petite minorité au profit d'une toute petite minorité, à la tête de masses qui n'ont rien compris et ne savent pas de quoi il retourne. Il est particulièrement grave qu'au nom d'une soi-disant critique de la démocratie, on puisse en arriver à imaginer des révolutions prolétariennes qui se fassent sans...le prolétariat, c'est-à-dire sans une participation active des masses ouvrières, avec leur capacité d'initiative, d'innovation, de sacrifice, de mobilisation, d'organisation, de lutte etc... Le BIPR se gausse du SPD allemand qui n'obtenait "que" (sic) 50 % des voix ouvrières aux élections et n'organisait "que" (resic) 10% des ouvriers (ce qui en France aujourd'hui nous donnerait un parti d'un bon million de membres !). Trotsky lui, rappelait que la révolution russe avait entraîné sur la scène de l'histoire, des masses bien plus importantes et imposantes que jamais la social-démocratie n'en avait pu contrôler.

Il est vrai qu'on peut se demander quel pourcentage de la classe le pompeux "Bureau international pour le parti révolutionnaire", lui, organise. En tous cas, avec une telle apologie de la défaite, le BIPR ne peut espérer un jour hériter du pouvoir politique, fardeau qu'avec sa courte vue et sa compréhension sclérosée de la réalité il serait bien en peine de supporter. Le BIPR invente donc une nouvelle catégorie politique : le social-masochisme.

"pacifique" du développement du MPC) est à la constitution de partis ouvriers nationaux c'est-à-dire regroupant la classe ouvrière de chaque pays. Le parti communiste historique intervient pour empêcher ces partis de se constituer sur une base erronée (lutte contre les Lassalliens dans la social-démocratie allemande) ou trop confuse (reprise par Marx de la rédaction du programme du parti ouvrier français) ou sectaire (invitation d'Engels aux socialistes allemands d'Amérique à rejoindre le parti d'Henry George). Pour justifier cette tactique, Engels affirme :

"Si, de 1864 à 1873, nous avons tenu à ne collaborer qu'avec ceux qui reconnaissent ouvertement notre programme, où en serions-nous aujourd'hui ? Je pense que notre pratique a montré qu'il est possible de travailler avec le mouvement général de la classe ouvrière à chacune de ses diverses étapes, sans abandonner ni cacher notre position distincte, voire notre organisation."  
(Lettre à Florence Kelley-Vischnevetsky 27.1.1887)

Au SLP américain qui répugnait à travailler avec le parti d'Henry George, il écrit :

"Un ou deux millions de voix ouvrières en Novembre pour un parti ouvrier véritable ont aujourd'hui infiniment plus de valeur qu'une centaine de milliers de voix en faveur d'un programme parfait d'un point de vue théorique (...) le temps n'est pas encore venu pour critiquer à fond Henry George. Il vaut mieux que le parti ouvrier commence à se former même sur un programme pas tout à fait pur. Par la suite, les ouvriers comprendront eux-mêmes ce dont il s'agit, tireront les leçons de leurs propres erreurs."  
(Engels. 28.12.1886)

Dans le courant des années 1880 Engels s'opposait, jusqu'à ce que le péril anarchiste rendit celle-ci inévitable, à la fondation d'une Seconde Internationale. Fidèle à la tactique définie pour cette période, il disait qu'il fallait attendre que les anglais et les français aient créés des partis ouvriers aussi forts que celui allemand. Alors, la prédominance du programme communiste dans les 3 pays majeurs du continent européen, vivant d'un même rythme, leur aurait permis d'entraîner à leur suite tout le prolétariat européen, sans passer par la constitution formelle d'une Internationale (cf. lettre à Lafargue du 17-8-1891).

Malheureusement la II<sup>e</sup> Internationale prit corps bien avant que ces conditions ne soient remplies; ceci, joint au phénomène opportuniste généré par la fabuleuse expansion du MPC durant cette période, fit que le parti international n'atteint jamais le degré de pureté qu'il aurait pu et aurait du atteindre pour mener à bien sa mission.

1889-1914. deuxième Internationale, constituée comme fédération des partis constitués dans la période précédente et qui, plus ou moins bien, se réclament tous, au moins formellement, des enseignements du programme communiste et de l'héritage du mouvement communiste depuis 1848, mais qui ne sont pas aussi purs qu'il serait nécessaire.

Mais d'une part l'Internationale ne prit jamais la forme d'un organe mondial, centralisé, unifié autour d'un programme unique. D'autre part elle ne disposait pas d'une armature théorique assez solide pour résister aux différentes attaques révisionnistes et réformistes qui surgissent de son propre sein. D'un côté l'affirmation stéréotypée et dogmatique de bribes du programme conduisent à

la trahison pure et simple de celui-ci en 1914. D'un autre coté la réaction des éléments de gauche (qui prend aussi la forme d'un travail de restauration théorique, voir notamment Rosa Luxembourg, Lénine, le cercle Karl Marx de Naples) est trop faible pour empêcher l'ensemble du parti de sombrer corps et biens. Le parti communiste historique (incaréné par les gauches) est impuissant à empêcher le parti formel de devenir un organe de la contre-révolution. Alors qu'on avait réussi à empêcher la Ière Internationale de tomber aux mains des anarchistes, cette fois-ci le parti n'est pas dissous au moment où il est vaincu. Il perdure, mais comme organe contre-révolutionnaire aux mains de l'ennemi de classe. C'est une défaite lourde de conséquences car la contre-révolution utilisera cet instrument pour diviser le prolétariat. Les révolutionnaires réagirent par un retour aux sources, bannissant le terme de social-démocratie au nom du communisme (cf. Lénine), mais il aurait mieux valu que le parti dégénéré soit intégralement détruit.

1919-1928. Internationale Communiste. Constituée d'emblée comme parti ouvrier communiste international sur la base clairement affirmée du programme communiste. En dehors de ce parti il ne peut y avoir de parti ouvrier digne de ce nom. La meilleure preuve en est que les partis communistes se séparent des anciens partis socialistes sur la base même des critères qui nous servent à définir la notion de parti ouvrier. Dans la vague de scissions des années 20 ce sont les communistes qui défendent le renversement de la bourgeoisie et la conquête du pouvoir politique, contre les socialistes qui prônent l'action parlementaire comme instrument de transformation graduelle de la société et l'alliance avec des courants bourgeois contre la réaction. Il se trace ainsi une ligne de démarcation historique définitive. Ou bien il surgit un parti ouvrier qui se réclame d'emblée du communisme. Ou bien sous le masque du parti ouvrier il s'agit d'un organe qui applique une politique bourgeoise et contre-révolutionnaire. Pour avoir perdu de vue cela, l'IC avec la politique du front unique, voire d'absorption du parti communiste dans les rangs de soi-disant partis ouvriers (Labour Party en GB) a elle-même dégénéré au point d'abandonner tout caractère communiste. On voulait appliquer une tactique qui n'était plus valable.

Là encore, il fut impossible de préserver l'organisation du sort honteux de devenir une officine de la contre-révolution. Elle passa aux mains de l'ennemi de classe qui s'en servit pour achever d'écraser la révolution et de désorienter le prolétariat international.

1928-1985. L'activité du parti communiste s'est poursuivie sous diverses expressions qui sont toutes des moments du parti historique. Tout en menant une juste critique des faux partis "ouvriers" identifiés comme organes de la contre-révolution, la Gauche Communiste d'Italie (1912-1966) - ou du moins sa majorité à l'époque - crut à son tour qu'il était possible de constituer un parti purement communiste dans une phase reconnue comme contre-révolutionnaire, c'est-à-dire indépendamment du mouvement de constitution du prolétariat en classe et donc en parti. Cette ambiguïté initiale, qui plana sur le berceau du Parti Communiste Internationaliste (1943) empêcha que celui-ci, une fois parvenu à l'âge adulte, et même après la salutaire scission de 1951, accomplît pleinement sa tâche historique fondamentale : la défense du programme communiste et la prévention du cours révolutionnaire à venir. Le PCi sombra (1966) dans une activité de secte, et a bu jusqu'à la lie la coupe de l'opportunisme. Du parti "épuré" de 1951, il ne reste plus hélas que des miettes, ballotées par la contre-révolution, quand elles ne se dressent pas carrément contre le communisme et ses militants.

Demain. Toute période de montée des luttes révolutionnaires amène la classe à se recomposer et donc à tendre vers la reconstitution de son parti de classe. Déjà par le passé (cf. 1847, 1864, 1889, 1919), cette tendance s'accomplissait à l'échelle internationale. Désormais, c'est un préalable absolu car l'immense développement du capital sur la planète implique que l'union des prolétaires en un parti communiste s'accomplisse d'emblée à l'échelle mondiale. Demain, lorsque la crise du MPC, avec ses coups de boutoirs successifs aura fait voler en éclats la mystification démocratique, et suffisamment ébranlée la base de la sujétion abjecte dans laquelle elle continue à maintenir le prolétariat, se posera à nouveau la question de la reconstitution du parti de classe unique et mondial. Seulement cette fois-ci, il n'y aura pas de différence entre parti ouvrier et parti communiste. Le prolétariat ne pourra se constituer en parti révolutionnaire que si ce parti lève bien haut d'emblée l'étendard du programme communiste, restauré dans son intégralité. Car il lui faudra non seulement s'opposer à ses ennemis déclarés, les partis bourgeois, mais aussi aux "partis ouvriers" d'hier qui sont devenus les partis du capital d'aujourd'hui. Dans le processus qui présidait, par le passé, à la constitution du prolétariat en parti ouvrier, nous avons vu que la première étape était l'affirmation de ces trois points : constitution de la classe en parti renversement de la bourgeoisie, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Or aujourd'hui, seul le courant communiste se situe sur ce terrain, qu'il ne partage avec aucun autre courant politique. De même il est impossible aujourd'hui d'en rester à cette affirmation sans revendiquer en même temps la totalité du programme et des tâches communistes. Le prolétariat n'a pas d'autre tâche que la réalisation du communisme à l'échelle mondiale, et il lui faudra bien se doter des organes adéquats à cette tâche.

C'est pourquoi la tâche des révolutionnaires aujourd'hui ne peut pas être de former des sectes communistes qui attendent le réveil de la classe ouvrière, ni bien évidemment de flirter avec les soi-disant partis ouvriers, mais de travailler sans relâche à la restauration du programme communiste, au sein du parti historique situé sur le rouge fil du temps, qui nous conduit de 1848 à la révolution future.

Ce n'est bien évidemment pas ce travail qui créera les conditions de la reprise révolutionnaire, mais sans lui, celle-ci serait incomparablement plus difficile et cela handicaperait dès le départ le prolétariat dans un combat où l'adversaire jettera toutes ses forces. Le mot d'ordre de la révolution à venir est : constitution de la classe ouvrière en un parti communiste mondial, unique organe du prolétariat, dont la tâche est de diriger l'action révolutionnaire de celui-ci, le renversement des classes dominantes au moyen de la conquête du pouvoir politique, l'exercice de la dictature du prolétariat, et le passage à la phase inférieure, puis supérieure du communisme.

## 2.2. LA REVOLUTION DE 1848

### 2.2.1. INTRODUCTION <sup>(1)</sup>

1848 constitue pour la tradition révolutionnaire un de ces "noeuds historiques" où de nombreux événements se combinent de manière à créer une situation décisive, dont les enseignements et les leçons sont d'une importance fondamentale pour le prolétariat de tous les temps et de tous les pays.

Si on peut parler de LA révolution de 1848 car on a une seule dynamique révolutionnaire\*où chaque bataille nationale a une répercussion sur le mouvement dans son ensemble, en même temps ce mouvement est composé de révolutions dont les caractéristiques sont particulières . 1848 contient donc toute la palette des phases révolutionnaires possibles dans le capitalisme développé. Ainsi la théorie n'a pas eu seulement à se confronter avec la révolution communiste pure, mais aussi avec les phénomènes de la révolution bourgeoise et de sa transcendance éventuelle en révolution prolétarienne à travers la révolution permanente (au sens de Marx : révolution double). Au cours de 1848, le prolétariat a mis à l'épreuve sa théorie dans son intégralité et celle-ci a su démontrer sa validité à la fois à travers la révolution et la contre-révolution. Ce qui nous a fait dire que la contre-révolution enseigne et que le communisme est non seulement une théorie de la révolution mais aussi une théorie de la contre-révolution. Pour cette raison les enseignements de 1848 ont été cruciaux dans la perspective de la révolution double, notamment en Russie, et a permis d'affronter des épisodes ultérieurs de révolution et de contre-révolution, y compris lorsqu'il ne s'agissait pas de révolutions prolétariennes (ex.Chine 1949).

Par conséquent ni le triomphe du prolétariat en Russie en octobre 17 dans la foulée de la révolution de Février, ni l'involution du processus révolutionnaire, ni la dynamique internationale de la révolution et de la contre-révolution, ni la victoire de la contre-révolution, ni les phénomènes ultérieurs de révolution bourgeoise (Chine, Inde, révolutions anti-impérialistes etc...), n'ont constitué des phénomènes nouveaux pour la théorie communiste.

\* mondiale

(1) A l'origine (cf.N°16 p.5) était prévu un texte intitulé "Les révolutions multiples", qui aurait détaillé les différentes aires et phases mises en jeu au cours du processus révolutionnaire de 1848. Il nous a paru plus utile, dans cette introduction, d'insister sur l'unité du phénomène révolutionnaire. Ensuite, après avoir exposé le déroulement des faits dans chacune des trois grandes aires de l'époque : française, anglaise et allemande, nous reviendrons dans une longue conclusion sur les leçons que la théorie révolutionnaire a pu tirer de cet épisode.

En 1848, dans le cadre de la perspective internationale (perspective qui condamne déjà celle du socialisme dans un seul pays) on se trouve confronté, suivant les différentes aires géo-historiques, à une série de révolutions, qui se définissent comme suit :

- Angleterre. Révolution communiste pure. Proletariat contre bourgeoisie et propriétaires fonciers.
- France. Achèvement de la domination politique de la bourgeoisie. Révolution prolétarienne.
- Allemagne. Révolution bourgeoise ouvrant la voie à une révolution prolétarienne. Révolution permanente (révolution double)
- Italie, Pologne, Hongrie etc.... Mouvements nationaux bourgeois.

Nous verrons plus loin, dans la suite de cette introduction, quel "scénario" pouvait d'ores et déjà conduire, en 1848, à la victoire de la révolution prolétarienne.

C'est de 1848 également que l'on peut dater - si l'on veut symboliquement enregistrer un acte de naissance - (cf. thèses 2.2.2) la formation du programme communiste en tant que totalité.

De même, la révolution de 1848 constitue le premier épisode de la lutte des classes où le parti communiste peut intervenir dans la perspective d'une prise de pouvoir politique par le prolétariat. Du même coup en 1848 est également posée toute la théorie du parti et de l'intervention des communistes dans la lutte des classes.

Parmi les "leçons" de la révolution de 1848, on peut noter aussi :

- Le fait que le MPC connaisse à intervalle régulier des crises dont le caractère catastrophique pousse le prolétariat à s'insurger contre les conditions de vie qui lui sont faites, profitant du désordre qui s'empare de toute la société bourgeoise. C'est la crise de 1847 qui a été le détonateur de la révolution de 1848.

- Le fait qu'à l'époque du capitalisme moderne, il ne peut pas y avoir de crise révolutionnaire isolée, mais que le seul moyen de vaincre pour le prolétariat est d'appliquer le cri de guerre du Manifeste : "prolétaires de tous les pays unissez-vous!". En 1848 la révolution s'est déroulée comme une véritable chaîne, tout comme la contre-révolution d'ailleurs, et le prolétariat allemand ne pouvait attendre de victoire durable que de celle du prolétariat français, de même que celui-ci ne pouvait vaincre sans le secours du prolétariat anglais.

- De même 1848 montre, comme cela sera affirmé plus tard dans l'AIT, que le prolétariat possède "sa propre politique étrangère". Le prolétariat n'aurait pas pu vaincre en 1848 sans une guerre révolutionnaire contre les puissances absolutistes, Russie et Autriche (alliées à l'impérialisme anglais), en liaison avec les peuples dominés (polonais, hongrois, italiens etc...). A fortiori aujourd'hui, nulle révolution prolétarienne en Europe ne pourra faire l'économie d'une guerre contre les puissances impérialistes qui ne manqueront pas de tout engager pour terrasser le prolétariat là où il aura pris le pouvoir. En d'autres termes, le répit qu'a pu avoir la révolution russe a eu en signant le traité de Brest-Litovsk (1918) ne sera pas une éventualité, dans la perspective d'une révolution prolétarienne éclatant en Europe.

- Le fait que le prolétariat doive se constituer en un parti distinct et opposé à tous les autres partis bourgeois; que s'il peut se battre à un moment donné aux cotés de la bourgeoisie (lorsqu'elle est révolutionnaire) son cycle historique va nécessairement au-delà, jusqu'à la révolution prolétarienne pure.

- Le fait que la théorie communiste ne soit pas seulement théorie de la révolution mais aussi de la contre-révolution. "Jusqu'à présent dans l'histoire, la contre-révolution a toujours conduit à une révolution plus radicale et plus sanglante." (Nouvelle Gazette Rhénane. t.III p.54)

- Le fait que le prolétariat constitue, une fois balayés les vestiges des sociétés féodales et assurée la domination politique et sociale de la bourgeoisie, la seule classe révolutionnaire de la société moderne. A Berlin, à Vienne, à Paris, comme quelques années auparavant à Londres, le prolétariat s'est retrouvé complètement isolé face aux autres classes de la société qui se sont toutes, à un moment donné tournées contre lui, tandis que lui seul se déclarait prêt à assurer la réalisation des tâches révolutionnaires de la société.

- Le fait que le prolétariat doive, pour transformer de façon révolutionnaire la société, s'emparer du pouvoir politique et exercer celui-ci de façon "despotique" (Manifeste) contre les autres classes (autrement dit : dictature du prolétariat et exercice de la terreur révolutionnaire).

-Le fait que la victoire du prolétariat ne pourra être acquise sans qu'il résolve à son avantage la question militaire. L'enseignement que l'on tire de la révolution de 1848 est que l'insurrection est un art; que la stratégie militaire du prolétariat repose sur l'offensive; qu'il ne pourra faire l'économie ni d'une guerre civile, ni d'une guerre révolutionnaire internationale.

En 1847-48, les communistes possédaient une vision claire du processus révolutionnaire et anticipaient sur le développement de celui-ci. Le fait que, à plusieurs reprises, les événements aient trompés leur attente et ne se soient pas déroulés comme ils le pensaient ne doit pas amener à conclure, a posteriori, que la révolution communiste n'ait pas été d'ores et déjà possible à l'époque. Seulement les conditions de l'époque en faisaient une possibilité précaire qui aurait dû réunir, pour triompher, le faisceau le plus large de conjonctures favorables.

Néanmoins, par leur activité d'éprévision les communistes envisageaient une issue révolutionnaire possible au mouvement de 1848.

En 1847, avant le déclenchement des événements, la prévision était la suivante :

-Allemagne : Les conditions sont mûres pour l'éclatement de la révolution bourgeoise, répétition d'un nouveau 1789, mais dans des conditions autrement plus développées que dans la France de l'époque, avec un prolétariat capable de mener dans la foulée sa propre révolution. C'est ce que souligne le Manifeste :

"C'est vers l'Allemagne que se tourne principalement l'attention des communistes, parcequ'elle se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, parcequ'elle accomplira cette révolution dans les conditions les plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre au XVII<sup>e</sup> et la France au XVIII<sup>e</sup> siècle, et que par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne."

Sur le plan international, la révolution en Allemagne devait faire sauter tout le système réactionnaire de la Sainte-Alliance, et libérer tous les peuples, de l'Italie à la Hongrie, qui étaient maintenus sous son joug.

-France. L'impasse dans laquelle se trouvent la société et le régime politique implique une réforme électorale. Mais celle-ci permettra la proclamation de la république et ce, dans des circonstances où le prolétariat est fort et en pleine recomposition politique. A terme il ne peut donc qu'y avoir antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat, culminant dans une révolution.

-Angleterre. C'est le fer de lance du mouvement. Sur la lancée du mouvement chartiste, on prévoit que celui-ci va bientôt conquérir les droits électoraux, ce qui amènera obligatoirement le prolétariat à devenir "la classe dirigeante de l'Angleterre" (Message des communistes allemands de Bruxelles à O'Connor.1846). Sur la base du formidable pouvoir de l'Angleterre capitaliste développée, première puissance industrielle, commerciale, maritime etc... on pourra commencer à développer les forces productives de la société dans un sens communiste, tout en venant en aide au prolétariat des pays moins avancés pour favoriser leur développement.

Or l'histoire ne s'est pas déroulée de cette façon-là, bien que toutes ces grandes lignes aient pu être vérifiées au cours du mouvement.

Tout d'abord, à la surprise générale, c'est de France (Février 48) que partit le mouvement, la république étant obtenue non par une simple réforme électorale, mais par une révolution effectuée par le prolétariat, qui acquérait du même coup un poids politique très important dans ce pays.

Une fois le combat entamé, pendant toute la période 1848-1852, l'essentiel de la prévision (qui évidemment rencontra des modifications tactiques suivant les aléas du cours historique) est le suivant :

- France (Paris). Centre politique de la révolution et de la contre-révolution européenne. De la victoire du prolétariat parisien (jugée encore possible en 1849) dépend le sort de la révolution en Allemagne. Dans le processus révolutionnaire à l'oeuvre en 1848, Paris est vu comme le centre politique du mouvement.

- L'Allemagne est le pôle dynamique de cette révolution. Avec la victoire de la révolution (même bourgeoise) en Allemagne, on a extension de la civilisation capitaliste vers l'Est, donc phénomène de portée révolutionnaire. Les régimes réactionnaires de Russie et d'Autriche, isolés, feront tout pour conserver leur puissance contre-révolutionnaire sur l'Europe. Pour cela ils s'allieront à l'Angleterre, tentant de ressusciter l'Alliance contre-révolutionnaire qui avait visé la révolution bourgeoise (1789). Toute prise du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire en France lui vaudra la guerre de la part de ces nations et la guerre se transformera immédiatement en guerre mondiale. Dans cette perspective générale, l'Allemagne révolutionnaire devra mener une guerre de libération contre la Russie, à l'occasion de laquelle elle pourra racheter les fautes qu'elle a commises contre les révolutions du passé. Il en va de même pour l'Angleterre pour qui la révolution prolétarienne devra être également l'occasion d'effacer les crimes contre les peuples.

-L'Angleterre, elle, est le théâtre d'une lutte directe entre prolétariat et bourgeoisie. La guerre mondiale à laquelle participera l'Angleterre sera l'occasion pour le parti chartiste de venir au pouvoir. Le mot d'ordre en Angleterre est donc : défaitisme révolutionnaire, révolution sociale. L'Angleterre est le centre économique, la réserve de forces productives de la révolution. Grâce à ses forces productives développées, on peut commencer à détruire le MPC.

En résumé :

"La libération de l'Europe, que ce soit le soulèvement des nationalités opprimées pour leur libération, ou la chute de l'absolutisme féodal, dépend donc du soulèvement victorieux de la classe ouvrière française. Mais chaque bouleversement social français échoue nécessairement contre la bourgeoisie anglaise, la domination industrielle et commerciale mondiale de la Grande-Bretagne. Toute réforme sociale partielle en France et sur le continent européen en général, dans la mesure où elle doit être définitive, est et reste un voeu pieux sans consistance. Et la vieille Angleterre ne sera renversée que par une guerre mondiale qui seule peut offrir au parti chartiste au parti ouvrier anglais organisé, les conditions d'un soulèvement victorieux contre ses oppresseurs gigantesques. Les chartistes à la tête du gouvernement anglais, -c'est alors que la révolution sociale passera du royaume de l'utopie à celui de la réalité. Mais toute guerre européenne où l'Angleterre est impliquée sera une guerre mondiale. Elle sera menée au Canada comme en Italie, dans les Indes orientales comme en Prusse, en Afrique comme sur le Danube. Et la guerre européenne est la conséquence première de la révolution ouvrière victorieuse en France. L'Angleterre, comme à l'époque napoléonienne, marchera à la tête des armées contre-révolutionnaires, mais la guerre elle-même la jettera à la tête du mouvement révolutionnaire et elle rachètera ainsi la faute commise envers la révolution au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière française, guerre mondiale - voilà le sommaire de l'année 1849."

(Nouvelle Gazette Rhénane. 1.Janvier 1849)

Après 1850, lorsque le mouvement visiblement s'essouffait partout les communistes ne concluaient pas encore à la défaite, car ils espéraient une reprise du mouvement révolutionnaire, en se basant sur une prévision du retour d'une crise catastrophique du MPC pour 1852. (L'année 1852 correspondait à la fin d'un cycle de 5 ans -1847-52- ce qui avait été jusqu'en 1847 la durée approximative du cycle économique). Seulement avec le développement de la phase de soumission réelle du travail au capital, la durée du cycle s'était modifiée et la crise n'eut pas lieu en 1852, enterrant définitivement les espoirs d'une relance de la révolution de 1848.

Par rapport à ce genre d'erreurs de prévision, l'important n'est pas de se fixer sur l'immédiat, c'est-à-dire la date, mais de réenglober l'erreur de prévision dans un bilan de la période écoulée, qui débouche sur une analyse des phénomènes à venir, et donc un renforcement de la prévision.

Par ailleurs il importe de souligner quelle était l'attitude des communistes à partir de 1850, face à un recul du mouvement

révolutionnaire, qu'ils croyaient pourtant très momentanée.

"Après les défaites de 1849, nous ne partagions nullement les illusions de la démocratie vulgaire groupée autour des gouvernements provisoires in partibus. Celle-ci comptait sur une victoire prochaine, décisive une fois pour toutes, du "peuple" sur ses "opresseurs", entre les éléments antagonistes cachés précisément dans ce "peuple". La démocratie vulgaire attendait le nouveau déclenchement du jour au lendemain; dès l'automne de 1850, nous déclarions que la première tranche au moins de la période révolutionnaire était close et qu'il n'avait rien à attendre jusqu'à l'explosion d'une nouvelle crise économique mondiale. C'est pourquoi nous fûmes mis au ban comme des traîtres à la révolution par les mêmes gens qui, par la suite, ont fait presque sans exception leur paix avec Bismarck, pour autant que Bismarck trouva qu'ils en valaient la peine."

(Engels. Introduction de 1895 aux Luttres de classes en France)

En raison de cette attitude, la "réorganisation" de la Ligue des communistes prônée par les activistes en 1849-50 fut vigoureusement combattue par le "parti-Marx" qui estimait nécessaire de tracer un premier bilan des événements écoulés et de mettre à profit le "répit" qui s'ouvrait pour renforcer la théorie, la stratégie et la tactique des forces révolutionnaires. (Cet épisode sera développé dans la suite des thèses à paraître dans le numéro : "2.2.6 La Ligue des Communistes dans la révolution de 1848").

Le parti communiste développe donc une vision mondiale de la révolution, dont le centre est l'Angleterre. C'est là en effet que le capitalisme mondial -et donc la révolution comme la contre-révolution- possède un centre puissant. Mais en tant que première aire où le MPC a atteint pleinement la phase de soumission réelle du travail au capital, c'est aussi la première aire où le communisme est désormais possible et qui, par voie de conséquence, permettrait à l'Europe et au monde entier d'abrèger les souffrances du passage par le MPC et de continuer à développer ses forces productives, mais dans un sens communiste.

"Mais le pays qui fait de nations entières ses prolétaires, qui étirent le monde entier de ses bras de colosse, qui une fois déjà paya de son argent les frais de la restauration européenne, le pays au sein duquel les oppositions de classe se sont exaspérées jusqu'à atteindre la forme la plus prononcée et la plus cynique - l'Angleterre, semble le roc où viennent échouer les vagues de la révolution; c'est le pays qui affame la nouvelle société, encore dans le sein de sa mère. L'Angleterre domine le marché mondial. Un bouleversement de la situation économique et nationale dans chacun des pays du continent européen sans l'Angleterre, c'est une tempête dans un verre d'eau. La situation de l'industrie et du commerce à l'intérieur de chaque nation est dominée par ses relations avec d'autres nations, est conditionnée par ses rapports avec le marché mondial. Mais l'Angleterre domine le marché mondial et la bourgeoisie domine l'Angleterre !" (Nouvelle Gazette Rhénane. t.2 p.282)

La possibilité du communisme en 1848, voilà un des enseignements catégoriques de cette période, et il serait tout à fait faux de tirer de l'échec ultérieur de cette révolution une infirmation de cette thèse.

Nombreux sont ceux qui, renonçant à toute vision dialectique de l'histoire qui veut précisément que, en de rares époques de tension extrême, où toutes les contradictions possibles de la société moderne explosent, ramassées dans un court laps de temps, il y ait la possibilité de bousculer les étapes, nombreux sont ceux donc, qui accusent les communistes et en premier lieu Marx et Engels d'avoir pris leurs rêves pour des réalités et même d'avoir renié par la suite la perspective qui était la leur en 1848.

A la barre, selon une méthode éprouvée des accusateurs de la théorie révolutionnaire, le témoin Engels, sans doute jugé plus souple que l'austère "docteur en terreur rouge", comme appelaient Marx ses adversaires anglais.

"L'histoire nous a donné tort à nous et à tous ceux qui pensaient de façon analogue. Elle a montré clairement que l'état du développement économique sur le continent était alors bien loin encore d'être mûr pour la suppression de la production capitaliste; elle l'a prouvé par la révolution économique qui, depuis 1848, a gagné tout le continent et qui n'a véritablement donné droit de cité qu'à ce moment à la grande industrie en France, en Autriche, en Hongrie, en Pologne et dernièrement en Russie, et fait vraiment de l'Allemagne un pays industriel de premier ordre. Tout cela sur une base capitaliste, c'est-à-dire encore très capable d'extension en 1848."  
(Préface aux luttes de classes en France. 1895)

Si Engels ne parle ici -et à plusieurs reprises- que du continent c'est bien que la perspective de 1848 reste valable : révolution communiste en Angleterre, qui détruit le centre mondial du capitalisme; révolution prolétarienne sur le continent; exercice par le prolétariat du pouvoir politique permettant d'orienter le développement des forces productives dans le sens de l'association et en évitant les souffrances du développement capitaliste.

Alors, où et pourquoi "avons-nous eu tort"?

Nous avons eu tort en sous-estimant la capacité du continent européen à constituer une réserve de forces pour la réaction, ceci compte tenu de son caractère encore en grande partie paysan, encore largement pré-bourgeois, encore économiquement arriéré, encore encombré de vestiges féodaux, manquant presque partout d'une classe bourgeoise hardie et décidée. Trop de forces encore sur le continent européen (y compris la force du MPC disposant encore de la marge de sa modernisation avec le passage à la phase de soumission réelle) pouvaient endiguer le développement du phénomène révolutionnaire.

Mais n'est-ce pas justement le spectre du communisme et la menace prolétarienne qui firent que la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie européennes se jetèrent dans les bras de la contre-révolution, renforçant les alliances les plus réactionnaires qui soient ?

Si en 1848 le problème historique de la révolution communiste était posé dans toute l'Europe, sa solution politique résidait en France et sa solution économique et définitive résidait en Angleterre; l'échec lamentable du mouvement révolutionnaire dans ce pays et le massacre de Juin 1848 furent décisifs dans le déclenchement de la contre-révolution à l'échelle internationale.

Dès Janvier 1849, la Nouvelle Gazette Rhénane écrivait ceci :

"La seule "conquête" qui nous soit restée -ce n'est pas une conquête spécifiquement prussienne, une conquête de "mars" mais le résultat de la révolution européenne de 1848 - c'est la contre-révolution la plus générale, la plus résolue, la plus sanglante, la plus violente, n'étant elle-même qu'une phase de la révolution européenne, et de ce fait génératrice d'un nouveau choc en retour révolutionnaire général et victorieux."  
(NGR t.2 p.347)

et devant les jurés du procès de Cologne, Marx écrivait :

"Peut-être la victoire de la révolution n'est-elle possible qu'une fois accomplie la contre-révolution."

Ainsi non seulement la venue de la contre-révolution n'est pas une surprise pour la théorie révolutionnaire, mais dialectiquement elle constitue même une épreuve nécessaire pour tremper la révolution, la débarrasser de ses expressions inadéquates et la faire ressurgir plus vigoureuse, plus apte à vaincre et à remplir ses tâches historiques.

En 1849 les communistes pensaient que cet épisode contre-révolutionnaire serait de courte durée et amènerait un retour rapide de la révolution, cette fois victorieuse; nous avons vu que ceci n'avait pas eu lieu, mais cela n'empêche pas que la leçon de la contre-révolution de 1848 est valable pour toutes les autres contre-révolutions.

En 1848, la révolution communiste était possible mais la conjonction de événements favorables qui aurait pu permettre sa victoire n'a pu se réaliser. Depuis, la révolution a toujours été battue (1871, 1917-27) même si les conditions matérielles de sa victoire étaient toujours plus développées. Ainsi, si dialectiquement la révolution communiste souffre d'un formidable retard historique, tout se passe comme si, pour qu'elle soit victorieuse il avait fallu attendre que le mode de production capitaliste étende la soumission réelle à pratiquement l'ensemble de la planète; que le salariat soit généralisé dans les pays qui comptent sur le marché mondial; que le prolétariat y constitue la majorité de la population active; que le développement de la productivité et les crises qu'il provoque dans le MPC soient développés à un point tel que le prolétariat n'ait plus d'autre alternative que la lutte pour le communisme ou la destruction de l'humanité; que le capital ait développé les formes de la socialisation de façon à faciliter la transition à la société communiste; qu'une majorité de la population soit concentrée dans les grandes villes; que les formes de la propriété privée bourgeoise aient été dans une certaine mesure niées tout en poussant à son comble l'antagonisme entre le capital et le travail (rôle de l'Etat, depersonnalisation du capital etc...); que le prolétariat ait renforcé son expérience historique, au cours de combats ultérieurs; que l'expérience de parti du prolétariat l'ait amené à la nécessité de constituer un parti communiste pur; que la théorie ait subi victorieusement l'épreuve de la réalité, tout en connaissant, sur le plan de sa représentation (parti historique), une quasi négation, permettant sa réapparition, restaurée intégralement; enfin que le MPC mette à l'ordre du jour pratiquement dans le monde entier la révolution prolétarienne pure, classiste, anti-démocratique, internationale, impersonnelle.

Ainsi donc, de 1848 à nos jours les conditions pour la victoire de la révolution communiste se sont considérablement renforcées. Mais en même temps le capital, tout en souffrant de contradictions de plus en plus aigues devra, pour être abattu, rencontrer dans le prolétariat un adversaire d'autant plus fort que ce développement aura été poussé à son comble. La lutte de demain polarisera les antagonismes et prendra l'allure d'une lutte à mort entre les deux titans surgis de l'évolution de la société moderne.

En 1848, c'est comme si le prolétariat n'avait pour avancer vers son but, que le mince fil de l'équilibriste; plus tard il a pu poser le pied sur la terre ferme en suivant d'étroits sentiers de crête; aujourd'hui il suit un chemin difficile, rempli d'aspérités, et jamais ne s'ouvrira pour lui d'autoroutes à quatre voies.

Quel que soit le développement des contradictions internes au MPC, celui-ci ne s'écroulera jamais de lui-même sans que le prolétariat, constitué en parti à l'échelle mondiale, ne se batte pour le détruire. Et jusque-là le chemin sera long et dur. Le prolétariat pour s'aider lui-même devra réunir toute la mémoire de son expérience historique, toutes les leçons des révolutions et contre-révolutions du passé, tâche à laquelle ce travail sur la révolution de 1848 est une modeste contribution.

## 2.2.2. REVOLUTION ET PROGRAMME COMMUNISTE

2.2.2.1. Notre mouvement a souvent coutume d'affirmer que le programme communiste surgit d'un bloc en 1848. Cela signifie que le programme est une totalité, qui ne naît pas par étapes, mais s'affirme d'un seul coup et cela à une époque particulière où apparaissent les possibilités matérielles des solutions pratiques aux problèmes que se pose l'humanité depuis la dissolution des communautés communistes primitives.

2.2.2.2. Ce programme n'apparaît pas comme l'oeuvre d'un homme (1) mais comme celle d'une classe. En tant que tel, il prend place dans la lignée des grands corps de doctrine qui se montrèrent capables d'encadrer, pour une longue période de temps, le mouvement de l'humanité et surtout de la fraction révolutionnaire de celle-ci pour chaque époque: ce que furent en leur temps le judaïsme, le christianisme, ou l'idéologie bourgeoise des Lumières et de la Raison. De telles doctrines, en tant qu'elles condensent théoriquement toutes les conditions réelles d'une époque, plus exactement d'un mode de production, sont aptes à perdurer tout au long du cycle historique que ce mode de production est amené à parcourir.

"Une nouvelle doctrine ne peut apparaître à un moment quelconque de l'histoire. Il y a certaines époques de l'histoire, bien caractéristiques -et même rarissimes- où elle peut apparaître, comme un faisceau de lumière éblouissante, et si l'on n'a pas reconnu ce moment crucial et fixé la terrible lumière, il est vain de recourir ensuite aux bouts de chandelle avec lesquels le pédant universitaire ou le combattant de peu de foi tentent d'éclairer leur chemin.

Pour la classe prolétarienne moderne, qui s'est formée dans les premiers pays à grand développement industriel capitaliste, les ténèbres ont été déchirées peu avant la moitié du siècle dernier. La doctrine intégrale à laquelle nous croyons, à laquelle nous devons et voulons croire, a trouvé à ce moment là toutes les conditions pour se former et pour décrire un cours historique qui devra la vérifier et la confirmer après ces luttes démesurées. Ou bien cette position restera valable, ou bien la doctrine sera reconnue fausse et donc vide l'affirmation marxiste selon laquelle avec le prolétariat est apparue une nou-

---

(1) Pour cette raison, nous jugeons que le mouvement communiste n'a plus à se battre pour la conservation du vocable "marxisme", d'ailleurs né péjorativement sous la plume des adversaires du communisme (Bakounine) puis relevé ironiquement par Marx (tout ce que je sais c'est que je ne suis pas marxiste) et Engels (ils se mordront les doigts de nous avoir donné ce nom"), enfin érigé en synonyme scientifique de communisme par les marxistes vulgaires. Nous lui préférons le terme cent fois plus adéquat de théorie (programme) communiste.

velle classe avec un caractère, un programme et une fonction révolutionnaires propres dans l'histoire. Celui donc qui entreprend de remplacer des parties, des thèses, des articles essentiels du "corpus" marxiste que nous possédons depuis environ un siècle, en détruit la force de façon bien pire que celui qui la renie ouvertement et en proclame la faillite.

Après la période "explosive" où la nouveauté même de la nouvelle revendication la rend claire et nettement délimitée, il se peut qu'on ait -et c'est effectivement ce qui s'est produit à cause de la stabilisation de la situation - une période où la "conscience" de la classe au lieu de s'améliorer et de s'élever, régresse et dégénère. Les moments - toute l'histoire du marxisme le prouve - où la lutte des classes redevient aigue sont ceux où la théorie revient, avec de mémorables affirmations, à ses origines et à son expression première intégrale; il suffit de rappeler la Commune de Paris, la révolution bolchévique, le premier après-guerre en Occident. Le principe de l'invariance historique des doctrines qui reflètent la tâche des classes protagonistes et aussi de ces puissants retours aux formulations originelles, s'applique à toutes les grandes périodes historiques et s'oppose aux hypothèses futiles selon lesquelles chaque génération, chaque saison de la mode intellectuelle serait meilleure que la précédente, de même qu'au stupide cliché de la marche incessante du progrès humain, et autres lubies bourgeoises dont bien peu sont vraiment dépourvus parmi ceux qui se parent du titre de marxistes." (L'invariance historique du marxisme)

2.2.2.3. Pour exprimer ce caractère flamboyant de la doctrine de classe qui, en jetant par instants de brefs, mais intenses éclairs, arrive à illuminer une époque historique entière, la Gauche Communiste d'Italie a eu recours au concept d' "invariance historique" de la théorie communiste.

On voulait par là indiquer que le programme qui surgit de la synthèse des luttes révolutionnaires du prolétariat est une totalité organique, et que comme tel, il n'est pas subdivisible en parties que l'on pourrait tour à tour utiliser ou abandonner, réactualiser ou moderniser. Ou le programme est "vrai" (c'est-à-dire réel) dans sa totalité, ou il n'est pas. S'il est vrai dans sa totalité, il doit perdurer tout au long de l'arc historique qui exige sa permanence comme instrument de lutte du prolétariat contre le capital, la remise en cause d'une des parties altérant définitivement le tout. Car "on n'abandonne pas son arme ou son instrument au beau milieu de l'effort ou au comble de la bataille pour les "réparer": c'est en brandissant dès le début de bons outils et de bonnes armes qu'on sort vainqueur, dans la paix comme dans la guerre." (*idem*)

Le concept d' "invariance" implique que le programme s'accepte dans sa totalité et dans sa permanence : impossibilité de modifier une quelconque des bases de ce programme sans quitter le terrain même où il est assis.

En tant que totalité organique, c'est-à-dire vivante, la théorie communiste ne cesse jamais de développer son objet. La théorie fait oeuvre de prévision et doit donc être capable d'intégrer les faits dans le corps de doctrine, en montrant que ceux-ci ne constituent pas des nouveautés théoriques qu'elle n'aurait pas prévus.

Le refus d'affronter cette réalité, de se colleter avec elle pour l'intégrer dans la théorie, est signe de sclérose de celle-ci. Si la théorie est figée, c'est qu'elle a perdu son caractère révolutionnaire. En même temps ce travail théorique ne peut se faire que dans la droite ligne des principes qui ont fondé le programme, en visant à les renforcer et à les compléter.

Toute l'oeuvre théorique de Marx et Engels après "Le Manifeste du Parti Communiste" vise à fonder en théorie les principes énoncés dans celui-ci.

2.2.2.4. Si 1848 marque pour nous l'émergence du programme communiste, c'est qu'à cette date le mouvement prolétarien s'est pour la première fois montré capable de jeter les bases, en un document synthétique, mais de vaste portée, de toute sa doctrine (laquelle est indissociable de son mouvement pratique qui éclate en 1848).

Le Manifeste exprime en effet en une synthèse brillante les racines matérielles du communisme lui-même (chap 1 : bourgeois et prolétaires); l'importance de celui-ci dans le mouvement ouvrier moderne (chap 2 : prolétaires et communistes); la critique des anciennes formes du socialisme (représenté par les classes moyennes) et de celles, inadéquates, des courants communistes prolétariens (chap 3 : Littérature socialiste et communiste); enfin la stratégie du communisme dans sa lutte contre la société bourgeoise (chap. 4: position des communistes vis-à-vis des différents partis d'opposition).

La même année paraît "Misère de la Philosophie", ouvrage qui, en même temps qu'il liquide le socialisme petit-bourgeois de Proudhon (Philosophie de la Misère), jette les bases de la critique révolutionnaire du mode de production capitaliste, de la critique de l'économie politique.

Que sera par la suite "Le Capital", sinon la tentative grandiose de démontrer, plongeant dans les entrailles même de la société bourgeoise, l'impitoyable condamnation prononcée dans le Manifeste ?

"Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent à présent contre la bourgeoisie elle-même. Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui lui donneront la mort; elle a en outre produit les hommes qui manieront ces armes, les travailleurs modernes, les prolétaires."

C'est pourquoi il faut avoir les yeux morts de celui qui a vendu son corps et son âme au capital pour ne pas voir que l'oeuvre maîtresse du communisme, celle qui analyse en détails le fonctionnement du mode de production capitaliste, bien loin d'en être la biologie, est la nécrologie de ce dernier.

Cette vaste tentative de disséquer en détail l'organisme complexe de la société bourgeoise, au nom d'un futur qui y est déjà inclus, dépasse largement les forces d'un individu, aussi faut-il considérer comme une oeuvre de parti, dont la réalisation incombe à des générations de révolutionnaires, l'élaboration et la restauration du programme communiste, dans sa totalité. La réalisation de cette oeuvre appartient au prolétariat tout entier, et elle ne pourra se faire que sur la base de l'invariance du programme communiste, dans le but de renforcer celui-ci, de le tremper pour affronter les terribles échéances révolutionnaires de demain.

2.2.2.5. Le programme communiste est le produit de la lutte menée par le prolétariat tout au long de son arc historique. Jusqu'à ce que le prolétariat apparaisse comme classe fondamentale de la

société, le communisme ne pouvait être que "mythe et poésie sociale", nostalgie de la communauté humaine perdue. Pourtant même comme cela, il hantait de puissants mouvements sociaux, comme la guerre des paysans allemands ou la première révolution anglaise, où la perte de la communauté humaine (Gemeinwesen) et le besoin qu'en ressent l'espèce, s'exprimaient souvent sous le couvert de la religion (cf. CouC N°16 pp.11-12).

2.2.2.6. Or pour que le communisme cesse d'être un rêve et devienne une réalité, il faut que se développe la base matérielle sur laquelle pourra s'édifier une société où l'exploitation de classe aura disparu. Ce n'est que le mode de production capitaliste qui produit enfin les conditions matérielles, réelles, du communisme. En même temps il produit la classe qui, par ses conditions de vie, par son éloignement total de la communauté, par sa place spécifique dans la société, est capable d'incarner ce communisme. Bien avant que le MPC se soit intégralement développé et ait poussé à leur terme les contradictions qui doivent le faire périr, le prolétariat et le capital entrent dans un antagonisme pratique brutal, qui ne peut se résoudre que par la lutte des classes. C'est par l'action matérielle que le prolétariat entre en rapports avec la société bourgeoise et c'est sur la base de cette action que naissent les tentatives de théoriser la doctrine révolutionnaire de la nouvelle classe. Déjà avec Baboeuf (cf. CouC N°16 pp.19-20) le prolétariat quitte le terrain des utopies religieuses et se place sur celui de la lutte politique contre la société bourgeoise qui s'établit à peine, et réussit à formuler de manière globale ses propres objectifs : la "communauté des biens", ainsi que les moyens d'y parvenir : prise du pouvoir et exercice de la dictature des classes travailleuses. C'est pourquoi il fut précisé que la conjuration des Egaux de Baboeuf (1795-6) avait constitué, dans le cours de la révolution bourgeoise, le "premier parti communiste agissant".

2.2.2.7. Une telle classe, nouveau sujet révolutionnaire dans l'histoire, classe aux dimensions de géant, qui allait se poser pour tâche la libération effective et définitive de l'humanité ne pouvait pas ne pas s'astreindre à réfléchir sur les conditions de cette libération, et à théoriser celles-ci. On rencontre un tel effort déjà chez Baboeuf, dans la foulée de la révolution bourgeoise. Mais la première tentative d'élaborer dans le détail un système communiste revient aux utopistes (cf. CouC N°16 pp.28-39). Si ceux-ci ne réussirent pas à élaborer une doctrine véritablement matérialiste du communisme, c'est parcequ'ils ne reliaient pas dialectiquement la critique de la société présente (dont ils dénonçaient pourtant les aspects néfastes) à la prévision de la société future, qui reste pour eux un pur jeu de l'esprit. En fait, les conditions historiques n'étaient pas assez mûres pour produire une autre théorie. Les utopistes furent capables "d'intuitions de génie" (Engels) mais celles-ci n'avaient pas de force matérielle. Théoriciens du communisme dans une période de contre-révolution et de renforcement à grande échelle du MPC, ils ne se posaient pas la question de l'action révolutionnaire.

2.2.2.8. En se développant, les contradictions inhérentes à la société capitaliste allaient nécessairement pousser à de nouveaux affrontements entre la bourgeoisie et le prolétariat, sur une échelle toujours plus vaste et d'une manière toujours plus nette. C'est dans la phase de préparation (1830-1847) à l'un de ces assauts (1848) que se fait jour pour le prolétariat la nécessité toujours plus vitale de forger un corps de doctrine qui unifie

tout en les dépassant toutes les expériences limitées du passé, (\*) et lui serve d'arme de combat pour encadrer les batailles futures.

A partir des années 1830 se développe une intense activité dans les cercles révolutionnaires du prolétariat international. En France on redécouvre Baboeuf et Buonarroti, dont l'expérience est revendiquée également par les chartistes anglais. De même, les allemands se lient au prolétariat parisien, puis anglais. Dans la décennie de 1840, les plus conscients parmi les ouvriers révolutionnaires de tous les pays cherchent à se lier à ceux des théoriciens socialistes qui expriment le plus nettement l'enjeu historique de la grande lutte en cours. Avec la Ligue des Communistes, le prolétariat se dote d'une organisation communiste, organe de lutte à la fois théorique et pratique.

2.2.2.9. A travers cet épisode, il y a fusion entre les deux mouvements : celui théorique et celui pratique. Les ouvriers des 3 pays cherchent à dépasser les limites de leurs expériences respectives et à profiter réciproquement des enseignements de leurs luttes; de même le mouvement de critique théorique doit partir de cette expérience pour fondre en un seul tout la critique de la philosophie allemande, du socialisme français et de l'économie politique anglaise. Tous les textes dits "de jeunesse" de Marx et d'Engels (Critique du droit Hegelien, Manuscrits de 1844, Critique de l'économie politique -Engels, 1843-, La situation des classes laborieuses en Angleterre, La Sainte-Famille, l'Idéologie Allemande etc..) témoignent de cette nécessité et de l'aspiration à forger une théorie révolutionnaire unitaire qui rende compte à la fois de l'expérience pratique du prolétariat et de la critique théorique, tant des expressions de la classe ennemie que de celles, mystifiées, qui avaient conduit la lutte du prolétariat jusqu'à présent.

2.2.2.10. Produit de la lutte des classes, le programme communiste est nécessairement le fruit de l'expérience théorique et pratique que rencontre la classe prolétarienne dans les trois pays où elle développait son activité jusqu'en 1848. C'est justement en étudiant le mouvement dans chacun de ces pays que l'on peut voir que la rupture du prolétariat avec la société bourgeoise ne se fait pas de manière abstraite, mais au contraire très concrètement, à partir des antagonismes pratiques que rencontre le prolétariat compte tenu du développement historique spécifique des pays où il se trouve plongé. Tout l'étude du mouvement ouvrier, du phénomène révolutionnaire dans les trois nations, dont nous pouvons livrer quelques conclusions au cours de ce travail, montre comment, à chaque fois, le prolétariat tend à affirmer son être contre une forme de domination bourgeoise qui est spécifique. Les points de départ sont différents, les trajectoires sont différentes, mais en définitive les résultats convergent vers une seule et même affirmation du communisme. Le programme communiste réalisera la synthèse des résultats auxquels sont parvenues ces luttes, chacune de leur côté, et de ces expériences révolutionnaires du prolétariat, qui ont déjà accompli pratiquement en partie, et aussi théoriquement, suivant leurs moyens, la démolition de la pensée bourgeoise, économique, politique et philosophique.

2.2.2.11. Le surgissement du programme communiste, en plein milieu

---

(\*) En même temps il effectue la critique de la science bourgeoise de la société (économie, philosophie, politique) qui a atteint son apogée dans les années 1830.

du XIX<sup>e</sup> siècle ne fait que témoigner du développement du communisme au sein même de la société bourgeoise. Toute théorie, toute doctrine est ainsi le produit de conditions matérielles déterminées.

"Que démontre l'histoire des idées, si ce n'est que la production intellectuelle se transforme avec la production matérielle ? Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante. On parle d'idées qui révolutionnent une société tout entière : c'est énoncer seulement le fait que, dans le sein de la vieille société, les éléments d'une société nouvelle se sont formés et que la disparition des vieilles idées marche de pair avec la dissolution des anciennes conditions d'existence."  
(Manifeste)

Seulement, pour mettre en forme ses "idées révolutionnaires", pour en faire une véritable théorie capable de soulever le monde en saisissant les masses, le prolétariat doit affronter les "anciennes idées", les idées bourgeoises, afin de rendre compte théoriquement de la manière dont, sur le terrain pratique de la lutte des classes il affronte les anciennes conditions de vie de la société bourgeoise. C'est pourquoi, dans chacun des trois pays-clés de la lutte des classes, le prolétariat se heurtera à une forme particulière de la domination idéologique de la bourgeoisie et devra combattre pour se dégager des préjugés qu'elle lui inspire.

"L'addition de l'aliénation est toujours conçue suivant la forme de l'aliénation qui est la puissance dominante : en Allemagne c'est la conscience de soi (parce que l'idéologie est la forme prédominante de l'aliénation), en France c'est l'égalité parce que la forme prédominante de l'aliénation est la politique; en Angleterre où prédomine la forme économique de l'aliénation, c'est le besoin réel, matériel pratique qui ne se mesure qu'à soi-même."  
(Manuscrits de 1844. éd. 10/18)

Tandis que l'affirmation positive de la bourgeoisie, en tant que nouvelle classe dominante s'inscrivait dans les limites de chaque nation conformément à l'être de la bourgeoisie, le prolétariat lui, rencontre immédiatement le cadre national comme une limite qu'il doit dépasser et dont il doit effectuer la critique pour arriver à l'affirmation adéquate de son être révolutionnaire.

2.2.2.12. L'Angleterre a été le premier pays capitaliste à se développer et à créer son marché national. Sa situation insulaire lui permettait de dominer le commerce maritime, en concurrence avec de plus anciennes nations capitalistes comme les Pays-Bas ou l'Espagne, qui périclitèrent. L'Angleterre fut la première à développer pleinement les mécanismes de la soumission réelle du travail au capital. La bourgeoisie anglaise développa, parmi d'autres sciences, l'économie politique qui, là plus qu'ailleurs, étudia dans le détail le fonctionnement du mode de production capitaliste. Mais en même temps, comme premier pays à connaître une révolution bourgeoise, l'Angleterre vit se dégager une frange plébéienne (paysans expropriés, soldats) qui, compte tenu du faible développement des forces productives, exprimait le besoin de la communauté humaine, mais surtout sous la forme primitive de la revendication du communisme agraire.

Par la suite, avec le développement inégalé du MPC dans cette aire, le prolétariat se trouve d'emblée confronté à la question sociale, et construit en premier lieu des organismes de résistance

aux empiètements du capital (syndicats). Par son mouvement même, il est amené ultérieurement à poser la question sous l'angle politique, celui du droit de vote dans les années 1840 (chartisme). Sur le plan social et économique (lutte pour la diminution de la journée de travail et mouvement coopératif), le prolétariat anglais démontrera la faillite de l'économie politique bourgeoise, la supériorité de l'association sur la propriété privée, l'inélucltabilité de l'avènement du communisme.

2.2.2.13. La France était un pays plus arriéré que l'Angleterre, faiblement développé, à prédominance paysanne et petite-bourgeoise, l'industrie y étant concentrée surtout dans les grandes villes et en premier lieu Paris, d'où son rôle dans toutes les explosions révolutionnaires qui secouèrent ce pays. Les luttes pour l'unification du territoire, les traditions centralisatrices depuis le XII<sup>e</sup> siècle, avaient amené ce pays à développer une riche tradition politique et une théorie de l'Etat. Cette question hanta les révolutionnaires de 1789, bourgeois comme prolétariens. La France connut une révolution bourgeoise plus tardive qu'en Angleterre, mais aussi plus radicale et, pour cette raison, il se manifesta, dans le sillage de cette révolution, un véritable courant prolétarien apte à poser de manière beaucoup plus claire que son ancêtre anglais la question de la forme sociale qui doit succéder au MPC : le communisme. Devant assurer la conduite de sa propre révolution ("La révolution est à refaire" Babeuf), le prolétariat français affronta directement des questions d'ordre politique : révolution politique, forme du pouvoir politique (dictature). Mais, ce faisant, à travers la forme politique de son action (forme héritée du contexte bourgeois) il fut amené à découvrir l'ampleur des bouleversements à effectuer; il ne s'agit pas seulement de reconquérir un être politique mais l'être social, l'être humain (Gemeinwesen). Le mouvement français portait donc en germe la critique de la sphère politique, des illusions institutionnelles de la bourgeoisie. Toutefois, c'est en allant jusqu'au bout de ses illusions qu'il pût les liquider. Voici comment se résume le mouvement en France :

"En France toute classe du peuple est idéaliste politique et elle a avant tout le sentiment d'être non pas une classe particulière, mais la représentante des besoins sociaux en général. Le rôle d'émancipateur passe donc tour à tour (ce sera exactement la situation en 1848 NDR) en un mouvement dramatique, aux différentes classes du peuple français, jusqu'à ce qu'il échoie à la classe qui ne réalise plus la liberté sociale en laissant subsister certaines conditions résidant à l'extérieur de l'homme et pourtant créées par la société humaine avec comme présupposition la liberté sociale."  
(Critique de la philosophie du droit de Hegel)

2.2.2.14. En Allemagne la production capitaliste était encore moins développée qu'en France (la coupure d'avec l'océan Atlantique, laors principale voie d'échange, et le handicap créé par les dévastations de la Guerre de Trente Ans pèsent sur le développement économique de l'Allemagne). La bourgeoisie y était complètement timorée et incapable de faire oeuvre révolutionnaire. Ne pouvant se consacrer, ni au développement économique qu'accomplissait la bourgeoisie anglaise, ni aux tâches politiques qui animaient la bourgeoisie française, les allemands s'occupèrent exclusivement de théorie et développèrent des systèmes philosophiques extrêmement élaborés. Leur place parmi les nations européennes

ne leur permettait de rien faire d'autre que de penser le développement d'autrui, et l'opposition que la bourgeoisie allemande rencontrait (jeunes hégéliens etc...) se faisait elle aussi sur le plan du raisonnement philosophique et théorique.

Or l'Allemagne a joué un rôle crucial dans le développement de la théorie du prolétariat révolutionnaire. Le prolétariat allemand se trouvait confronté à une double tâche : pallier aux carences de la bourgeoisie et accomplir sa propre révolution. Mais si la bourgeoisie qu'il avait en face de lui était tout ce qu'il y a de faible sur le plan pratique, sur le plan théorique elle avait développé à l'extrême la conscience du monde bourgeois tout entier.

(Il faut s'arrêter sur l'exemple de l'Allemagne, car les problèmes s'y posent d'une manière spécifique, du fait même de cette incapacité de la bourgeoisie à mener à bien sa mission. Voici comment Marx posait le problème en 1843-44 dans la préface à la critique de la philosophie du droit de Hegel).

2.2.2.15. Le mouvement de critique démarre par la lutte contre la religion, qui est la condition de toute critique. Mais cette religion n'est que le reflet du monde réel, et donc il faut mener la lutte contre les causes elles-mêmes de la misère, c'est-à-dire contre le monde réel lui-même.

"La critique du ciel se transforme ainsi en critique de la terre, la religion en critique du droit, la critique critique de la de la théologie en critique de la politique."  
(Oeuvres. Pléiade T.3 p.383)

Seulement l'Allemagne ne possède pas de théorie politique originale, elle n'en possède qu'une copie sous forme de la philosophie du droit; c'est donc la critique de la philosophie du droit qu'il faut mener à bien.

Marx souligne qu'on ne peut se contenter de critiquer la réalité allemande en tant que telle car cette réalité est tellement en retard que même sa négation est anachronique. Il faut replacer l'Allemagne dans le contexte européen; et l'on s'aperçoit alors que l'Allemagne pré-bourgeoise ne peut se contenter d'une simple critique bourgeoise alors que les autres pays voient déjà se manifester une critique anti-bourgeoise, révolutionnaire. On ne peut simplement manifester le point de vue de 1789 en 1843.

On ne peut pas critiquer la réalité allemande uniquement sur le plan théorique dans la mesure où les autres pays en sont déjà parvenus à la critique pratique. C'est pourquoi Marx dit que, bien que les "conditions sociales allemandes" soient un "objet du bourreau", elles sont au-dessous du niveau de l'histoire, au-dessous de toute critique (p.51). Elles n'ont pas à être réfutées (c'est déjà fait) par la théorie, mais anéanties par la pratique (leçon des révolutions anglaise et française).

"En soi et pour soi, ces conditions sociales ne sont pas des objets dignes d'attention, mais sont des existences méprisables autant que méprisées. La critique n'a pas besoin de s'expliquer à propos de cet objet, parcequ'elle est tout à fait claire à son sujet. Elle ne se présente plus en tant que but propre, mais seulement en tant que moyen. son pathos essentiel est l'indignation, la dénonciation est son travail essentiel." (p.52)

2.2.2.16. Non seulement l'Allemagne vit son développement en retard, mais encore elle le vit sur le mode de la pensée. L'Allemagne en est encore à se convaincre des bienfaits de l'économie bourgeoise alors que l'incapacité de celle-ci à diriger les forces productives apparaît déjà en Angleterre et en France.

Ce qui ne veut pas dire que l'Allemagne vit hors du monde, hors du développement contemporain, mais qu'elle vit ce développement sur le mode intellectuel, le mode de la pensée. ("Les Allemands ont pensé dans la politique ce que les autres peuples ont fait. L'Allemagne fut leur conscience théorique.")

"De même que les peuples anciens vécurent leur préhistoire dans l'imagination, dans la mythologie, nous autres allemands, nous avons vécu notre post-histoire dans la pensée, dans la philosophie. Nous sommes les contemporains philosophiques du temps présent sans en être les contemporains historiques. La philosophie allemande est le prolongement idéal de l'histoire allemande. Ainsi, lorsque, au lieu des oeuvres incomplètes de notre histoire réelle nous critiquons les oeuvres posthumes de notre histoire idéale : la philosophie, notre critique est au coeur des questions dont le présent dit : That is the question. Ce qui chez les peuples avancés constitue une distorsion pratique d'avec les conditions de l'Etat moderne, constitue en Allemagne, où cet ordre social n'existe même pas encore une distorsion critique avec le reflet philosophique de cet ordre social."

2.2.2.17. Par conséquent : sur le plan philosophique l'Allemagne est à jour. Elle a développé son cycle moderne dans la philosophie, et à travers la philosophie du droit, elle a rejoint le niveau des autres nations, c'est-à-dire un niveau déjà soumis à la critique du prolétariat, déjà dépassé historiquement.

C'est pourquoi Marx dit que l'avenir du peuple allemand ne peut se limiter ni à la négation immédiate de la situation réelle de son Etat et de son droit (c'est-à-dire la critique du retard subi par le développement allemand), ni à la réalisation immédiate de leur situation idéale (c'est-à-dire l'achèvement des rapports de production bourgeois, considérés comme un but en soi.

Autrement dit, il ne s'agit pas seulement de hausser l'Allemagne au niveau de l'Angleterre et de la France; en effet le peuple allemand "en contemplant les peuples voisins (...) a presque déjà survécu à la réalisation immédiate de sa situation idéale." (P.55)

2.2.2.18. L'Allemagne est le fantôme du monde réel. Or comment critique-t-on un fantôme ? En niant ses pré-supposés idéologiques, c'est-à-dire en niant la philosophie. Mais Marx reproche au "parti politique pratique" de ne faire cette négation qu'en se détournant purement et simplement de la philosophie. A ceux-là, il dit :

"Vous ne pourrez supprimer la philosophie qu'en la réalisant."

A l'inverse, le "parti politique théorique" a cru qu'il suffirait de mener une critique philosophique des insuffisances réelles de l'Allemagne ? Il a cru que le combat critique était le combat essentiel.

"Son défaut principal peut se résumer ainsi : il croyait pouvoir réaliser la philosophie sans la supprimer."

Autrement dit le problème est le suivant :

- d'un côté on ne peut rejeter les exigences idéales de l'Allemagne, sous prétexte que la réalité a démontré, ailleurs, leur faillite. On ne peut les nier sans les réaliser.

- d'un autre côté, il ne s'agit pas de poser comme objectif la pure et simple réalisation de ces exigences.

2.2.2.19. Toute la question qui est soulevée ici quoique sous une forme encore largement tributaire du langage philosophique) c'est celle de la révolution double en Allemagne. L'état actuel de l'Allemagne est encore marqué par le féodalisme; son état idéal celui qu'elle vit dans la philosophie, c'est la société bourgeoise. Pour le prolétariat, les 2 états sont dignes de critique, théorique et pratique. De quelle révolution a besoin l'Allemagne ?

"Il s'agit de savoir : l'Allemagne parviendra-t-elle à une pratique à la hauteur de ses principes, c'est-à-dire à une révolution qui ne s'élève pas seulement au niveau officiel des peuples modernes, mais à la hauteur humaine qui sera le proche avenir de ces peuples."

"Ce n'est pas la révolution radicale, l'émancipation universellement humaine, qui est, pour l'Allemagne, un rêve utopique; c'est bien plutôt la révolution partielle, la révolution purement politique, la révolution qui laisse subsister les pilliers de la maison."  
(Oeuvres. Pléiade T.3 p.393)

2.2.2.20. La question qui se pose pour l'Allemagne (et donc pour le prolétariat allemand) est la même qui se posera à la Russie, celle du saut dans le temps, à travers les étapes historiques, que Marx qualifie de "salto mortale", saut périlleux.

Le problème est donc celui d'une révolution double (bourgeoise et prolétarienne), mais comment en Allemagne peut-on atteindre le deuxième moment de cette perspective historique (c'est-à-dire la révolution prolétarienne) alors que le premier moment, (c'est-à-dire la révolution bourgeoise) n'a jamais été accompli autrement qu'en pensée par la bourgeoisie allemande. Quelle peut alors être la force matérielle qui permettra de renverser à la fois les barrières actuelles (féodales) de l'Allemagne et également les entraves que pose déjà le développement capitaliste ? En d'autres termes, quel peut être le sujet d'une révolution radicale ?

2.2.2.21. C'est ici qu'intervient un protagoniste qui apparaît dans l'histoire comme élément néгатif, et donc moteur des bouleversements à venir : le prolétariat.

"Mais si l'Allemagne n'a accompagné le développement des peuples modernes qu'avec l'activité abstraite de la pensée, sans prendre une part active aux combats réels de ce développement, elle a d'autre part partagé les souffrances de ce développement sans partager leurs jouissances ni leur satisfaction partielle."

Cela signifie que le développement capitaliste est déjà à l'oeuvre en Allemagne, avec le cortège d'infamies et de souffrances qu'il engendre, sans pour autant avoir encore provoqué la mise en place d'un pouvoir politique adéquat à ce développement. Le prolétariat n'étant pas indifférent au fait que le MPC l'emporte définitivement sur le féodalisme -et ce même en l'absence de perspectives communistes -. (1)

(1) voir note en fin de numéro.

Or ces souffrances, que l'on retrouve à tous les niveaux de la société allemande, se concentrent plus particulièrement dans la couche la plus basse de cette société.

"Pour que la révolution d'un peuple et l'émancipation d'une classe particulière coïncident; pour qu'un ordre puisse passer pour l'ordre de la société entière, il faut (...) que tous les défauts de la société se concentrent dans une autre classe, qu'un ordre déterminé soit l'ordre du scandale, la personnification de la limite générale, qu'une sphère sociale particulière passe pour le crime notoire de toute la société, de telle sorte que le fait de se libérer de cette sphère apparaisse comme l'autolibération générale."

Une telle classe, en Allemagne, ne peut déjà plus être la bourgeoisie, ce ne peut pas être encore -en 1843- le prolétariat. C'est pourquoi Marx dit, dans le passage que nous avons si souvent cité, que la possibilité de l'émancipation allemande réside dans la FORMATION "d'une classe qui soit la perte totale de l'homme et ne puisse se reconquérir qu'à travers la réacquisition complète de l'homme. La dissolution de la société en tant qu'état particulier, c'est le prolétariat."

Le rôle du prolétariat allemand est donc clairement tracé: agir dans le mouvement historique moderne de façon à amener celui-ci, de son point de départ le plus bas vers le point d'arrivée immédiat des sociétés capitalistes les plus développées: la révolution prolétarienne. Le prolétariat doit accomplir des tâches qui ne sont pas les siennes pour pouvoir mettre à l'ordre du jour ses propres tâches historiques.

"De même que la philosophie trouve dans le prolétariat ses armes matérielles, le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes spirituelles et dès que l'éclair de la pensée aura pénétré profondément ce naïf terrain populaire, la transformation émancipatrice de l'Allemand en homme sera accomplie.

L'Allemagne qui va au fond des choses ne peut faire la révolution sans révolutionner tout de fond en comble. L'émancipation de l'Allemand est l'émancipation de l'homme. La tête de cette émancipation est la philosophie, son coeur le prolétariat. La philosophie ne peut pas se réaliser sans supprimer le prolétariat, le prolétariat ne peut se supprimer sans réaliser la philosophie."

2.2.2.22. Ainsi le prolétariat de chacune des trois grandes nations européennes (cf. Thèse 2.2.2.11) rencontre face à lui une forme de la société bourgeoise dont il lui faut faire la critique. Chacun a une manière particulière d'engager la rupture avec la société bourgeoise existante. L'exemple allemand montre, que contrairement aux idées mécanistes et matérialistes vulgaires, ce n'est pas forcément le prolétariat du pays le plus développé qui a mené à bien la critique. Sortant de l'aliénation suivant la forme dominante de l'aliénation, chaque fraction de la classe ouvrière européenne ne peut aboutir qu'à une critique partielle.

En insistant sur la dialectique aliénation/sortie de l'aliénation, Marx montre les limites de chacune des formes de lutte, y compris l'anglaise. Ce "besoin matériel, pratique, qui ne se mesure qu'à soi-même", c'est le besoin limité, qui n'a pas pris conscience de l'ampleur de sa manifestation humaine. D'où le fait que ce ne soit pas forcément le prolétariat du pays le plus développé qui arrive par lui-même d'emblée à la synthèse. En même temps nous avons vu

avec l'Allemagne, que le prolétariat du pays le moins développé peut court-circuiter les étapes et arriver à manifester sa revendication de l'être humain au niveau le plus haut atteint par le mouvement international. ("Le soulèvement silésien commence précisément, par là où finissent les insurrections ouvrières anglaises et françaises, avec la conscience de ce qu'est l'essence du prolétariat. L'action même a ce caractère de supériorité. On ne détruisit pas seulement les machines, ces rivales de l'ouvrier, mais encore les livres de commerce, les titres de propriété; et tandis que tous les autres mouvements ne sont d'abord dirigés que contre le patron industriel, l'ennemi visible, ce mouvement se tourne également contre le banquier, l'ennemi caché. Enfin, pas un soulèvement ouvrier anglais n'a été conduit avec autant de vaillance, de supériorité et d'endurance." (Roi de Prusse et réforme sociale.))

2.2.2.23. Chaque fraction nationale du prolétariat est donc amené à se heurter aux limites de sa propre action. D'où, pour le communisme théorique qui est "le résumé théorique des conditions de la libération du prolétariat" (Engels), la nécessité d'effectuer une sommation, une synthèse. Tel est le sens de la thèse d'Invariance N°6, dont nous sommes partis pour ce travail.

"Ainsi le prolétariat, au cours de sa lutte engendre son programme. L'action précède la conscience. Dans les trois pays les plus développés de l'époque : Angleterre, France, Allemagne, le prolétariat au travers de l'affrontement sur un des trois plans : économique, politique, philosophique, était arrivé à l'affirmation du communisme. L'oeuvre de Marx et Engels est unificatrice. Ils ont lié entre eux les divers aspects du communisme (Marx et Engels parlent du parti communiste dès 1843) et lui ont donné une assise théorique profonde : le matérialisme historique. Ceci est effectué en Allemagne du fait même de la double révolution qui imposait d'utiliser tout l'acquis des dernières révolutions et des leçons de la contre-révolution." (Invariance N°6. Ancienne série. 1969. Thèse 1.1.7)

En ce qui concerne la manière dont s'est effectuée cette synthèse, il faut relier la thèse précédente à ce passage d'Invariance N°1 (1968) :

"C'est de l'observation de la lutte du prolétariat que naît chez Marx et Engels l'idée que la solution illuministe n'est pas la vraie, la réelle, en même temps qu'ils voient où celle-ci se trouve : dans la lutte du prolétariat. Ils se rendent compte qu'on ne peut résoudre théoriquement la question de l'émancipation de l'humanité parcequ'on n'a pas pratiquement posé le problème; parce que les bourgeois raisonnent au nom d'un homme abstrait dans la catégorie duquel n'entre pas le prolétaire. La libération de l'homme doit être envisagée dans le domaine pratique et l'on doit considérer l'homme réel c'est-à-dire l'espèce humaine. Armé de cette intuition géniale, Marx va faire la critique du système hégélien. Il avait trouvé pourquoi la dialectique marche sur la tête. C'est avec un enthousiasme délirant qu'il s'attaque au monstre (Marx est le nouvel Oedipe qui résout les énigmes). Lorsque les difficultés sont trop grandes, il retourne sur le terrain pratique et jette à la face du vieil Hegel ce qu'est la réalité : l'existence du prolétariat. Antée moderne, Marx vient toujours pour soutenir le combat

prendre de nouvelles forces au milieu du prolétariat dont il explique la lutte. Marx était sensible à toutes les luttes pratiques et théoriques, aussi était-il au courant des travaux des autres combattants tels que : Engels, Moses Hess, les socialistes français etc... C'est ainsi que finalement se fera cette sommation (1), cette intégration historique le marxisme, théorie du prolétariat, théorie de l'espèce humaine qui apparaîtra dans toute sa force en pleine phase éruptive du développement de la société humaine : la révolution de 1848, avec le Manifeste du Parti Communiste." (Origine et Fonction de la forme parti 1961)

2.2.2.24. Au cours de son mouvement d'émancipation, le prolétariat ne peut pas s'arrêter à une simple critique des conséquences de l'aliénation. Il ne peut pas s'arrêter en chemin, par exemple en envisageant seulement les formes religieuses ou philosophiques ou politiques de l'aliénation.

Or, c'est pourtant de là que démarre son mouvement. De l'immédiat. Mais il dépasse à chaque fois cet immédiat, pour remonter vers une forme plus essentielle de l'aliénation. Ce passage est historiquement nécessaire puisqu'il faut épuiser les fausses solutions, les demi-réponses à la question essentielle : celle de l'aliénation de l'être humain. Ici on éprouve la situation du prolétariat dans l'histoire par rapport à la bourgeoisie, puisque ces demi-réponses et ces solutions temporaires sont les vérités définitives et les solutions finales de la bourgeoisie.

2.2.2.25. Le mouvement d'émancipation révolutionnaire du prolétariat n'est pas linéaire (d'abord lutte contre la religion, puis contre la philosophie, puis contre la politique, puis contre l'économie politique). En fait le problème est, pour le prolétariat, de manifester son être. C'est l'être révolutionnaire du prolétariat qui pousse, et qui cherche à se manifester contradictoirement au sein de la réalité capitaliste. Tout dépend alors de la base de départ de cette manifestation, c'est-à-dire de l'état du développement capitaliste. D'où la thèse sur les trois stades de l'aliénation, lesquels correspondent à de smoments plus ou moins avancés de l'affrontement entre capital et prolétariat, moments eux-mêmes dépendants du développement du MPC.

2.2.2.26. Or c'est en étudiant ce mouvement que les théoriciens du prolétariat se rendent compte du cheminement opéré par ce dernier. On a tous les écrits des années 1842-44 où Marx et Engels montrent comment la Communauté humaine (Gemeinwesen) dont il est question n'est pas politique etc...

D'où également l'itinéraire de ces théoriciens qui accomplissent scientifiquement le même trajet. De la philosophie -Allemagne- à la politique - France- jusqu'à l'économie politique -Angleterre-. Trajet correspondant à un aller vers les conditions les plus mûres de la production capitaliste et en même temps une saisie des fondements de celle-ci, à partir de laquelle seulement un retour vers une compréhension adéquate des formes politiques et idéologiques sera possible. La critique sera alors achevée dans ses fondements et embrassera toutes les manifestations immédiates. Voilà pourquoi

---

(1) Le terme "sommation" ne rend d'ailleurs pas toute la dialectique de ce processus, ne serait-ce que parceque le tout est supérieur à la somme des parties. (NDR)

pourquoi la théorie est universelle.

Il y a aussi à chaque étape de cet itinéraire, rencontre avec des théories et des penseurs qui les expriment : Hegel, les théoriciens français puis Ricardo. Mais à chaque fois, tout en cherchant à comprendre ces thèses, qui sont les plus hautes que puisse fournir le MPC, dans chaque domaine il y a critique. Le prolétariat doit se coller avec ces géants et les terrasser pour établir son propre programme. Il peut le faire parcequ'il est lui-même un géant, une classe dont les événements de 1848 ont prouvé la carrure athlétique.

Voilà comment Marx a décrit ce procès théorique :

"Le premier travail que j'entrepris pour résoudre les doutes qui m'assaillaient fut une révision critique de la philosophie du droit de Hegel, travail dont l'introduction parut dans les Deutsch Französische Jahrbücher, publiés à Paris en 1844. Mes recherches aboutirent à ce résultat que les rapports juridiques -ainsi que les formes de l'Etat- ne peuvent être compris ni par eux-mêmes, ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain, mais qu'ils prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielles dont Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du XVIII<sup>e</sup> siècle, comprend l'ensemble sous le nom de "société civile", et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans l'économie politique. J'avais commencé l'étude de celle-ci à Paris et je la continuai à Bruxelles où j'avais émigré à la suite d'un arrêté d'expulsion de M. Guizot."  
(Préface à l'Introduction à la Critique de l'Economie politique. 1859)

2.2.2.27. Tout ceci montre la dynamique d'un procès qui est une seule et même chose : émergence de l'être révolutionnaire du prolétariat à partir d'une critique successive des formes de l'aliénation. D'où le fait que la théorie soit fusion, unification de tous les éléments apportés par le prolétariat. C'est le prolétariat lui-même qui produit son propre programme, qui résume les conditions de sa libération. Sinon, comment une classe pourrait-elle être révolutionnaire si elle n'était pas porteuse des solutions, théoriques et pratiques dont a besoin l'humanité pour se sortir de l'impasse où elle s'est fourvoyée ?

2.2.2.28. Le mouvement communiste n'a pas toujours su garder une compréhension dialectique de ses propres origines, ni du surgissement du programme communiste.

Dans la mesure où, à l'époque dite du "développement pacifique" du capitalisme (1872-1914), le mouvement ouvrier perdait une partie de sa combativité révolutionnaire, il se fit jour en son sein des théories d'accommodement à la société bourgeoise, dont la plus achevée a été la théorie révisionniste (Bernstein). Mais même les secteurs "orthodoxes", qui répondaient à cette offensive sur la base de la fidélité au programme communiste ne furent pas exempts de cette perte d'esprit révolutionnaire, ce qui les conduisit à théoriser le programme communiste comme une continuité des sciences bourgeoises, et non un instrument révolutionnaire pour lutter contre celles-ci. C'est notamment le cas de Kautsky qui définit ainsi l'activité de Marx et Engels et la création du programme communiste :

"C'est ainsi qu'ils créèrent le socialisme scientifique moderne, par la fusion de tout ce que la pensée anglaise, la pensée française et la pensée allemande avaient de grand et de fertile." (Les trois sources du marxisme, P.21)

Autrement dit, au lieu d'être le produit de la critique des trois grandes expressions de la pensée bourgeoise, le programme communiste n'en serait que la sélection des meilleures parties, fusionnées entre elles.

2.2.2.29. Ici Kautsky confond la forme et le contenu. Nulle activité humaine ne démarre ex nihilo, et toute pensée se rattache à un fonds d'idée préexistant. La doctrine communiste ne pouvait pas ne pas emprunter à la pensée bourgeoise qui la précède des éléments des concepts, des formes. Marx souligne (cf. Lettre à Weydemeyer) qu'il n'a "inventé" ni les classes, ni la lutte des classes (ni d'ailleurs la dialectique), mais entre le programme communiste et les sciences bourgeoises, il n'y a pas de continuité de contenu. Le premier rompt avec tout ce qui présuppose les secondes.

"Par son contenu, le socialisme moderne est, avant tout, le produit de la prise de conscience, d'une part, des oppositions de classes qui règnent dans la société moderne entre possédants et non-possédants, salariés et bourgeois, d'autre part de l'anarchie qui règne dans la production.

Mais, par sa forme théorique, il apparaît au début comme une continuation plus développée et qui se veut plus conséquente, des principes établis par les grands philosophes des lumières dans la France du XVIII<sup>e</sup> siècle. Comme toute théorie nouvelle, il a du d'abord se rattacher au fonds d'idées préexistant, si profondément que ses racines plongent dans les faits économiques."  
(Engels. Anti-Duhring, p.47)

2.2.2.30. En figeant les continuités formelles qui existent entre le programme communiste et les théories bourgeoises qui l'ont précédé, Kautsky émet une conception du programme communiste qui en fait une pure et simple théorie de la connaissance et non l'instrument du bouleversement révolutionnaire de la société. Selon Kautsky, le marxisme (le programme communiste), en tant que science vient combler un vide qui existe jusque-là dans la connaissance scientifique. Si les sciences naturelles, même bourgeoises, connaissent déjà le déterminisme, il n'en allait pas de même pour les sciences sociales jusqu'à l'arrivée de Marx.

Kautsky voit le programme communiste comme ayant fourni un maillon complémentaire à la chaîne des sciences, reliant deux domaines jusqu'alors inaccessibles l'un à l'autre et qui ne se comprenaient pas entre eux. Marx aurait fait, au fond, pour ce qui concerne les sciences, une oeuvre semblable à celle de Darwin découvrant et unissant entre eux les maillons intermédiaires qui unissent la longue chaîne de l'évolution des êtres vivants, de la cellule à l'homme.

"De cette manière, Marx n'a pas seulement transformé complètement la science historique, mais il a aussi comblé l'abîme entre les sciences naturelles et les sciences psychologiques." (p.9)

2.2.2.31. Ce faisant Kautsky a raison de souligner que l'apparition du "marxisme" signifie la mort de la philosophie.

"En même temps, il (Marx NDR) fondait l'unité du savoir humain et par là même rendait la philosophie superflue dans la mesure où elle cherchait à remplacer précisément cette unité. La philosophie, en effet, n'était qu'une sagesse située au-dessus des sciences et qui n'en était pas déduite; elle constituait une certaine unité de pensée sur l'évolution du monde." (p.9)

Dans la mesure où la philosophie opérait la jonction, le pont entre les deux types de connaissance des choses de la nature, qui est activité scientifique, concrète, et connaissance des choses de l'esprit, morale etc... elle n'a plus lieu d'être dès lors que cette jonction vient à être fondée scientifiquement sur une base nouvelle.

Mais, ce faisant, le "la philosophie est morte" de Kautsky ne peut que faire place à cet autre cri : "Vive la science!" car c'est en effet en tant que science que, selon lui, le marxisme parvient à opérer la jonction et se révèle supérieur à la philosophie. Or, s'il est vrai que la théorie communiste n'est pas une philosophie parmi d'autres, ni même la dernière des philosophies, elle n'en est pas pour autant une nouvelle science qui viendrait combler un vide dans le développement des connaissances humaines.

2.2.2.32. Marx et Engels n'utilisent les termes "science" et "scientifique" qu'en opposition à l'utopisme, pour montrer que la théorie prolétarienne est apte à saisir la réalité dans sa vérité. Mais la science à proprement parler est la forme que prend le travail général (travail universel) de l'humanité (c'est-à-dire toutes les inventions, connaissances, théories etc...accumulées au long des générations) dans le mode de production capitaliste. La science est produite par le capital et se retourne contre le prolétaire pour l'exploiter (cf. CouC N°7 pp. 28-38). Le programme communiste n'est pas une science mais la théorie révolutionnaire du prolétariat.

2.2.2.33. En fait, dans la théorie de Kautsky (qui correspond tout à fait à l'être de la Seconde Internationale, même orthodoxe), on a sous-estimation complète de la rupture révolutionnaire effectuée par le prolétariat. La révolution communiste sera le plus grand bouleversement de toute l'histoire de l'humanité. La classe qui porte en elle ce projet doit donc produire un programme révolutionnaire. Or Kautsky, partout, insiste sur la continuité plutôt que sur la rupture.

- D'abord en définissant le marxisme comme couronnement de la pensée scientifique bourgeoise.
- Ensuite en définissant le programme communiste comme une "science prolétarienne".
- Enfin, ce qui est la conséquence logique de toutes ces thèses, en faisant du prolétariat un objet privé de conscience, privé de savoir, qui ne peut disposer d'une théorie (science) autonome, que par la médiation des intellectuels bourgeois.

"La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne et malgré tout son désir le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre; toutes deux surgissent du développement social contemporain.

Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois; c'est en effet dans le

cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classes du prolétariat là où les conditions le permettent."

Une telle conception passe complètement à coté du problème, car l'émancipation révolutionnaire du prolétariat n'est pas une question de savoir mais une question d'être. Si certains intellectuels bourgeois peuvent avoir un rôle c'est celui de se rallier à l'être révolutionnaire du prolétariat, et s'ils peuvent apporter leurs qualités pour aider à formuler le programme, ce n'est pas tant grâce à leurs connaissances héritées de leur passé bourgeois que contre elles (1).

D'autre part si le prolétariat, placé matériellement dans des conditions historiques révolutionnaires n'est pas capable par lui-même, de forger une théorie révolutionnaire et que celle-ci émane de gens qui sont placés dans de tout autres conditions sociales(2) alors, de toute la dialectique matérialiste, il ne reste plus que cendres.

2.2.2.34. Une telle conception sera reprise et même accentuée par Lénine dans "Que Faire?", dans la mesure où il fallait battre théoriquement les courants spontanéistes en Russie. Mais ce faisant on aboutit à faire du prolétariat un simple objet qui jamais ne devient révolutionnaire, sauf par l'intervention du parti, qui fait donc ici figure de deus ex machina. Or le parti est l'organe dirigeant du prolétariat; tout comme le cerveau dirige le corps. Sans cerveau, le corps ne peut effectuer aucune action, mais ce n'est pas le cerveau qui permet en soi au corps d'exister, et sans corps le cerveau est inutile et mort. Sinon ce sont toutes les règles de la dialectique qui sont fausses.

2.2.2.35. La restauration intégrale du programme communiste ne pourra pas se passer d'une critique exhaustive du scientisme. Tout comme le réformisme et le révisionnisme, les déviations scientistes naissent à une époque de stabilisation des rapports sociaux capitalistes où les contradictions révolutionnaires semblent s'être aplanies. Ce sont autant d'expressions théoriques qui sous-estiment la rupture révolutionnaire par laquelle le prolétariat se dégage de l'emprise de la société bourgeoise. Restaurer le programme communiste dans son intégralité, et donc faire une critique de ses interprétations scientistes, c'est restaurer la conception du prolétariat comme sujet révolutionnaire, qui est à l'oeuvre dans l'histoire lorsqu'il s'est constitué en parti.

(1) Le vieil Engels, qui surveillait de près le jeune Kaustky, dans les années 1890, disait de lui qu'il pouvait devenir un bon théoricien communiste, à condition qu'il débarrasse sa cervelle de tout le fatras qu'il avait appris à l'Université !

(2) C'est là où la thèse du "point de vue" sert Kautsky. Si les intellectuels peuvent élaborer la théorie socialiste, c'est qu'ils se placent du "point de vue révolutionnaire du prolétariat". Or on voit mal comment Marx (ou n'importe quel intellectuel bourgeois) peut adopter un "point de vue révolutionnaire prolétarien" si le prolétariat n'est révolutionnaire que par la grace...des intellectuels bourgeois. Comment est-ce possible si le prolétariat n'a pas de son coté produit (parceque dialectiquement il doit les produire) les éléments d'une doctrine révolutionnaire, et donc dépassé la pure et simple conscience trade-unioniste que Kautsky lui prête ?

## 2.2.3. LA REVOLUTION DE 1848 EN FRANCE

"La France est le pays où les luttes de classes ont été menées chaque fois, plus que partout ailleurs, jusqu'à la décision complète et où, par conséquent les formes politiques changeantes à l'intérieur desquelles se résument leurs résultats, prennent les contours les plus nets. Centre du féodalisme au Moyen-Age, pays classique depuis la Renaissance, de la monarchie héréditaire, la France a, dans sa grande Révolution, détruit le féodalisme et donné à la domination de la bourgeoisie un caractère de pureté classique qu'aucun autre pays n'a atteint en Europe." (Marx. Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte.)

### Introduction.

Sous Louis-Philippe, installé au pouvoir à la suite des journées de 1830 (Monarchie de Juillet) nous n'avons pas de domination de l'ensemble de la classe bourgeoise. C' est seulement une fraction de celle-ci qui est au pouvoir et qui joue un rôle dirigeant.

"Ce n'est pas la bourgeoisie française qui régnait sous Louis-Philippe, mais une fraction de celle-ci : banquiers, rois de la Bourse, rois des chemins de fer, propriétaires des mines de charbon et de fer, propriétaires de forêts et la partie de la propriété foncière ralliée à eux, ce que l'on appelle l'aristocratie financière. Installée sur le trône, elle dictait les lois aux Chambres, distribuait les charges publiques, depuis les ministères jusqu' aux bureaux de tabac."

(Les luttes de classe en France. p.38 éd. sociales)

Or, comme nous le verrons plus loin, l'aristocratie financière n'est pas la fraction de la bourgeoisie la plus apte à incarner les intérêts modernes du capital, ni à se consacrer au développement des forces productives dans le sens voulu par le capital : accroissement de la production de plus-value, production pour la production.

L'influence qu'exercent les différentes fractions de la bourgeoisie varie avec le passage de la phase de soumission formelle à celle réelle du travail au capital. Dans la phase de soumission formelle, c'est le capital commercial qui prédomine. C'est donc la fraction détentrice du capital bancaire et commercial qui influence le plus l'appareil d'Etat et l'évolution politique de la société. En outre dans cette phase le poids d'anciennes classes comme les propriétaires fonciers (qui n'ont pas encore tout à fait acquis leur physionomie capitaliste moderne) continue à se faire sentir. Par contre dans la phase de soumission réelle du travail au capital, le capital industriel domine, et exige les bouleversements sociaux et politiques nécessaires à la libre réalisation de la loi de la

valeur. D'où, de la part de la fraction industrielle de la bourgeoisie, l'exigence de participer à la direction de l'Etat pour pouvoir défendre politiquement ses propres intérêts.

Le prolétariat se trouve entraîné (et même projeté à l'avant-scène) du mouvement républicain, mais à l'intérieur du tumulte qui se crée en France dans les années 1848-1850, il suit sa trajectoire historique propre. Ayant appris à la dure école de la lutte, il finit par se poser en parti révolutionnaire, capable de diriger la lutte des classes. Mais l'occasion tant attendue pour rééditer avec succès la tentative d'insurrection de Juin 1848 ne vint pas. A la place on eut la prospérité commerciale et industrielle, qui mieux que toute cannonade est capable d'enterrer pour des années la lutte des classes.

Au cours des années 1848-51, celle-ci connaît les grandes phases suivantes :

- Jusqu'en Février 1848 : lutte des toutes les classes de la société bourgeoise pour l'obtention de la République, contre le despotisme de l'aristocratie financière. Il s'agit d'une république abstraite, que chaque camp investit de ses propres intérêts et de ses propres illusions . Le prolétariat revendique la république sociale.

- De Février à Juin 1848 : toutes les autres classes de la société se regroupent contre leur ennemi commun : le prolétariat. Ce dernier répond par l'insurrection et est écrasé, par les partisans du suffrage universel, par les défenseurs de la république démocratique. Sur le plan militaire, la contre-révolution contre le prolétariat est effectuée.

- De Juin 1848 à mai 1849. Achèvement de la contre-révolution contre le prolétariat sur le plan politique. Regroupement de toutes les fractions révolutionnaires de la société (petite-bourgeoisie, paysans, une partie de l'armée) autour du prolétariat, mais sous la direction politique de la petite-bourgeoisie. Organisation de la bourgeoisie en un parti de l'ordre contre toute velléité révolutionnaire quelle qu'elle soit, ou même de réforme.

- De Mai 1849 au 2 Déc 1851. Contre-révolution contre la bourgeoisie républicaine. Fin de l'intermède républicain. Refus de la part du prolétariat de se mobiliser pour la défense de la république bourgeoise.

### 2.2.3.1. LE COURS BOURGEOIS DE LA REVOLUTION.

2.2.3.1.1. Du point de vue du règne de la bourgeoisie, 1848 représentait une nécessité : celle de l'exercice du pouvoir par une classe bourgeoise unie, apte à gérer les affaires du capital dans le sens le plus favorable à ce dernier, c'est-à-dire en favorisant au maximum l'extraction de la plus-value. A cette nécessité matérielle en correspondait une autre : modifier la forme de l'Etat de façon à faire de celui-ci un véritable organe au service du capital et non l'instrument privilégié des intérêts d'une fraction de la bourgeoisie. La monarchie constitutionnelle (régime instauré en France depuis la révolution de 1830), consacrait en effet la domination non pas de la bourgeoisie tout entière, mais une de ses fractions, l'aristocratie financière, dont l'intérêt, non seulement ne coïncidait pas avec celui de la totalité, mais pouvait même le contredire. ("Barons de la finance, grands créanciers de l'Etat, banquiers , rentiers(...) professeurs ambitieux, avocats (...) fabricants isolés qui font de bonnes affaires avec le gouvernement

(...) fournisseurs qui tirent d'importants bénéfices de l'exploitation générale du peuple." (Marx)

La puissance de l'aristocratie financière repose sur la dette publique, grâce à laquelle les détenteurs du capital commercial et financier peuvent s'assurer le contrôle de l'Etat.

"L'endettement de l'Etat était, bien au contraire, d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait au moyen des Chambres. C'était précisément le déficit de l'Etat, qui était l'objet même de ses spéculations et le poste principal de son enrichissement. A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'Etat, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables." (Luttes de classes en France p.40)

La domination exclusive de cette fraction de la bourgeoisie contredit les intérêts généraux de cette classe et surtout de sa fraction la plus apte à incarner les intérêts du capital : la bourgeoisie industrielle. Tandis que cette dernière cherche à se faire représenter au sein de l'Etat pour faire de celui-ci un instrument du développement des forces productives dans le sens exigé par le capital : recherche d'un maximum de plus-value, production pour la production, l'aristocratie financière ne vit au contraire que du pillage des richesses déjà existantes par tous les moyens (vol, corruption, spéculation), comportement que Marx stigmatise ainsi :

"L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances n'est pas autre chose que la résurrection du lumpen prolétariat dans les sommets de la société bourgeoise." (Luttes de classes en France p.42)

2.2.3.1.2. La classe dominante française était donc divisée en fractions aux intérêts opposés, et chacune d'entre elles possédait une expression politique propre. Après la chute de Napoléon Ier (1815) eut lieu une restauration qui remit sur le trône la branche royale des Bourbons, éliminée par la Révolution Française. Opposée, à l'absolutisme, l'autre branche royaliste française, liée à la famille d'Orléans régnait depuis 1830. En fait l'antagonisme entre ces deux branches rivales de la royauté reflétait des intérêts de classe distincts, les orléanistes représentant l'aristocratie financière, la haute banque etc... et les Bourbons les propriétaires fonciers (1).

La bourgeoisie industrielle était encore trop faible pour jouer un rôle prépondérant dans l'opposition. Elle ne formait pas un parti et ne possédait pas d'organe de presse propre. Cette couche capitaliste jouait un rôle plutôt diffus, défendant par exemple l'industrie contre la spéculation, mais ne se privait à aucun moment d'exprimer son aversion pour la classe ouvrière.

"La bourgeoisie industrielle proprement dite formait une partie de l'opposition officielle, c'est-à-dire qu'elle n'était représentée que comme minorité dans les Chambres."

---

(1) Voir note en fin de numéro.

Son opposition se fit de plus en plus résolue au fur et à mesure que le développement de l'hégémonie de l'aristocratie financière devenait plus net et qu'après les émeutes de 1832, 1834, et 1839 noyées dans le sang, elle crut elle-même sa domination plus assurée sur la classe ouvrière."

Cette position spécifique de la bourgeoisie industrielle en France, exprime le relatif retard du développement des forces productives de ce pays par rapport à l'aire anglaise (1). Il n'y a pas eu encore dégagement d'une forte couche de capitalistes industriels qui puisse imposer la défense de ses intérêts et de ceux du capital. Il n'y a pas eu de grande lutte ouverte de la bourgeoisie industrielle contre la propriété foncière, comme en Angleterre par exemple où, avec le chartisme, le prolétariat put jouer de l'antagonisme entre fractions de la classe dominante. Au lieu d'apparaître comme les représentants les plus avancés des intérêts du capital dans son ensemble, ils forment une catégorie particulière, plutôt plus faible que celle des détenteurs de capital financier. La conséquence immédiate en est que, excepté à Paris, le prolétariat industriel ne trouve pas de terrain sur lequel se développer. Le déroulement de la lutte des classes est donc caractérisé par cette physionomie spécifique de la nation française. Ce sera précisément l'un des résultats de la révolution de 1848, à travers toutes les péripéties que l'on va examiner, de balayer les ultimes obstacles à la généralisation du MPC, ainsi qu'au développement d'une classe capitaliste et d'un prolétariat industriel caractéristiques de la phase de soumission réelle du travail au capital.

"Le développement du prolétariat industriel a pour condition générale le développement de la bourgeoisie industrielle. C'est seulement sous la domination de cette dernière que son existence prend une ampleur nationale lui permettant d'élever sa révolution au rang d'une révolution nationale; c'est seulement alors qu'il crée lui-même les moyens de son affranchissement révolutionnaire. Seule, la domination de la bourgeoisie industrielle extirpe les racines matérielles de la société féodale et aplanit le seul terrain sur lequel une révolution prolétarienne est possible. L'industrie française est plus évoluée et la bourgeoisie française est plus développée au point de vue révolutionnaire que celle du reste du continent. Mais la révolution de Février n'était-elle pas directement dirigée contre l'aristocratie financière ? Le fait a prouvé que ce n'était pas la bourgeoisie industrielle qui régnait sur la France. La bourgeoisie industrielle ne peut régner que là où l'industrie moderne a modelé à sa manière tous les rapports de propriété, et l'industrie ne peut acquérir ce pouvoir que là où elle a conquis le marché mondial, car les frontières nationales ne suffisent pas à son développement. Or, l'industrie française ne reste en grande partie maîtresse du marché national que grâce à un système prohibitif soumis à des modifications plus ou

(1) Il est à noter que sur le reste du continent, le phénomène d'appropriation de l'Etat par l'aristocratie financière est encore plus net (Prusse, Autriche), caractérisant les régimes de monarchie absolue, dirigés aussi bien contre l'ancienne noblesse que contre la bourgeoisie.

moins grandes. Si, par conséquent, le prolétariat français possède, au moment d'une révolution à Paris, un pouvoir et une influence réels qui l'incitent à pousser son assaut au-delà de ses moyens, dans le reste de la France il est concentré en quelques points disséminés où l'industrie est centralisée, et il disparaît presque complètement parmi le nombre supérieur de paysans et de petits bourgeois. La lutte contre le capital, sous sa forme moderne développée, à son point de jaillissement, la lutte du salarié industriel contre le bourgeois industriel, est en France un fait partiel qui, après les journées de Février, pouvait d'autant moins fournir le contenu national de la révolution que la lutte contre les modes d'exploitation inférieurs du capital, la lutte des paysans contre l'usure des hypothèques, du petit bourgeois contre le grand commerçant, le banquier et le fabricant, en un mot contre la banqueroute, était encore dissimulée dans le soulèvement général contre l'aristocratie financière en général. Aussi s'explique-t-on aisément que le prolétariat de Paris ait cherché à faire triompher son intérêt à coté de celui de la bourgeoisie, au lieu de le revendiquer comme l'intérêt révolutionnaire de la société même et qu'il ait abaissé le drapeau rouge devant le drapeau tricolore. Les ouvriers français ne pouvaient faire un seul pas en avant, ni toucher à un seul cheveu du régime bourgeois, avant que la masse de la nation placée entre le prolétariat et la bourgeoisie, la paysannerie et la petite bourgeoisie soulevées contre ce régime, contre la domination du capital, ait été contrainte par la marche de la révolution à se rallier aux prolétaires comme à leur avant-garde. C'est seulement par l'effroyable défaite de Juin que les ouvriers pouvaient acheter cette victoire." (idem pp. 50-51)

2.2.3.1.3. Si la libération des forces productives et donc également l'arrivée sur la scène politique de la bourgeoisie industrielle était l'un des enjeux fondamentaux de la révolution de 1848, une telle évolution ne pouvait pas se faire uniquement par l'éviction de la fraction au pouvoir et son remplacement par une autre, mais par l'établissement du règne de la bourgeoisie dans sa totalité, toutes fractions confondues. Or, ceci ne pouvait pas se faire au sein de la monarchie, irrémédiablement scindée en deux branches rivales dont chacune représentait un intérêt bien précis d'une fraction des classes dominantes. Aucune réconciliation n'était possible entre elles sur ce terrain. C'est pourquoi les deux fractions ne pouvaient régner que l'une contre l'autre. Pour régner ensemble il leur fallait abdiquer leurs passions royalistes. L'unité de la bourgeoisie, c'était la république. C'est pourquoi, alors qu'aucune d'entre elles ne revendiquait la république, les deux fractions ne pouvaient véritablement régner que sous ce régime. C'est pourquoi également la revendication de la république n'était pas avancée par une fraction particulière de la bourgeoisie, mais par des membres de la bourgeoisie regroupés autour du journal "Le National" qui n'étaient pas liés entre eux par des intérêts spécifiques. "Le National" était l'organe du groupe que l'on appelait "les républicains bourgeois", et à qui il revenait d'exprimer les intérêts de la bourgeoisie dans sa totalité. Dans la description de ce groupe par Marx, dans la citation qui suit, il est remarquable de voir comment un intérêt collectif peut s'exprimer sans forcément reposer sur une identité immédiate d'intérêts matériels. "Le National" ne

reflète aucun intérêt économique ou matériel particulier, il incarne l'idée de la république comme seul système de gouvernement permettant à la bourgeoisie d'exercer sa domination comme classe.

" Ce n'était pas ("Le National" -NDR) une fraction de la bourgeoisie rassemblée par de grands intérêts communs et séparée des autres par des conditions de production particulières. C'était simplement une coterie de bourgeois d'écrivains, d'avocats, d'officiers et de fonctionnaires d'esprit républicain et dont l'influence reposait sur l'antipathie personnelle que le pays ressentait à l'égard de Louis-Philippe, sur les souvenirs de l'ancienne république, sur les convictions républicaines d'un certain nombre d'enthousiastes et surtout sur le nationalisme français dont elle entretenait soigneusement la haine à l'égard des conventions de Vienne et de l'alliance avec l'Angleterre. (...)

La bourgeoisie industrielle lui était reconnaissante de sa défense servile du système protectionniste français, qu'il préconisait cependant pour des raisons plus nationales qu'économiques; l'ensemble de la bourgeoisie lui tenait compte de ses dénonciations haineuses du communisme et du socialisme. Au reste, le parti du National était républicain pur, c'est-à-dire qu'il voulait que la domination bourgeoise revêtît une forme républicaine au lieu d'une forme monarchique et demandait surtout la part du lion dans cette domination. Quant aux conditions même de cette transformation, il n'en avait absolument aucune idée. Ce qui, par contre, lui était clair comme le jour et qui fut déclaré publiquement dans les banquets de la réforme, dans les derniers temps du règne de Louis-Philippe, c'était son impopularité parmi les petits-bourgeois démocrates et surtout dans le prolétariat révolutionnaire."

(Dix-Huit Brumaire... p.28)

Pour cette raison le parti du National fut projeté sur le devant de la scène historique, dans la mesure où, au-delà des clivages traditionnels entre Bourbons et Orléans, entre propriétaires fonciers et aristocratie financière et haute bourgeoisie et capital industriel, il pouvait incarner les intérêts communs du capital et proposer une forme politique adéquate au règne de celui-ci.

"Les républicains bourgeois du National ne représentaient pas une grande fraction de leur classe s'appuyant sur des fondements économiques : ils avaient pour seule importance et pour seul titre historique d'avoir, sous la monarchie, face aux deux fractions bourgeoises qui ne comprenaient que leur régime particulier, fait valoir le régime général de la classe bourgeoise, le régime anonyme de la République qu'ils idéalisèrent et ornaient d'arabesques antiques, mais où ils saluaient avant tout la domination de leur coterie."

(Luttes de classes en France. p.104)

Précisément pour cette raison, les républicains bourgeois jouèrent un rôle primordial avant Février, et surtout après Juin 1848. Ils furent d'abord l'aile marchante de la contre-révolution anti-prolétarienne dans la mesure où "leur" république ne pouvait être confondue avec celle du prolétariat; ils réalisèrent la domination unifiée de la bourgeoisie. Mais celle-ci, par la suite, pouvait se passer de leurs services, d'autant plus qu'ils ne représentaient qu'eux-

mêmes et qu'en essayant d'accaparer la représentation républicaine, ils devenaient à leur tour un groupe avec des intérêts particuliers. Ils furent donc éliminés par les royalistes coalisés qui formaient eux, le vrai contenu de la république, c'est-à-dire son contenu bourgeois.

2.2.3.1.4. Une fois l'avant-garde du prolétariat écrasée militairement en Juin par la bourgeoisie républicaine et la petite-bourgeoisie coalisées, il restait encore à dépouiller le prolétariat dans son ensemble de toute existence politique, existence qu'il avait acquise de lui-même en faisant brutalement irruption sur la scène en Février, à lui ôter les maigres réformes qu'il avait pu obtenir entre Février et Juin. La bourgeoisie cherchait surtout à se garantir du retour de semblables événements.

Autrement dit, l'enjeu de la contre-révolution c'est, tout comme l'avait été celui de la révolution, la forme de l'Etat. Mais alors que dans la révolution se jouait la recherche d'une forme d'Etat la mieux adaptée aux intérêts du capital, et que cette forme est aussi celle qui dévoile le mieux la lutte des classes, ce que la contre-révolution cherchait à accomplir, c'était l'Etat bourgeois sans la lutte des classes; la reconnaissance de la domination exclusive de la classe exploiteuse sans possibilité d'insurrection de la classe exploitée, autrement dit, la dictature du capital sans le spectre de la dictature du prolétariat.

Le but était donc de vider la république démocratique de son contenu explosif. On voulait l'Etat bourgeois, mais sans les pré-supposés de celui -ci.

De Louis-Bonaparte au fascisme, en passant par les tentatives d'intégration du prolétariat à l'Etat du type Front populaire etc... le capital n'aura de cesse de réaliser une telle chimère. La réalisation de cette entreprise implique une lutte entre les différentes fractions de la bourgeoisie, qui s'avèrent tour à tour aptes à incarner la domination de la classe tout entière, l'essentiel étant que celle-ci maintienne sa domination sur le prolétariat. C'est pourquoi après Juin, tandis que se poursuit l'anéantissement du prolétariat sur le plan politique, se déroule une lutte féroce entre toutes les fractions bourgeoises pour ramener l'Etat à sa véritable fonction : l'exercice de la dictature des classes dominantes sur le reste de la société.

"...c'était la petite fraction républicaine de la bourgeoisie qui seule pouvait proclamer la république, l'arracher au prolétariat révolutionnaire par des combats de rue et par la Terreur et ébaucher dans la Constitution les traits fondamentaux de son idéal, et, de l'autre côté, toute la masse royaliste de la bourgeoisie qui seule pouvait régner dans cette République bourgeoise constituée, enlever à la constitution ses accessoires idéologiques, et réaliser par sa législation et son administration, les conditions indispensables à l'asservissement du prolétariat." (idem.p.92)

2.2.3.1.5. En Février 1848, la revendication de la république avait réussi à entraîner dans le mouvement toutes les classes de la société, mais la République ne revêtait pas, pour toutes ces classes la même signification; chacune l'investissait d'un contenu différent.

" Le Gouvernement provisoire qui surgit des barricades de Février reflétait nécessairement dans sa composition les divers partis qui se partageaient la victoire. Il ne

pouvait être qu'un compromis entre les différentes classes qui avaient renversé ensemble le trône de Juillet, mais dont les intérêts s'opposaient avec hostilité. Il était composé en majorité de représentants de la bourgeoisie. La petite-bourgeoisie républicaine était représentée par Ledru-Rollin et Flocon; la bourgeoisie républicaine par les gens du National, l'opposition dynastique par Crémieux, Dupont de l'Eure etc... La classe ouvrière ne possédait que deux représentants Louis Blanc et Albert. Lamartine, enfin, dans le gouvernement provisoire n'était là au premier abord, pour aucun intérêt réel, pour aucune classe déterminée; c'était la révolution de Février elle-même, le soulèvement commun avec ses illusions, sa poésie, son contenu imaginaire et ses phrases. Mais au fond le porte-parole de la révolution de Février, par sa position comme par ses opinions, appartenait à la bourgeoisie."  
(Luttes de classes en France p.45)

2.2.3.1.6. Mais par-delà les désirs et les illusions de chacune des classes (notamment du prolétariat) le contenu réel de la république, c'était la domination de la bourgeoisie comme classe. La bourgeoisie dans son ensemble, c'est-à-dire pour l'instant la bourgeoisie dans toutes ses composantes; par la suite, comme nous le verrons, la lutte s'engagea entre les fractions pour investir la république d'un contenu particulier.

"Il fallait au contraire que la République de Février parfît tout d'abord la domination de la bourgeoisie, en faisant entrer, à côté de l'aristocratie financière, toutes les classes possédantes dans la sphère du pouvoir politique. La majorité des grands propriétaires fonciers, les légitimistes, furent tirés du néant politique auquel la monarchie de Juillet les avait condamnés (...) par le suffrage universel, les propriétaires nominaux qui formaient la grande majorité des français, les paysans, furent institués les arbitres du sort de la France. Enfin, la République de Février fit apparaître la domination bourgeoise dans toute sa netteté, en abattant la couronne derrière laquelle se dissimulait le capital."  
(idem. p.47)

2.2.3.1.7. Cependant derrière la république bourgeoise se profilait le spectre de la république rouge, de la république du prolétariat. C'est pourquoi la bourgeoisie fit tous ses efforts pour éviter de radicaliser la situation; elle bannit soigneusement de son langage toute référence à la révolution de 1789; elle s'acharna à démontrer au monde que sa république était pacifique; même sur le plan intérieur, servie fidèlement par le prolétariat, elle ne craignait pas, à ce moment-là, de résistance.

"C'est ce qui la désarma. Sa tâche ne fut plus de transformer révolutionnairement le monde; elle ne consista plus qu'à s'adapter aux conditions de la société bourgeoise." (p.54)

Or, ces conditions, nous l'avons vu, correspondaient à la domination de l'aristocratie financière. A force de minimiser son élan révolutionnaire, la masse de la bourgeoisie finit même par rater le but élémentaire qu'elle s'était fixée : le renversement de l'aristocratie financière. Celle-ci, en faisant pression sur l'Etat au

moyen du crédit, paralysa la volonté révolutionnaire de la république. Alors que quelques mesures hardies auraient permis de ruiner l'aristocratie financière et la Haute Banque, la république prit au contraire des mesures qui leur conservaient tous leurs pouvoirs. Les mesures financières accrurent au contraire la pression fiscale sur la paysannerie et la masse de la population.

En renforçant le pouvoir de l'aristocratie financière qu'elle avait voulu détruire, la république se mettait à sa merci et devait donc aligner sa politique sur la sienne.

"En reconnaissant les traites que la vieille société bourgeoise avait tirées sur l'Etat, le Gouvernement provisoire s'était mis à sa discrétion. Il était devenu le débiteur gêné de la société bourgeoise au lieu de se poser en créancier menaçant qui avait à recouvrer des créances révolutionnaires remontant à de nombreuses années. Il lui fallut consolider les rapports bourgeois vacillants pour s'acquitter d'obligations qui ne sont à remplir que dans le cadre de ces rapports. Le crédit devint une condition de son existence, et les concessions, les promesses faites au prolétariat autant de chaînes qu'il fallait briser. L'émancipation des travailleurs même comme simple phrase, devenait un danger intolérable pour la nouvelle république car elle était une protestation permanente contre le rétablissement du crédit qui repose sur la reconnaissance ininterrompue et inaltérable des rapports économiques de classes existants. Il fallait donc en finir avec les ouvriers."(Luttes de classes p.58)

La consolidation des rapports sociaux bourgeois au sein de la République bourgeoise ne pouvait se faire qu'avec l'élimination du prolétariat, c'est-à-dire avec la défaite de Juin.

2.2.3.1.8. En ayant pris les armes en Juin contre la République de Février, le prolétariat a forcé celle-ci à apparaître pour ce qu'elle était : la république bourgeoise, et la bourgeoisie à consolider son appareil d'Etat, contre toute manifestation hostile. Dans un premier temps, cette mission ne pouvait incomber qu'aux authentiques défenseurs de la république au sein de la bourgeoisie, c'est-à-dire au groupe des "républicains purs"; ni la petite-bourgeoisie, pourtant séduite par le "socialisme", ni la grande bourgeoisie légitimiste et orléaniste ne se permettaient de défendre leurs propres aspirations, terrorisées qu'elles étaient par le prolétariat.

"Depuis les journées de Juin, l'Assemblée constituante resta (...) la représentation exclusive du républicanisme bourgeois, et ce côté s'affirma de plus en plus résolument au fur et à mesure que s'effondrait l'influence des républicains tricolores en-dehors de l'Assemblée. S'agissait-il de défendre la forme de la République bourgeoise, ils disposaient des voix des républicains démocrates, s'agissait-il de son contenu leur façon de parler même ne les distinguait plus des fractions royalistes, car ce sont précisément les intérêts de la bourgeoisie, les conditions matérielles de sa domination et de son exploitation qui forment le contenu de la République bourgeoise."  
(idem. p.74)

Seul le groupe des républicains bourgeois (ou "purs") était capable de garantir le contenu véritablement bourgeois de la répu-

blique et l'unité de celle-ci. D'une part il maintenait Paris sous l'état de siège et sous la poigne de Cavaignac, le boucher de Juin. D'autre part il travaillait à donner à la République sa constitution. Incarnant l'idéologie bourgeoise, le groupe des républicains purs était plus à même de forger une constitution qui soit une véritable expression juridique de la dictature de la bourgeoisie. Or, justement, tandis que la constitution accorde les libertés formelles conquises de haute lutte en Février 1848 (liberté de presse, de réunion, de parole, suffrage universel direct etc..) elle restreint par ailleurs ces libertés en précisant qu'elles ne peuvent s'exercer "contre les droits égaux d'autrui" ni contre la "sûreté publique", c'est-à-dire la sécurité du capital. Elle contient donc en soi sa propre antithèse, moyennant quoi elle est considérée comme le patrimoine aussi bien des amis de l'ordre qui la violent, que des démocrates qui en réclament le respect.

"Or la vaste contradiction de cette constitution consiste en ceci : les classes dont elle doit perpétuer l'esclavage social, prolétariat, paysans, petits-bourgeois sont mis par elle en possession du pouvoir politique par le moyen du suffrage universel. Et à la classe dont elle sanctionne l'ancienne puissance sociale, à la bourgeoisie elle enlève les garanties politiques de cette puissance. Elle enferme sa domination politique dans des conditions démocratiques qui aident à chaque instant les classes ennemies à remporter la victoire et qui mettent en question les fondements mêmes de la société bourgeoise. Des unes elle demande qu'elles ne poursuivent pas leur émancipation politique jusqu'à l'émancipation sociale, des autres, qu'elles ne reviennent pas de la restauration sociale à la restauration politique."  
(Luttes de classe...p.83)

2.2.3.1.9. C'est parceque les républicains bourgeois ne représentaient rien en eux-mêmes qu'ils avaient pu à un moment donné incarner la destinée générale de la bourgeoisie. Mais dès lors que (tout danger d'insurrection prolétarienne écarté pour le moment) se réveillaient les intérêts particuliers des différentes fractions de la bourgeoisie, le groupe des républicains purs était condamné. D'autant plus que le seul intérêt propre qu'il poursuivait résidait presque exclusivement dans le carriérisme de ses membres. Pour autant que la coterie du "National" (dont l'existence était purement parlementaire) ait pu s'élever à un moment donné au rang de parti, elle retomba "du rang de parti à celui de coterie".

A preuve, lorsqu'il s'agit de légitimer le pouvoir de la république bourgeoise, avec les élections présidentielles du 10 Déc. 1848, ce n'est pas le parti du National, avec son candidat Cavaignac qui gagne, mais Louis Napoléon Bonaparte. Ce dernier n'exprimait pas une alternative réelle aux républicains bourgeois, mais il fédéra sur son nom toutes les oppositions à la domination de cette fraction de la bourgeoisie. Les paysans soumis à l'impôt, les petits-bourgeois ruinés par le crédit, les grands bourgeois qui se débarassaient de leurs laquais républicains, l'armée qui voulait la guerre, et même le prolétariat qui jetait à terre par les urnes celui qui l'avait terrassé par els armes en Juin.

"C'est ainsi qu'il arriva, comme le disait la Neue Rheinische Zeitung (Nouvelle Gazette Rhénane) que l'homme le plus simple de France acquit l'importance la plus complexe. Précisément parcequ'il n'était rien, il pouvait tout signifier sauf lui-même. Cependant, aussi

différent que pouvait être le sens du nom de Napoléon dans la bouche des différentes classes, chacune d'elles écrivit avec ce nom sur son bulletin : A bas le parti du National, à bas Cavaignac, à bas la Constituante, à bas la République bourgeoise."  
(Luttes de classe...p.86)

2.2.3.1.10. A partir de ce moment allait s'engager une lutte d'influence entre le pouvoir législatif (Assemblée Constituante) d'un côté et le pouvoir exécutif (le président de la république) de l'autre. Or cette lutte n'était pas la marque d'une opposition de principe entre les deux organes, mais d'une opposition entre deux moments du processus de consolidation de la république bourgeoise. D'un côté l'Assemblée constituante représentait la république en train de se faire (et pour cette raison son moteur avait été le parti républicain bourgeois, qui y avait joué son rôle et qu'on cherchait à éliminer), de l'autre le pouvoir exécutif incarnait la république réalisée, et le pouvoir du parti de l'ordre. Ce sont les vestiges de la phase d'établissement de son pouvoir que le président de la république voulait éliminer, en éliminant la Constituante. C'est pourquoi celle-ci fut invitée à prononcer sa dissolution, son rôle étant achevé. Cet ordre de dissolution, revendiqué non seulement par Bonaparte, mais par tout le pays, heurtait de front les intérêts du parti qui avait fourni son corps et son âme à l'Assemblée constituante : le parti des républicains bourgeois. Ne possédant qu'une existence parlementaire, celui-ci ne pouvait accepter la dissolution du dernier bastion où il avait l'impression de constituer une réalité. Mais face au président de la République, son rejeton, l'Assemblée constituante n'avait pas de pouvoir. En fait, elle ne pouvait faire triompher son intérêt contre l'exécutif qu'en s'insurgeant contre celui-ci.

"Les forces armées de l'insurrection étaient le parti républicain de la garde nationale, la garde mobile et les centres du prolétariat révolutionnaire, les clubs."  
(Luttes de classe...p.94)

La force potentielle de l'insurrection résidait dans le fait qu'à nouveau, comme en Février, de nombreuses fractions de la société aux intérêts divergents se trouvaient réunis momentanément sur un but commun. Contre la république de l'ordre chacun avait sa république à faire valoir. C'était la situation de Février dit Marx, mais sans les illusions de Février.

Le pouvoir exécutif entreprit de désarmer l'insurrection; il ordonna la dissolution de la garde mobile, qui avait si bien rempli son office en Juin, mais qui menaçait désormais la stabilité bourgeoise. De même il réclama l'interdiction des clubs, foyers d'agitation révolutionnaire et d'organisation du prolétariat. Enfin, pour se sauver réellement, il ne restait à l'exécutif que le coup d'Etat, mais il ne pouvait nier la constitution qui, précisément, avait consacré son pouvoir.

En fait, pour qu'il y ait insurrection, il aurait fallu qu'il y ait énergie révolutionnaire. Et les républicains bourgeois, rien moins que révolutionnaires ne songeaient qu'à sauver leur tête. Ils finirent par la mettre sur le billot de l'exécutif plutôt que de la risquer dans une expérience révolutionnaire.

Le 29 Janvier 1849, l'occupation militaire de l'Assemblée constituante, le défilé des troupes dans Paris suffirent pour que l'Assemblée constituante décidât sa propre dissolution, non sans avoir obtenu un sursis, jusqu'aux votes des lois complémentaires

à la Constitution.

"Ce parti (du National NDR) avait fait une dernière tentative d'affirmer à nouveau dans la république constituée le monopole du pouvoir qu'il possédait pendant la période de formation de la république bourgeoise. Cette tentative avait échoué."  
(id. p.98)

2.2.3.1.11. Cet épisode, et ceux qui suivirent illustrent parfaitement le cours contre-révolutionnaire de la république bourgeoise, et au-delà, le cours historique de la classe bourgeoise en général. D'abord classe révolutionnaire, dressée contre le féodalisme et l'absolutisme, elle formule une théorie, des mots d'ordre, qui lui servent à mettre en mouvement d'immenses masses et l'aident à faire triompher ses intérêts. Mais au cours de ce même mouvement se dresse face à elle une nouvelle force révolutionnaire dont les intérêts constituent la parfaite antithèse des siens : le prolétariat. Dès lors, la bourgeoisie se verra contrainte de bafouer en permanence ses propres principes, et plus tard de les liquider, leur conservant toutefois une place de choix au musée des illusions humanistes et au panthéon des mystifications démocratiques.

Ainsi le 21 Mars 1849, devant légiférer sur l'interdiction des Clubs, l'Assemblée législative admit que d'un côté la constitution reconnaissait le droit à l'association, mais que d'un autre côté autoriser ce droit au prolétariat revenait à mettre en danger sa propre domination et celle de la Constitution. Les clubs furent interdits.

Enfin le 8 mai 1849, l'armée française attaquait Rome insurgée, bafouant un autre principe de la Constitution selon lequel la France ne pouvait se dresser contre la liberté d'un autre peuple. Mais ce qu'on combattait à travers le peuple romain, c'était la révolution, la révolution sous tous les cieux. Devant cette évidence les défenseurs de la constitution renoncèrent à s'élever contre la politique contre-révolutionnaire de l'Etat français.

"La dernière moitié de l'existence de la Constituante se résuma ainsi : elle avoue le 29 Janvier que les fractions bourgeoises royalistes sont les chefs naturels de la République constituée par elle : le 21 Mars, que la violation de la Constitution est sa réalisation, et le 11 mai, que l'alliance passive emphatiquement proclamée de la république française avec le peuple en lutte signifie son alliance active avec la contre-révolution européenne. Cette misérable assemblée quitta la scène après s'être donnée encore, deux jours avant l'anniversaire de sa naissance, le 4 mai, la satisfaction de rejeter la proposition d'amnistie en faveur des insurgés de Juin. Ayant brisé son pouvoir, étant haïe à mort par le peuple, repoussée, maltraitée, écartée avec dédain par la bourgeoisie dont elle était l'instrument, contrainte dans la deuxième moitié de son existence de désavouer la première, dépouillée de son illusion républicaine, sans grandes réalisations dans le passé, sans espoir dans l'avenir, s'atrophiant par morceaux, elle ne savait galvaniser son propre cadavre qu'en se rappelant constamment la victoire de Juin et qu'en la revivant après coup; elle s'affirmait en maudissant toujours à nouveau les maudits. Vampire qui vivait du sang des insurgés de Juin."  
(Luttes de classes... p.103)

2.2.3.1.12. La disparition de la fraction des républicains bourgeois en tant qu'éléments unificateurs dévoilait la véritable nature de la formation de la république bourgeoise : c'était les deux partis royalistes qui la constituaient. Mais ni l'un ni l'autre ne pouvait faire prévaloir sa position dans la mesure où la république constituait le seul cadre où ils pouvaient gouverner ensemble. L'ensemble de la bourgeoisie faisait bloc et s'unifiait sur le plan électoral en parti de l'ordre avec pour programme "propriété, famille, religion, ordre".

Excepté le prolétariat, qui défendait la république sociale, il ne restait plus que la petite-bourgeoisie démocratique pour défendre la république bourgeoise. Cette petite-bourgeoisie, représentée au Parlement par la "Montagne" en référence aux Robespieristes de la révolution de 1789, était poussée à s'allier au prolétariat, au sein d'un seul parti électoral, le parti rouge, ou social-démocrate. La petite-bourgeoisie se trouvait projetée momentanément sur le devant de la scène parcequ'elle incarnait la continuation de l'élan révolutionnaire de Février. Dans une époque où le "mouvement tourbillonnait", le "désordre historique" projetait une à une les classes sur le devant de l'histoire, celles-ci, dit Marx connaissaient en quelques semaines un développement historique qui se compte autrement par demi-siècles. La petite-bourgeoisie devint le pôle d'attraction de tout ce que la société française comptait de révolutionnaires, ou simplement de mécontents.

"Dans la première moitié de l'existence de la constituante, La Montagne représentait le pathos républicain et elle avait fait oublier ses péchés du temps du Gouvernement provisoire, de la Commission exécutive et des journées de Juin. Au fur et à mesure que le parti du National, conformément à sa nature indécise, se laissait écraser par le ministère royaliste, le parti de la Montagne écarté pendant l'omnipotence du National, s'élevait et prévalait en tant que représentant parlementaire de la révolution. En effet, le parti du National n'avait rien à opposer aux autres fractions royalistes que des personnalités ambitieuses et des balivernes idéalistes. Le parti de la montagne, par contre, représentait une masse flottante entre la bourgeoisie et le prolétariat dont les intérêts matériels exigeaient des institutions démocratiques. Face aux Cavaignac et aux Marrast, Ledru-Rollin et la Montagne se trouvaient par conséquent dans la vérité de la révolution et ils puisaient dans la conscience de cette grave situation un courage d'autant plus grand que la manifestation de l'énergie révolutionnaire se bornait à des sorties parlementaires, au dépôt d'actes d'accusation, à des menaces, à des élévations de voix, à des discours tonitruants et à des extrémités qui ne dépassaient pas les paroles. Les paysans se trouvaient à peu près dans la même situation que les petit-bourgeois, ils avaient à peu près les mêmes revendications sociales à poser. Toutes les couches moyennes de la société, dans la mesure où elles étaient entraînées dans le mouvement révolutionnaire, devaient donc nécessairement trouver leur héros dans Ledru-Rollin. Ledru-Rollin était le personnage de la petite-bourgeoisie démocratique. Face au parti de l'ordre, c'était nécessairement les réformateurs demi-conservateurs, demi-révolutionnaires et tout à fait utopiques de cet ordre qui devaient tout d'abord être poussés en tête." (Luttes de classes... p.109)

2.2.3.1.13. Or l'épisode de la Montagne illustre de manière éclatante la situation de la petite-bourgeoisie dans la société moderne: elle n'est par elle-même capable d'aucune tâche historique; il lui faut soit se ranger aux cotés de la bourgeoisie (ce qu'elle fit en Juin 1848) soit aux cotés du prolétariat.

"Le caractère propre de la social-démocratie (on désigne ici la petite-bourgeoisie qui a enlevé à ses revendications démocratiques leur "forme purement politique" pour en faire ressortir la "pointe socialiste" NDR) se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie. Quelle que soit la diversité de mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, quelque soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont il puisse être revêtu, le contenu reste le même. C'est la transformation de la société par voie démocratique, mais c'est une transformation dans le cadre petit-bourgeois."  
 ("18 Brumaire". p.50)

Mais, comme le dit Marx, il faut "distinguer, encore davantage dans les luttes historiques, entre la phraséologie et les prétentions des partis et leur constitution et leurs intérêts véritables et ce qu'ils sont en réalité." (id. p.48)

"L'histoire de tous les mouvements politiques depuis 1830 en Allemagne, comme en France et en Angleterre, nous montre cette classe imbue de forfanteries, grandiloquente et parfois extrémiste dans la phrase tant qu'elle ne voit pas de danger; elle se fait craintive, rétrograde et pesante dès qu'apparaît le moindre péril; elle s'étonne, s'inquiète, vacille, dès que le mouvement mis en branle est saisi et pris au sérieux par d'autres classes; son existence petite-bourgeoise l'amène à trahir l'ensemble du mouvement dès qu'on en vient au combat les armes à la main - finalement, par suite de son indécision, elle est dupée et maltraitée lorsque le parti réactionnaire l'a emporté."  
 ("Engels. Campagne pour la constitution du Reich)

En tant que mouvement incapable de se hisser à la hauteur des exigences historiques, tergiversant et soucieux de défendre sa propre existence face à la grande bourgeoisie sans pour autant se mettre sous la coupe du prolétariat, le mouvement de Juin 1849 est typique de la petite-bourgeoisie.

"Si le 23 Juin 1848 fut l'insurrection du prolétariat révolutionnaire, le 13 Juin 1849 fut l'insurrection des petits-bourgeois démocrates, chacune de ces deux insurrections étant l'expression pure, classique de la classe qui l'exprimait."  
 ("Luttes de classes en France. p.120)

2.2.3.1.14. Le mouvement politique en France pouvait suivre trois directions; soit suivre un cours prolétarien vers la république sociale, réalisant une authentique transcroissance révolutionnaire par rapport à Février 1848; soit se stabiliser dans l'établissement d'une véritable république démocratique bourgeoise, qui incarne le

pouvoir de la classe bourgeoise dans son intégralité et laisse face à face les deux ennemis historiques : bourgeoisie et prolétariat; soit refluer en-deçà de Février 1848 et suivre un cours contre-révolutionnaire qui emporterait l'expression même de cette domination politique, à savoir la forme républicaine.

Pour la première possibilité, nous l'avons vu, le prolétariat industriel n'était pas assez fort. Il ne représentait une force réelle qu'à l'échelon parisien mais il était incapable d'entraîner immédiatement à l'échelle nationale les autres couches exploitées de la société, notamment la paysannerie pauvre, dans la guerre révolutionnaire. En plus le massacre de Juin l'avait pour longtemps privé de ses capacités d'offensive révolutionnaire.

La deuxième possibilité ne dépendait pas du rapport de forces entre les classes, mais au sein de la classe bourgeoise. Il aurait fallu que la fraction industrielle de la bourgeoisie soit suffisamment forte pour faire prévaloir ses intérêts et battre en brèche le pouvoir de l'aristocratie financière. Or le rapport de forces au sein de la bourgeoisie dépend étroitement à son tour du rapport entre les classes. L'incursion violente du prolétariat sur la scène historique entraîne la soumission de la bourgeoisie industrielle à la fraction au pouvoir, la première préférant ainsi sacrifier momentanément ses intérêts propres que menacer à long terme les intérêts généraux de sa classe.

"Une fraction seulement du parti de l'ordre participait directement au renversement de l'aristocratie financière: les fabricants. Nous ne parlons pas des industriels moyens ni des petits, nous parlons des régents des intérêts de fabrique qui avaient sous Louis-Philippe formé la large base de l'opposition dynastique. Leur intérêt est, incontestablement la diminution des frais de production, donc la diminution des impôts qui entrent dans la production, donc la diminution des dettes publiques dont les intérêts entrent dans les impôts, donc le renversement de l'aristocratie financière. En Angleterre -et le plus grands fabricants français sont des petits-bourgeois à côté de leurs rivaux anglais- nous rencontrons vraiment des fabricants, un Cobden, un Bright, à la tête de la croisade contre la banque et l'aristocratie boursière. Pourquoi n'y en a-t-il pas en France ? En Angleterre, c'est l'industrie qui prédomine; en France c'est l'agriculture. En Angleterre, l'industrie a besoin du free-trade (libre-échange), en France elle a besoin de la protection douanière, du monopole national à côté des autres monopoles. L'industrie française ne domine pas la production française, les industriels français par conséquent, ne dominent pas la bourgeoisie française. Pour faire triompher leurs intérêts contre les autres fractions de la bourgeoisie, ils ne peuvent pas comme les anglais se mettre à la tête du mouvement et pousser en même temps à l'extrême leurs intérêts de classe; il leur faut se mettre à la suite de la révolution et servir des intérêts qui sont contraires aux intérêts généraux de leur classe. En Février, ils avaient méconnu leur position, Février en fit des gens avisés. Et qui est plus directement menacé par les ouvriers que l'employeur, le capitaliste industriel ? Voilà pourquoi le fabricant devint nécessairement en France le membre le plus fana-

tique du parti de l'ordre? La diminution de son profit par la finance, qu'est-ce que c'est en comparaison de la suppression du profit par le prolétariat ?"  
(Luttes de classes...pp.132-133)

Il ne restait donc ouverte que la troisième voie : réaction à outrance, renoncement de la part de la bourgeoisie à l'exercice du pouvoir politique par crainte du prolétariat.

2.2.3.1.15. C'est pourquoi, tandis que l'activité du prolétariat se poursuivait sur le plan électoral, la bourgeoisie n'avait pas d'autre choix que d'abolir le suffrage universel. Pour éliminer le fantôme de juin, il fallait aller jusqu'à l'élimination des vestiges de février. Mais dès lors que la bourgeoisie renonçait à la république comme à la forme commune de sa domination, elle était condamnée à se décomposer à nouveau en ses éléments simples, c'est-à-dire en des fractions rivales qui se déchiraient entre elles. Elle se condamnait du même coup à faire surgir un autre élément qui pourrait exprimer l'unité de la dictature du capital sans que ses agents s'épuisent en de stériles luttes politiques. Cet élément avait surgi lui-même de la lutte entre le parti de l'ordre et le parti du prolétariat. C'était Louis-Napoléon Bonaparte. En tant qu'élément neutre, celui-ci pouvait pallier à l'absence de la couronne qui ne pouvait plus incarner la domination politique de la bourgeoisie, déchirée entre les deux familles royales rivales. Bonaparte entreprit de dépouiller la bourgeoisie de sa représentation parlementaire. La réalisation des intérêts de Bonaparte correspondait à ceux de la grande masse de la bourgeoisie qui, soucieuse de se consacrer à ses affaires était prête à abandonner sa représentation parlementaire et à confier le pouvoir politique à d'autres mains pourvu que soit respecté le sacro-saint principe de la société bourgeoise : l'ordre, qui lui-même garantit la pérennité de l'esclavage salarié, la raison d'être de la bourgeoisie.

"Si comme je l'ai montré plus haut, le parti parlementaire de l'ordre s'était condamné lui-même à l'inaction par ses criailleries en faveur de la tranquillité, s'il avait déclaré la domination politique de la bourgeoisie incompatible avec la sécurité et l'existence de la bourgeoisie, en détruisant de ses propres mains, dans sa lutte contre les autres classes de la société, toutes les conditions de son propre régime, du régime parlementaire, par contre la masse extra-parlementaire de la bourgeoisie, par sa servilité envers le président, par ses injures contre le parlement, par la brutalité avec laquelle elle traita sa propre presse, excita Bonaparte à réprimer, à exterminer ses orateurs et ses écrivains, ses politiciens et ses littérateurs, sa tribune et sa presse, afin de lui permettre de vaquer en confiance à ses affaires privées, sous la protection d'un gouvernement fort et absolu. Elle déclara nettement qu'elle brûlait du désir de se débarrasser en même temps des soucis et des dangers du pouvoir."  
(18 Brumaire... p.107)

Le coup d'État du 2 Décembre 1851, effectué contre la domination politique de la bourgeoisie pour garantir son existence sociale était inscrit dès Juin dans le cours des événements. Ou bien la bourgeoisie consolidait son pouvoir et en assumait les risques, notamment celui de l'affrontement de classe avec le prolétariat. Ou bien elle renonçait à l'exercice direct de son pouvoir politique et elle abdiquait toute velléité de transformation révolutionnaire de la société.

"Pendant les journées de Juin, toutes les classes et tous les partis s'étaient unis dans le "parti de l'ordre" en face de la classe prolétarienne, du "parti de l'anarchie", du socialisme, du communisme. Ils avaient "sauvé" la société des entreprises des "ennemis de la société". Ils avaient repris et lancé parmi leurs troupes les vieux mots d'ordre de l'ancienne société : "propriété, famille, religion, ordre", et crié à la croisade contre-révolutionnaire : "Sous ce signe tu vaincras!" A partir de ce moment dès que l'un des nombreux partis qui s'étaient groupés sous ce signe contre les insurgés de juin, s'efforce de défendre le champ de bataille révolutionnaire dans ses propres intérêts de classe, il succombe sous le cri de "famille, propriété, religion, ordre"! La société est sauvée aussi souvent que le cercle de ses maîtres se rétrécit et qu'un intérêt plus exclusif est défendu contre un intérêt plus large. Toute revendication de la plus simple réforme financière bourgeoise, du libéralisme le plus vulgaire, du républicanisme le plus formel, de la démocratie la plus plate, est à la fois punie comme "attentat contre la société" et flétrie comme "socialiste". Et finalement, les grands prêtres de "la religion et de l'ordre" sont eux-mêmes chassés à coup de pied de leurs trépieds pythiques, tirés de leur lit en pleine nuit, fourrés dans des voitures cellulaires, jetés au cachot ou envoyés en exil. Leur temple est rasé, leur bouche scellée leur plume brisée, leur loi déchirée au nom de la religion, de la propriété, de la famille et de l'ordre. Des bourgeois fanatiques de l'ordre sont fusillés à leur balcon par une soldatesque ivre, la sainteté de leur foyer est profanée, leurs maisons sont bombardées en guise de passe-temps, tout cela au nom de la propriété, de la famille, de la religion et de l'ordre. La lie de la société bourgeoise constitue finalement la phalange sacrée de l'ordre et le héros Crapulinsky fait son entrée aux Tuileries comme "sauveur de la société." (18 Brumaire pp.25-26)

#### 2.2.3.2. LE COURS PROLETARIEN DE LA REVOLUTION.

2.2.3.2.1. Si du point de vue de la bourgeoisie, 1848 marque les limites du cycle historique, l'incapacité de cette classe à défendre les principes et les idéaux qu'elle a elle-même forgés pour asseoir sa domination, du point de vue du prolétariat, les mêmes événements annoncent l'ouverture du cycle purement prolétarien, qui mettra aux prises la classe révolutionnaire de la société et celle incarnant désormais le passé bourgeois de celle-ci.

En 1848, pour la première fois, le prolétariat apparaît comme un parti indépendant, qui suit ses propres objectifs, élabore sa propre tactique, affronte seul toutes les classes de la société coalisées contre lui.

2.2.3.2.2. Dans la France de 1848, la classe prolétarienne n'avait pas encore acquis tous ses caractères de classe industrielle moderne: le faible développement des forces productives n'avait pas encore généralisé les bases matérielles pour l'existence d'un prolétariat concentré, déqualifié, mobile, caractéristique de la phase de soumission réelle du travail au capital. Concentré dans quelques grandes villes ou régions, en premier lieu Paris, mais aussi Lyon, le Nord..

prolétariat comprenait encore un fort contingent proche de la condition de l'artisan. Néanmoins, comme nous l'avons vu, depuis les années 1830 ce prolétariat s'était recomposé politiquement autour de la tradition babouviste et exprimait la montée du communisme au sein de la société moderne.

"L'expérience de 1830 lui a appris que la simple lutte ne saurait suffire, que l'ennemi une fois battu, il lui faut prendre des mesures qui garantissent la stabilité de ses conquêtes, et que ces mesures ne doivent pas être simplement politiques, mais ruiner la puissance sociale du capital et assurer son propre pouvoir politique aussi bien que son bien-être social. C'est pourquoi il attend tranquillement la bonne occasion, tout en s'adonnant sérieusement à l'étude de ces problèmes économiques et sociaux, dont la solution montrera quelles sont les mesures qui seules sont susceptibles d'établir sur une base ferme le bien-être de tous."  
(Engels. Le mouvement de réforme en France. 1847)

Complètement dépouillé de toute existence politique officielle au sein de la société, le prolétariat, au moins dans sa fraction la plus consciente, poursuivait la lutte de 1793-95, de 1830, 1832, 1834 et 1839 pour l'achèvement définitif de la révolution bourgeoise et la proclamation, dans la foulée, de ses propres objectifs historiques.

Mais tandis qu'en 1789-95 il s'agissait pour la bourgeoisie elle-même de parvenir à l'existence politique en détruisant les derniers vestiges du féodalisme et la monarchie absolue, et qu'elle se faisait aider dans cette tâche par les masses plébéiennes, en 1848 elle ne cherchait plus qu'à élargir sa représentation politique à l'ensemble des fractions qui la composent. Or, déjà en 1789-95, alors que l'enjeu historique était le libre développement du mode bourgeois de production, la classe bourgeoise avait montré qu'il y avait un prix qu'elle n'était pas prête à payer : l'alliance avec le prolétariat conscient de ses buts et de ses objectifs historiques. Tout au plus considérait-elle la masse plébéienne et ouvrière comme l'indispensable outil de pression pour faire triompher ses propres intérêts.

En 1848, face aux objectifs étriqués de la bourgeoisie, le danger prolétarien, venant d'une classe qui depuis, avait crûe en nombre et force politique, allait apparaître d'autant plus menaçant.

C'est pourquoi la bourgeoisie tenta très tôt d'étouffer complètement toute initiative de la part du prolétariat. Or, ce que le prolétariat cherchait à travers sa participation aux journées révolutionnaires de Février, c'était à conquérir son terrain de lutte, à savoir la république bourgeoise, à partir de la quelle il pouvait mener sa lutte de classe. C'est pourquoi, tandis que les forces bourgeoises se satisfaisaient rapidement de la chute de Louis-Philippe et cherchaient à stopper le cours de la révolution, le prolétariat de Paris, en armes, assiégeait l'Hotel de Ville et réclamait la constitution de la république. En même temps qu'il l'obtenait, il s'imposait comme force politique et il gagnait une représentation politique en imposant sa présence au gouvernement provisoire.

"En imposant la République au gouvernement provisoire, et, par ce dernier à toute la France, le prolétariat se mettait immédiatement au premier plan en tant que parti indépendant; mais du même coup, il jetait un défi à toute la France bourgeoise. Ce qu'il avait conquis, c'était le

terrain en vue de la lutte pour son émancipation révolutionnaire, mais nullement cette émancipation elle-même." (Luttes de classe p.47)

2.2.3.2.3. L'intervention du prolétariat au cours des journées de Février n'était pas prévue par la bourgeoisie, qui espérait se contenter de la chute du gouvernement Guizot et d'une réforme électorale entraînant un rééquilibrage du pouvoir au profit des fractions bourgeoises les plus représentatives des intérêts du capital. Seulement, en accélérant le cours de la révolution, en se mettant d'emblée sur les positions extrêmes du mouvement, le prolétariat avait gagné un statut politique, il était une force qu'on ne pouvait se contenter simplement d'écarter et en tant que tel il imprimait au gouvernement provisoire une physionomie qui aurait pu en faire autre chose qu'un pur et simple ministère bourgeois.

Le gouvernement provisoire issu des journées révolutionnaires de Février 1848 est un exemple du fait qu'un gouvernement, tout en conservant sa nature bourgeoise, peut parfois s'appuyer sur plusieurs classes, dont les intérêts ne sont pas compatibles entre elles. (1)

Avec le gouvernement provisoire de Février 48 on avait, représentées au pouvoir :

- La bourgeoisie comme classe (représentée par les républicains bourgeois du journal "Le National")
- La petite-bourgeoisie radicale, alliée du prolétariat (représentée par le journal "La Réforme")
- Le prolétariat (représenté par Albert, un ouvrier, et Louis Blanc).

A ce titre il était, comme le souligne Marx un "compromis entre les différentes classes qui avaient renversé ensemble le trône de Juillet, mais dont les intérêts s'opposaient avec hostilité."

Dans ces conditions, quels étaient les moyens de pression du prolétariat sur le gouvernement provisoire ?

- D'abord la présence, au sein de ce gouvernement de son allié, la petite-bourgeoisie radicale. Dans la perspective que nous avons vue, d'alliance des communistes avec d'autres partis ouvriers ou même démocratiques, le Manifeste disait, à propos de la France : "En France les communistes se rallient au parti démocrate-socialiste contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, tout en se réservant le droit de critiquer la phraséologie et les illusions léguées par la tradition révolutionnaire." Or justement ce parti, porté au pouvoir par le prolétariat n'eut de cesse de trahir les intérêts de celui-ci.

"Avant Février déjà, le parti socialiste démocrate comprenait deux fractions différentes, l'une formée de porte-paroles, députés, écrivains, avocats etc... avec son cortège non dénué d'importance de petits-bourgeois constituant le véritable parti de "La Réforme"; l'autre formée de la masse des ouvriers de Paris qui, en aucun

---

(1) Un autre exemple dramatique en est l'Etat russe en 1921, où le processus d'involution de la révolution russe a conduit l'Etat prolétarien à régresser en un "Etat ouvrier et paysan", c'est-à-dire un Etat qui s'appuie sur plusieurs classes, le prolétariat continuant toujours à participer au gouvernement d'un Etat qui a perdu son caractère prolétarien.

cas, ne suivaient purement et simplement les premiers mais étaient au contraire des alliés très méfiants qui tantôt se rapprochaient d'eux de très près, tantôt s' éloignaient très loin d'eux, suivant que les gens de la Réforme avaient une attitude résolue ou hésitante. Au cours des derniers mois de la monarchie, la Réforme, par suite de sa polémique avec le National, avait pris des positions résolues, et ses rapports avec les ouvriers étaient très intimes.

Les gens de la Réforme entrèrent donc au gouvernement provisoire aussi comme représentants du prolétariat." (Engels. Décembre 1848)

-Ensuite la présence d'un représentant ouvrier (Albert). Mais celui-ci n'était pas désigné comme représentant d'un parti prolétarien (bien qu'il fit partie des conjurations ouvrières) mais plutôt comme une caution. On était par là obligé de reconnaître le rôle du prolétariat dans l'insurrection de Février, mais on voulait à tout prix minimiser son rôle au sein du gouvernement provisoire (1).

-Enfin et surtout la force armée du prolétariat dans la rue, son organisation dans les clubs etc...

Engels souligne (en Déc 1848) que grâce à cette pression, on pouvait en Février "remporter une victoire complète" à condition que les représentants des intérêts du prolétariat au sein du gouvernement provisoire mènent une véritable politique révolutionnaire, et non la politique de trahison qu'ils menèrent.

En fait le prolétariat formait, réellement, une force beaucoup plus importante que ne l'était sa représentation au gouvernement provisoire. Seulement cette révolution, il ne l'avait pas encore faite pour son propre compte, mais pour le compte de la bourgeoisie. Le gouvernement bourgeois qui sortit de la révolution bourgeoise de Février, gouvernement nécessairement hétéroclite, était donc un gouvernement bourgeois à participation ouvrière. Or loin de favoriser la radicalisation de ce gouvernement, ce fait permit de paralyser le prolétariat, de le prendre en otages, car il croyait que le gouvernement provisoire était son gouvernement, alors qu'en tant que gouvernement majoritairement bourgeois, celui-ci régnait déjà contre le prolétariat.

"Après la victoire commune, il se pourrait que l'on nous offre quelques sièges au gouvernement - mais toujours en minorité. Cela est le plus grand danger (pour la lutte ultérieure contre la petite-bourgeoisie, en juin 1848 par exemple). Après Février 1848, les démocrates socialistes français -La Réforme, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Flocon etc... - ont commis la faute d'accepter de pareils sièges. Minorité au gouvernement des républicains purs (National, Marrast, Bastide, Marie), ils ont partagé volontairement la responsabilité de toutes les infamies votées et commises par la majorité, de toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. En pendant que tout cela

---

(1) Engels souligne que, attirées par le communisme, les conjurations ouvrières ne pouvaient que se heurter à la petite-bourgeoisie, "C'est ainsi que dès la révolution de Février surgit l'opposition, des conjurations ouvrières, représentées par Albert, aux gens de La Réforme, opposition qui se reproduisit bientôt dans le gouvernement provisoire." (Nouvelle Gazette Rhénane Avril 1850)

se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence au gouvernement de ces messieurs qui prétendaient l'y représenter."

(Engels à Turati 26.01.1894)

2.2.3.2.4. On fit semblant de croire que le prolétariat pouvait participer au gouvernement provisoire comme une catégorie propre de la société bourgeoise, et qu'il n'avait pas d'intérêts historiques à faire valoir. C'est pourquoi on lui confia le "Ministère du Travail". Au prolétariat la gestion du "Travail", puisque c'est lui qui l'accomplit. A la bourgeoisie les ministères sérieux : Finances, Intérieur, commerce, justice etc... qui comme dit Marx, constituaient les rênes du pouvoir réel.

"C'est de concert avec la bourgeoisie que les ouvriers avaient fait la révolution de Février. C'est aux cotés de la bourgeoisie qu'ils cherchèrent à faire prévaloir leurs intérêts, de même que c'était à côté de la majorité bourgeoisie qu'ils avaient installé un ouvrier dans le gouvernement provisoire même. Organisation du Travail, mais c'est le salariat qui est l'organisation bourgeoise actuellement existante du travail. Sans lui, point de capital, point de bourgeoisie, point de société bourgeoise. Un ministère spécial du Travail! Mais les ministères des Finances, du commerce et des travaux publics ne sont-ils pas les ministères du travail bourgeois ? A côté d'eux, un ministère du travail prolétarien ne pouvait être qu'un ministère de l'impuissance, un ministère des vains désirs, une commission du Luxembourg." (id. p.49)

Autrement dit, le prolétariat, quoique représenté au gouvernement provisoire (ou peut-être même à cause de cela) se trouvait placé devant une contradiction insoluble. Toute revendication de ses intérêts historiques, qui sorte du cadre de son "ministère du travail", se heurtait à l'âme bourgeoise du gouvernement provisoire, en même temps renoncer à exprimer ces revendications, c'était renier l'âme révolutionnaire du prolétariat. La contradiction se résoudra par l'expulsion du gouvernement (après l'élection de la Chambre bourgeoise le 4 mai), puis par le massacre de juin.

Si bien qu'au lieu d'avoir une radicalisation du gouvernement provisoire, le prolétariat poussant en avant la petite-bourgeoisie, et elle-même évinçant la bourgeoisie libérale, et ainsi de suite jusqu'à l'arrivée au pouvoir du "parti le plus extrême", c'est-à-dire du parti du prolétariat, qui se serait individualisé au cours du processus de révolution permanente, on eut exactement l'inverse, cours descendant de la révolution jusqu'au coup d'Etat du 2 Déc 1851.

L'expérience de Février 1848 montre qu'un gouvernement peut, à un moment donné reposer sur plusieurs classes aux intérêts différents, voire opposés. Ici la base sociale de ce gouvernement était à la fois bourgeoise, petite-bourgeoise et ouvrière. De même en URSS après 1921, lorsque se produit l'involution de la révolution prolétarienne, l'Etat cesse d'être purement prolétarien, en d'autres termes de s'appuyer exclusivement sur le prolétariat, pour s'appuyer sur deux classes : prolétariat et paysannerie.

2.2.3.2.5. En tant que telle, la Commission du Luxembourg ne pouvait incarner les intérêts réels de la classe prolétarienne tant que ceux-ci coexistaient avec les intérêts bourgeois. C'est pourquoi l'activité de la commission du Luxembourg se cantonna dans la

la sphère revendicative; mais même là, la formidable pression du prolétariat permit d'obtenir des réformes importantes que le cours ordinaire de la lutte des classes n'avait pas pu mettre à l'ordre du jour. De même que sur le plan politique 1848 représente l'aboutissement du réveil prolétarien des années 1830, lorsque la classe ouvrière renouait avec son passé et ses traditions révolutionnaires, de même sur le plan social, c'était là l'occasion de faire aboutir toutes les revendications accumulées depuis une décennie. En 1840 avaient eu lieu de grandes grèves corporatistes et les revendications avancées alors, concernant la protection et la législation du travail furent obtenues en 1848, mais pour quelques semaines seulement.

Le prolétariat obtint du gouvernement provisoire la limitation de la journée de travail à 10 heures, y compris pour les ouvriers adultes. C'était plus que n'en avaient pu obtenir même les chartistes anglais avec leur formidable puissance de lutte dans le pays capitaliste le plus avancé du monde (en Angleterre la journée de 10 heures n'avait pu être obtenue que pour les femmes et les enfants); les ouvriers obtinrent également une réglementation du travail des ouvriers boulangers; leur éligibilité aux conseils de prud'hommes; la reconnaissance des droits syndicaux (formation de corporations, associations, sociétés de secours mutuels etc...); la fixation d'un salaire minimum.

La commission du Luxembourg se posa en arbitre de nombreux conflits locaux et permit la signature de nombreuses conventions au sein des branches entre patrons et ouvriers, reconnaissant le salaire minimum etc...

"De même que dans les journées de Juillet, les ouvriers avaient arraché par la lutte la monarchie bourgeoise, dans les journées de Février ce fut la république bourgeoise. De même que la monarchie de juillet fut forcée de se présenter comme une monarchie entourée d'institutions républicaines, de même la République de Février dut se déclarer une République entourée d'institutions sociales. Le prolétariat parisien imposa également cette concession."

(Luttes de classes...p.47)

2.2.3.2.6. Néanmoins la commission du Luxembourg se voyait privée de tout pouvoir. Pressés par la rue, les bourgeois reconnaissaient des mesures sociales qu'ils se promettaient bien d'annuler en temps voulu, mais pour le reste la création de la commission du Luxembourg correspondait au souhait d'écartier et de séparer du gouvernement provisoire tout élément socialiste de quelque nature que ce soit.

"A regret et après de longs débats, le Gouvernement provisoire nomma une commission spéciale permanente chargée de rechercher les moyens d'améliorer la condition des classes laborieuses! Cette commission fut formée de délégués des corporations de métiers de Paris et présidée par Louis Blanc et Albert. On lui assigna le Luxembourg comme salle de séance. De cette façon, les représentants de la classe ouvrière étaient bannis du siège du gouvernement provisoire, la partie bourgeoise de celui-ci conservait dans ses seules mains le pouvoir d'Etat réel et les rênes de l'administration, et à côté des ministères des Finances, du Commerce, des Travaux publics, à côté de la Banque et de la Bourse, s'élevait une synagogue socialiste dont les grands prêtres, Louis Blanc et Albert avaient

pour tâche de découvrir la terre promise, de proclamer le nouvel évangile et d'occuper le prolétariat parisien. A la différence de tout pouvoir d'Etat ordinaire, ils ne disposaient d'aucun budget, d'aucun pouvoir exécutif. C'est avec leur tête qu'ils devaient renverser les piliers de la société bourgeoise. Tandis que le Luxembourg cherchait la pierre philosophale, on frappait à l'Hotel de Ville la monnaie ayant cours.

Et cependant, les revendications du prolétariat parisien, dans la mesure où elles dépassaient le républicain bourgeois, ne pouvaient acquérir d'autre existence que la vie nébuleuse du Luxembourg."

(Luttes de classes p.48)

2.2.3.2.7. La grande force du prolétariat parisien, sa force réelle, son organisation, résidait dans les clubs. Sitôt reconnu le droit d'association et d'organisation, les ouvriers formèrent des clubs où étaient débattus les principes de l'organisation socialiste de la société, mais qui étaient aussid es lieux de regroupement et d'organisation pour la lutte révolutionnaire.

Parmi ces clubs, celui de Blanqui élaborait un véritable programme révolutionnaire réclamant entre autres la liberté de la presse, la liberté de réunion et d'association, le remplacement de la magistrature, la suppression des lois contre les coalitions ouvrière, et surtout l'armement des ouvriers comme garantie contre toute menace contre-révolutionnaire. De même Blanqui exhorte à prendre des mesures radicales sur le crédit pour annihiler l'influence de l'aristocratie financière. Pour cette raison, Blanqui et ses partisans, les "communistes révolutionnaires", furent définis plus tard par Marx comme "les véritables chefs du parti prolétarien." Blanqui se montre également à même de prévoir la forme que prendra le cours de la contre-révolution, chaque fraction faisant alliance avec une fraction plus réactionnaire qu'elle, par crainte du prolétariat, jusqu'à la victoire totale de la contre-révolution...

Les ennemis de la révolution...

"...s'allieront d'abord aux révolutionnaires de la Réforme, contre les socialistes, puis aux politiques du National contre les révolutionnaires de la Réforme; les libéraux du Siècle leur serviront au besoin contre les girondins du National, jusqu'à ce qu'ils finissent par les emporter eux-mêmes dans le flot de toutes les haines absolutistes." (Blanqui. Cité par Dommanget : "Auguste Blanqui et la révolution de 1848" p.7)

2.2.3.2.8. Rapidement, l'activité révolutionnaire du prolétariat ne pouvait que se heurter à la volonté bourgeoise de stabiliser le cours révolutionnaire. Désunies sur la question de leur représentation politique, les fractions bourgeoises se retrouvaient unies pour nier au prolétariat sa propre existence politique. Dès Février toute leur activité vise à désarmer le prolétariat et à l'anéantir politiquement. C'est pourquoi, au cours des mois qui précèdent Juin, la bourgeoisie favorisa une série de manoeuvres destinées à s'assurer la supériorité dans le combat qui s'annonçait inéluctable. Dans ce premier temps il fallait désarmer le prolétariat, ce que la bourgeoisie réalisa en partie par la création d'une garde mobile, distincte de la garde nationale, composée essentiellement de sous-prolétaires, 24 000 hommes jeunes et enthousiastes, achetés et dévoyés par le gouvernement. Là encore, tout comme il entretenait des illusions sur la République, sur sa nature et sur ses fins, le proléta-

-riat entretenait des illusions sur cette milice, pensant qu'il s'agissait de son armée, alors que cette armée était constituée contre le prolétariat.

Dans un deuxième temps, en caricaturant le projet de Louis Blanc, on constitua des "ateliers nationaux" qui n'étaient rien d'autre que des bagnes pour chômeurs, des "workhouses en plein air". Mais tandis que la bourgeoisie espérait, grâce à cette mesure s'être constitué un corps d'ouvriers à sa solde, elle avait au contraire rassemblé les futurs soldats de Juin, et ces "ateliers nationaux" ne tardèrent pas à exciter toute la haine de la réaction, non pas tant pour ce qu'ils incarnaient réellement, que pour ce que leur titre était censé représenter : l'organisation socialiste du prolétariat.

2.2.3.2.9. L'individualisation des deux camps ennemis, qui culminera en Juin, s'effectue en plusieurs temps.

Le 17 Mars 1848 eut lieu une grande manifestation du prolétariat parisien.

"La manifestation avait à l'origine pour but de ramener le gouvernement provisoire dans la voie de la révolution, d'obtenir, selon les circonstances, l'exclusion de ses membres bourgeois, et d'exiger l'ajournement de la date des élections à l'Assemblée Nationale et à la garde nationale."

(Luttes de classes...p.61)

Là encore Blanqui se place à l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat parisien. L'enjeu immédiat - le report de la date des élections - était en fait la question de l'avenir de la révolution. Pour Blanqui, la tenue immédiate d'élections impliquait nécessairement la victoire de la bourgeoisie, compte tenu, d'une part de l'immense décalage entre Paris et la province, c'est-à-dire la grande majorité de la nation, et d'autre part du manque d'éducation politique d'une classe ouvrière qui venait tout juste de s'éveiller à la vie politique avec l'obtention du suffrage universel.

Mais dans l'esprit de Blanqui, cet ajournement était tout autre chose qu'une temporisation. Il prévoyait l'ajournement indéfini des élections, durant une période que l'on mettrait à profit pour extirper toutes les influences de l'ancien régime et favoriser l'éducation politique de la classe ouvrière. Faute de cette période d'intense préparation révolutionnaire, le suffrage universel ne saurait être qu'une duperie. On convoque, disait Blanqui, le peuple à un tribunal où il n'a jamais pu entendre qu'une seule plaidoirie : celle de la bourgeoisie, celle de la contre-révolution.

"Jamais ils (les ouvriers NDR) ne remonteront du fond de ce trou, si on ne commence par en abattre les escarpements. Telle doit être l'oeuvre préalable d'une révolution et c'est ce travail précisément qu'empêche l'élection immédiate d'une Assemblée, le lendemain d'une victoire républicaine, parceque cette assemblée ne peut être que l'image et bientôt la restauration du régime renversé. On a déjà recommencé deux ou trois fois l'expérience, et on la recommencerait trente, quarante fois, qu'elle amènerait invariablement le même résultat."

(Blanqui. 1870)

Pour cela, Blanqui réclame du gouvernement provisoire la réalisation immédiate d'un certain nombre de mesures qui permettront la continuation et la radicalisation du cours révolutionnaire. La pre-

mière d'entre elles est précisément la seule qui pourrait obliger un gouvernement provisoire représentant les intérêts de la bourgeoisie, mais avec en son sein une représentation de la petite-bourgeoisie s'appuyant sur le prolétariat à travailler à l'extension de la révolution : l'armement des ouvriers. Ainsi la dictature prévue par Blanqui en 1848 prend donc la forme suivante : la masse des ouvriers en armes oblige le gouvernement républicain à prendre des mesures révolutionnaires destinées à élargir l'influence de la révolution processus à l'issue duquel le prolétariat pourra se poser, avec quelque chance de succès, comme le véritable protagoniste de la révolution, au moyen du suffrage universel, soutenu par la masse armée.

C'est pourquoi Marx qualifie le socialisme de Blanqui de "déclaration permanente de la révolution. Parmi les autres mesures réclamées du gouvernement provisoire, on peut noter : la liberté complète et illimitée de la presse; la liberté entière de "circulation des oeuvres de la pensée"; abolition de toutes les limitations au droit d'association et de réunion; déchéance de la magistrature assise et debout; suppression des articles et lois spéciales contre les coalitions ouvrières. Blanqui n'hésite pas à qualifier cette période et ces mesures de "dictature". Formulée de manière encore confuse en 1848, cette revendication sera confirmée par la suite :

"Un an de dictature parisienne en 1848 aurait épargné à la France et à l'histoire le quart de siècle qui touche à son terme. S'il en faut 10 ans cette fois-ci, qu'on n'hésite pas."(Blanqui 1870)

2.2.3.2.10. Or les autres forces qui participaient à la manifestation du 17 mars ne réclamaient qu'un report de 2 mois des élections; c'est-à-dire qu'elles agissaient dans un esprit tout à fait différent. De plus, la bourgeoisie ayant manifesté le 16 mars contre le gouvernement provisoire, le prolétariat crut bon de voler au secours de ce dernier.

"Et le 17 mars, le peuple fut contraint de crier : Vive Ledru-Rollin ! Vive le gouvernement provisoire ! Il fut contraint de prendre contre la bourgeoisie le parti de la république bourgeoise dont l'existence lui semblait remise en question. Il consolida le gouvernement au lieu de le soumettre. Le 17 mars tourna au mélodrame, et le prolétariat de Paris ayant exhibé, une fois de plus, ce jour-là, son corps gigantesque, la bourgeoisie, au-dedans et au-dehors du gouvernement provisoire n'en fut que plus résolue à le briser."  
(Luttes de classes p.61)

Le 16 Avril par contre, ce fut la bourgeoisie qui, contre une prétendue insurrection communiste, rassembla 100 000 hommes armés pour défendre le gouvernement provisoire.

2.2.3.2.11. Comme prévu, l'Assemblée Nationale élue en mai 1848 au suffrage universel consacra la suprématie électorale, non du Paris ouvrier révolutionnaire, mais de la France rurale conservatrice. Ce fut une chambre où les républicains bourgeois régnaient en maîtres, l'opposition petite-bourgeoise (qualifiée par Marx de "social-démocrate") y étant représentée par La montagne. Désireuse de consolider son pouvoir, tant au gouvernement provisoire qu'à l'Assemblée, la bourgeoisie républicaine devait forcément éliminer le prolétariat et ses revendications.

"Nous avons vu que la république de Février n'était, en réalité, et ne pouvait être qu'une République bourgeoise, que, d'autre part, le Gouvernement provisoire, sous la pression directe du prolétariat fut obligée de la proclamer une République pourvue d'institutions sociales, que le prolétariat parisien était encore incapable d'aller au-delà de la République bourgeoise autrement qu'en idée en imagination, que partout où il passait réellement à l'action, c'était au service de cette dernière qu'il agissait; que les promesses qui lui avaient été faites devenaient un danger insupportable pour la nouvelle république et que toute l'existence du gouvernement provisoire se réduisait à une lutte continuelle contre les revendications du prolétariat.

Dans l'Assemblée Nationale, c'était la France tout entière qui s'élevait en juge du prolétariat parisien. Elle rompit aussitôt avec les illusions sociales de la révolution de Février, elle proclama carrément la République bourgeoise et rien que la République bourgeoise. Elle exclut aussitôt de la commission exécutive qu'elle nomma, les représentants du prolétariat : Louis Blanc et Albert; elle rejeta la proposition d'un ministère spécial du Travail, elle accueillit par une tempête d'applaudissements la déclaration du ministre Trélat : "Il ne s'agit plus que de ramener le travail à ses anciennes conditions."

Mais tout cela ne suffisait pas. La république de Février fut conquise par les ouvriers avec l'aide passive de la bourgeoisie. Les prolétaires se considéraient à bon droit comme les vainqueurs de Février et ils avaient les prétentions arrogantes du vainqueur. Il fallait qu'ils fussent vaincus dans la rue, il fallait leur montrer qu'ils succombaient dès qu'ils luttaient non avec la bourgeoisie mais contre elles. De même que la République de Février, avec ses concessions socialistes nécessita une bataille du prolétariat uni à la bourgeoisie contre la royauté, de même une seconde bataille était nécessaire pour détacher la République de ses concessions socialistes pour mettre en relief la République bourgeoise, détenant officiellement le pouvoir. C'est les armes à la main qu'il fallait que la bourgeoisie réfutât les revendications du prolétariat. Et le véritable lieu de naissance de la République bourgeoise n'est pas la victoire de Février, c'est la défaite de Juin."

(Luttes de classes en France. Pp.63-64)

2.2.3.2.12. C'est encore dans le club de Blanqui que s'élaborait la critique la plus radicale de la république bourgeoise. Celle-ci était reconnue pour ce qu'elle était : la dictature de la classe bourgeoise dissimulée sous les grands mots trompeurs de liberté, égalité, fraternité.

Mais : "Il n'y a pas de liberté quand on manque de pain. Il n'y a pas d'égalité quand l'opulence s'étale au côté de la misère. Il n'y a pas de fraternité quand l'ouvrier se traine avec ses enfants affamés aux portes des palais."  
(Blanqui. Cité par Dommanget p.92)

De même le club de Blanqui, qui invitait toutes les sociétés ouvrières partageant ce point de vue à se regrouper, précisait qu'on n'attendait pas de la forme républicaine en soi l'abolition de l'oppression, mais qu'il fallait faire disparaître "la dernière forme de l'esclavage, le prolétariat." (id.p.93)

Mais il fallait pour cela entamer un autre combat, que le prolétariat, sur la défensive, n'était pas en état de mener à bien.

"Vainement, le prolétariat parisien, qui se rendit immédiatement compte du caractère de cette Assemblée Nationale, tenta, quelques jours après sa réunion, de lui dénier par la violence le droit à l'existence, de la dissoudre, de disperser à nouveau en ses différents éléments constitutifs l'organisme au moyen duquel le menaçait l'esprit de réaction de la nation. Comme l'on sait le 15 mai n'eut d'autre résultat que d'éloigner de la scène publique (...) Blanqui et ses partisans, les communistes révolutionnaires, c'est-à-dire les véritables chefs du parti prolétarien."  
(18 Brumaire p.23)

2.2.3.2.13. Le 22 Juin, le prolétariat répond par l'insurrection, "la formidable insurrection où fut livrée la première grande bataille entre les deux classes de la société moderne. C'était une lutte pour le maintien ou l'anéantissement de l'ordre bourgeois. Le voile qui cachait la République se déchirait." (Luttes de classes...p.65)

Comme l'écrivait au moment même de l'insurrection la Nouvelle Gazette Rhénane, à la belle révolution de Février, toute empreinte de fraternité, essentiellement dirigée contre UNE des formes de la domination bourgeoise (monarchie constitutionnelle), pleine de phrases révolutionnaires maniées par toutes les classes de la société, succédait la révolution hideuse, parcequ'elle était celle du SEUL prolétariat affrontant toutes les classes de la société pour la destruction de l'ordre bourgeois et de sa forme de domination politique la plus achevée : la république démocratique. Loin de défendre un ordre contre un autre, la révolution de Juin attaquait l'ordre tout court : l'ordre bourgeois, l'ordre de l'esclavage salarié. Attaquer cet ordre c'était attaquer toute la bourgeoisie, communiant toutes fractions confondues dans le massacre du prolétariat parisien, car l'expression véritable, authentique, prosaïque de la fraternité bourgeoise, c'est la guerre civile. Dès le 24 Juin Engels notait que pas un seul des républicains du National ou de la Réforme ne se situait du côté des insurgés, que tous les combattants non prolétariens de Février tiraient sur le prolétariat en Juin, et que même les élèves de l'Ecole de Médecine refusaient les soins à ceux qui osaient tomber non pour abattre une couronne, mais pour abattre la propriété privée !

2.2.3.2.14. De même que le prolétariat avait forcé la bourgeoisie à se présenter pour ce qu'elle était et à s'unifier contre le prolétariat, l'attaque frontale de la bourgeoisie contre lui contribua à lui faire perdre ses illusions, à opposer sa solution classiste à la dictature républicaine bourgeoise : dictature du prolétariat !

"Ce fut la bourgeoisie qui contraignit le prolétariat de Paris à l'insurrection de Juin. De là son arrêt de condamnation. Ses besoins immédiats avoués ne le poussaient pas à vouloir obtenir par la violence le renversement de la bourgeoisie, il n'était pas encore de taille à accomplir cette tâche. Force fut au Moniteur de lui apprendre officiellement que le temps n'était plus où la République jugeait à propos de rendre les honneurs à ses illusions, et seule la défaite le convainquit de cette vérité que la plus infime amélioration de sa situation reste une utopie au sein de la république bourgeoise, utopie qui se change en crime dès qu'elle veut se réaliser. A ses revendica-

tions, outrées par la forme, puériles par le contenu et par là-même encore bourgeoises, dont il voulait arracher la concession à la révolution de Février, se substitua l'audacieux mot d'ordre de lutte révolutionnaire : renversement de la bourgeoisie ! Dictature de la classe ouvrière !"  
(Luttes de classes. p.67)

2.2.3.2.15. La bataille de Juin, dans laquelle la bourgeoisie engagea 50.000 hommes et des moyens de répression gigantesques, restera comme l'un des grands moments d'enseignement militaire dans l'histoire du prolétariat mondial. Ces enseignements, Engels les tirait dans sa préface (ô combien falsifiée et trahie !) de 1895 aux "Luttes de classes en France", un texte si peu pacifiste qu'il fallut la plus grossière des falsifications pour que les dirigeants réformistes de la social-démocratie puissent en faire le manifeste de l'abandon de la lutte militaire et de la guerre révolutionnaire.

Ainsi les Bernstein et consorts rééditaient à 50 ans de distance l'infecte trahison des démocrates républicains vis-à-vis du prolétariat. Au lieu de revendiquer cette lutte comme prélude à toutes les luttes futures du prolétariat, ils assassinaient une deuxième fois les combattants de juin.

En effet, ce que le combat de Juin a définitivement mis en lumière, c'est qu'une insurrection est condamnée si elle n'est pas organisée et si elle ne suit pas un plan révolutionnaire.  
L'INSURRECTION EST UN ART.

Ainsi, dans un des passages biffés par la petite-bourgeoisie social-démocrate apeurée, Engels écrivait :

"Cela veut-il dire qu'à l'avenir le combat de rues ne jouera plus aucun rôle ? pas du tout. Cela veut dire seulement que les conditions depuis 1848 sont devenues beaucoup moins favorables pour les combattants civils et beaucoup plus favorables pour les troupes. Un combat de rues ne peut donc à l'avenir être victorieux que si cette infériorité de situation est compensée par d'autres facteurs. Aussi, se produira-t-il plus rarement au début d'une grande révolution qu'au cours du développement de celle-ci, et il faudra l'entreprendre avec des forces plus grandes. Mais alors celles-ci, comme dans toute la révolution française, le 4 Septembre et le 31 Octobre 1870 à Paris, préféreront sans doute l'attaque ouverte à la tactique passive de la barricade."

Autrement dit, l'impossibilité relative de l'émeute spontanée, ne fait que mettre à l'ordre du jour la question militaire dont le parti du prolétariat doit prévoir la solution bien avant d'engager le combat avec l'ennemi de classe.

Il est significatif que Engels, rédacteur de l'authentique préface de 1895 se retrouve, à l'opposé de sa caricature légaliste et pacifiste proposée par les réformistes, en parfaite conformité avec...Blanqui, leur bête noire !

Ce dernier notait en effet le caractère désastreux du manque d'organisation et de direction du soulèvement de Juin. Les barricades élevées complètement au petit bonheur ne devaient leur efficacité qu'au seul hasard. Les défenseurs, fidèles jusqu'au bout à leur poste de combat, quartier par quartier, rue par rue, ne se portaient pas au secours des barricades attaquées. Sans plan d'ensemble, ils attendaient patiemment, en buvant et en fumant, avec un courage

admirable, l'attaque de leur barricade. Braves, mais indisciplinés, ils succombaient les uns après les autres aux assauts donnés par la troupe, infiniment plus nombreuse et mieux armée. Et Blanqui, après avoir décrit ce tableau, jette les bases d'une future doctrine militaire du prolétariat.

" Dans les rangs populaires (...) on se bat pour une idée. Là, on ne trouve que des volontaires et leur mobile est l'enthousiasme, non la peur. Supérieurs à l'adversaire par le dévouement, ils le sont bien plus encore par l'intelligence. Ils l'emportent sur lui, dans l'ordre moral et même physique, par la conviction, la vigueur, la fertilité des ressources, la vitalité du corps et de l'esprit. Ils ont la tête et le coeur. Nulle troupe au monde n'égale ces hommes d'élite. Que leur manque-t-il donc pour convaincre ? Il leur manque l'unité et l'ensemble qui fécondent, en les faisant concourir au même but, toutes ces qualités que l'isolement frappe d'impuissance. Il leur manque l'organisation. Sans elle, aucune chance. L'organisation c'est la victoire; l'éparpillement c'est la mort.(...)

Une organisation militaire, surtout quand il faut l'improviser sur le champ de bataille, n'est pas une petite affaire pour notre parti. Elle suppose un commandement en chef et, jusqu'à un certain point, la série habituelle des officiers de tout grade.

(...)

Les cadres manquent pour former une armée ? Eh bien, il faut en improviser sur le terrain même pendant l'action. Le peuple de Paris fournira les éléments, anciens soldats, ex-gardes nationaux. Leur rareté obligera à réduire à un minimum le chiffre des officiers et sous-officiers; il n'importe, le zèle, l'ardeur, l'intelligence des volontaires compenseront ce déficit. L'essentiel c'est de s'organiser à quelque prix que ce soit. Plus de ces soulèvements tumultueux à dix mille têtes isolées, agissant au hasard, en désordre, sans nulle pensée d'ensemble, chacun dans son coin et selon sa fantaisie, plus de ces barricades à tort et à travers, qui gaspillent le temps, encombrant les rues et entravent la circulation nécessaire à un parti comme à l'autre. Le républicain doit avoir la liberté de ses mouvements aussi bien que les troupes."  
(Blanqui. La leçon de la révolution de 1848)

2.2.3.2.16. Avec la défaite de juin 1848, le prolétariat est éliminé de la scène comme force militaire, mais non encore comme force politique et entre autres choses, il participera, avec sa stratégie propre; à tous les épisodes ultérieurs où s'accomplira le cours contre-révolutionnaire.

"Cette défaite rejeta le prolétariat à l'arrière-plan de la scène révolutionnaire. Il s'efforça de reprendre sa place en avant chaque fois que le mouvement sembla prendre un nouvel élan, mais chaque fois avec une énergie diminuée et un résultat plus faible. Dès que l'une des couches sociales placées au-dessus de lui entre en fermentation révolutionnaire, le prolétariat conclut une alliance avec elle et partage ainsi toutes les défaites que subissent les uns après les autres les différents partis. Mais ces coups successifs s'affaiblissent de plus en plus à mesure qu'ils se répartissent davantage sur toutes les couches de la société. Ses principaux chefs à l'Assemblée

nationale et dans la presse sont, les uns après les autres livrés aux tribunaux et remplacés par des figures de plus en plus équivoques. Pour une part il se jette dans des expériences doctrinaires, banques d'échange et associations (1) ouvrières, c'est-à-dire dans un mouvement où il renonce à transformer le vieux monde par les grands moyens qui lui sont propres mais cherche, tout au contraire, à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire dans le dos de la société, de façon privée, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence, et par conséquent, échoue nécessairement. Il semble ne pouvoir ni retrouver en lui-même la grandeur révolutionnaire, ni puiser, dans les alliances nouvelles conclues par lui, une énergie nouvelle jusqu'à ce que toutes les classes contre lesquelles il a combattu en juin, gisent sur le sol à ses côtés. Mais, du moins, il succombe avec les honneurs de la grande lutte historique."  
(18 Brumaire... p.24)

2.2.3.2.17. Comme nous l'avons vu précédemment, une fois le prolétariat battu, il revint à la petite-bourgeoisie d'incarner les espérances révolutionnaires et de mener la lutte contre la grande bourgeoisie. Mais comme nous l'avons vu également, cette lutte, qui culmina avec l'épisode du 13 Juin 1849, pouvait être menée par la petite-bourgeoisie, elle ne pouvait pas être gagnée par elle.

Car "la force du parti prolétarien était dans la rue, celle de la petite bourgeoisie au sein de l'Assemblée nationale elle-même." La petite bourgeoisie fut donc incapable de choisir l'unique voie susceptible de lui donner la victoire : celle de l'insurrection. En utilisant les forces du prolétariat, la petite-bourgeoisie craignait de redonner vie au géant à terre, et de mettre en branle des forces dont elle perdrait le contrôle. De son côté, le prolétariat refusait de se battre à nouveau pour le compte d'autrui. Il exigea de la Montagne qu'elle engage le combat et qu'elle se compromette, afin de ne pas le laisser faire seul les frais de l'insurrection.

"Pendant tout le 13 Juin, le prolétariat conserva cette attitude d'observation sceptique et il attendit un corps à corps inévitable engagé sérieusement, sans retour entre la garde nationale et l'armée pour se jeter alors dans la bataille et pousser rapidement la révolution par-delà le but petit-bourgeois qu'on lui assignait. En cas de victoire, on avait déjà constitué la Commune prolétarienne à mettre à côté du gouvernement officiel. Les ouvriers parisiens avaient appris à l'école sanglante de Juin 48."  
(Luttes de classes...p.117)

Mais, de lui-même, le prolétariat parisien, décimé par la répression, épuisé par les massacres de Juin, victime du choléra,

(1) La défaite de Juin brisa en effet le processus de transcroissance au cours duquel le prolétariat pouvait passer de la lutte pour des objectifs bourgeois à la lutte pour ses propres objectifs. Sa conscience de la lutte à mener n'en fut obscurcie et il y eut un regain des sectes, sociétés secrètes etc... qui toutes disposaient de leur recette pour pallier à l'insuffisance du prolétariat. Par exemple Proudhon fit en juillet 1848 devant l'assemblée nationale déchainée un discours qui, pour être courageux, n'en était pas moins un pur et simple exposé abstrait du système socialiste idéal, et non une contribution à la mobilisation du prolétariat sur des bases de classe.

ne pouvait engager un combat que la petite-bourgeoisie désertait. Il se tenait prêt à appuyer la petite-bourgeoisie et surtout à imposer ses propres mots d'ordre, dès que celle-ci aurait vaincu. Alors que l'insurrection de juin avait démarré sans préparation, cette fois-ci un organe prolétarien était déjà prêt à assurer le pouvoird pour lui-même.

La défaillance de la petite-bourgeoisie, son incapacité à affronter, autrement qu'en paroles, l'ennemi bourgeois sur le terrain militaire firent complètement avorter le mouvement du 13 Juin 1849<sup>(1)</sup> surtout à Paris, car Lyon connut l'émeute. Ce faisant la petite-bourgeoisie se conduisait à la manière typique de sa classe : capable de faire le coup de feu contre le prolétariat lorsqu'elle croit les intérêts de la propriété menacés. Capable également de combattre la bourgeoisie après s'être ralliée sous la bannière du prolétariat. Mais dans tous les cas incapable d'impulser et de diriger à elle seule un grand mouvement historique.

2.2.3.2.18. Le cycle révolutionnaire de 1848 a projeté sur le devant de la scène toutes les classes de la société. Toutes les alliances possibles ont été contactées, puis rompues. Toutes les formes politiques possibles de la domination bourgeoise ont été épuisées. A son terme on pouvait croire que le cycle allait restaurer, dans toute sa pureté, l'antagonisme fondamental qui avait été tellement mystifié et voilé en Février : celui entre toutes les classes dominantes d'un côté, et de l'autre le prolétariat, à la tête de toutes les fractions révolutionnaires de la société (2).

La petite-bourgeoisie avait épuisé ses velléités révolutionnaires avant même qu'elle essaye de les réaliser.

La paysannerie, qui avait soutenu Bonaparte, découvrait, à travers la politique fiscale de ses ministres, l'unique signification que son règne avait pour eux : l'hypothèque et la ruine.

Ainsi, de même que les débuts de la révolution avaient soudé les différentes fractions de la bourgeoisie en un seul parti de l'ordre, c'est à la fin de la révolution que pouvait se produire une coalition des différents intérêts révolutionnaires en un seul parti de la révolution.

Cette perspective est ainsi décrite dans "Les luttes de classes en France ":

(1) Le motif immédiat de la journée du 13 Juin 1849 fut la protestation contre le bombardement de Rome par les troupes françaises et la violation de la constitution qui stipulait que l'armée française ne prendrait pas les armes contre un autre peuple.

(2) Comme nous l'avons vu, la perspective du parti communiste a été longtemps dominée par la prévision d'une reprise du cours révolutionnaire en 1852. Dans cette optique, l'épisode de Juin 1848, tout défavorable qu'il fut pour le prolétariat, n'était considéré que comme un coup d'arrêt momentané dont les effets négatifs seraient compensés par une réorganisation du prolétariat sur ses bases propres, ayant désormais perdu toutes ses illusions quant aux autres acteurs de la révolution. Ce n'est que dans la deuxième partie de l'année 1850 que -la révolution étant partout en reflux sur le champ européen - le parti commença à défendre -notamment contre le camp immédiatiste dans la Ligue des communistes - la thèse selon laquelle il fallait compter avec une longue phase de contre-révolution. Ceci explique les différences d'appréciation que l'on peut (./.)

"Nous avons vu peu à peu les paysans, les petits-bourgeois et les couches moyennes en général passer aux cotés du prolétariat, poussés à l'opposition ouverte contre la république officielle, traités en adversaire par celle-ci. Révolte contre la dictature bourgeoise, besoin d'une modification de la société, maintien des institutions démocratiques républicaines comme étant ses organes moteurs, groupement autour du prolétariat en tant que force révolutionnaire décisive - telles sont les caractéristiques communes de ce qu'on a appelé le parti de la social-démocratie, le parti de la république rouge. Ce parti de l'anarchie comme le baptisent ses adversaires, n'est pas moins que le parti de l'ordre une coalition d'intérêts différents. De la plus petite réforme de l'ancien désordre social jusqu'à la subversion de l'ancien ordre social, du libéralisme bourgeois jusqu'au terrorisme révolutionnaire, tels sont les lointains extrêmes qui constituent le point de départ et le point terminal du parti de "l'anarchie".  
(p.145)

La nature de ce parti social-démocrate est précisée dans le "18 Brumaire". Qualifié là de "prétendu parti social-démocrate" il est défini comme étant le fruit d'un rapprochement et d'une coalition d'intérêts entre la petite-bourgeoisie et le prolétariat.

"On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire et on leur donna une tournure démocratique. On enleva aux revendications démocratiques de la petite-bourgeoisie leur forme purement politique et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la social-démocratie."  
(p. 50)

Mais même si ce parti impliquait la soumission du prolétariat à la petite-bourgeoisie et son renoncement à une action politique autonome, il était perçu par la bourgeoisie comme parti révolutionnaire, du fait de la présence eu prolétariat en son sein, avec tout le poids du souvenir des batailles passées et de Juin 1848 en particulier. Si bien que la moindre action du prolétariat ou de la petite-bourgeoisie dressait à nouveau devant la bourgeoisie le spectre de la révolution sociale et la jetait toujours plus dans les bras de la contre-révolution.

2.2.3.2.19. Cependant les différentes fractions de ce parti social-démocrate n'expriment pas leurs intérêts de la même manière. Leur expression idéologique diffère. D'un côté la petite-bourgeoisie, qui se situe encore dans la logique du mode de production existant, et rêve son socialisme comme un système. Cette classe se tourne vers les expressions doctrinaires des utopistes, expressions qui n'ont

---

(suite de la note 2) noter dans les deux principales oeuvres communistes consacrées à cette période : Les luttes de classes en France et le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte. Dans la première (écrite début 1850), on considère que le prolétariat est encore capable d'initiative et de regrouper sous sa bannière l'opposition révolutionnaire, notamment lors des élections de Mai 1850. Par contre "Le 18 Brumaire" (écrit en 1852) montre que tout au long de cet épisode, c'est la petite-bourgeoisie qui a dominé politiquement, et que précisément pour cette raison, et le prolétariat et les autres classes qui pouvaient encore se mobiliser sur des bases révolutionnaires furent battues.

été prolétariennes que tant que le prolétariat n'était pas encore assez développé pour mener à bien sa critique de la société. De l'autre côté, le prolétariat qui forge sa propre doctrine, laquelle fournit en même temps la clé pour comprendre l'émancipation révolutionnaire de toutes les classes exploitées.

"Ainsi donc, pendant que l'utopie, le socialisme doctrinaire qui subordonne l'ensemble du mouvement à un de ses moments qui met à la place de la production commune, sociale, l'activité cérébrale du pédant individuel et dont la fantaisie supprime la lutte révolutionnaire des classes avec ses nécessités au moyen de petits artifices ou de grosses sentimentalités, pendant que ce socialisme doctrinaire qui se borne au fond à idéaliser la société actuelle, à en reproduire une image sans aucune ombre et qui veut faire triompher son idéal contre la réalité sociale, alors que le prolétariat laisse ce socialisme à la petite-bourgeoisie, alors que la lutte des différents systèmes entre eux fait ressortir chacun des prétendus systèmes comme le maintien prétentieux d'un de ces points de transition du bouleversement social contre l'autre point, le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui. Ce socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquelles elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales."

(id. p.47)

2.2.3.2.20. Durant toute cette période, ce n'est pourtant pas le prolétariat qui est maître du jeu, mais la petite-bourgeoisie. Les événements ont permis que les positions se cristallisent et que les camps se définissent. Ainsi le prolétariat se regroupe-t-il sur des objectifs clairs, débarrassés des illusions de Février. Mais au sein du parti démocrate, il est incapable d'occuper la position dominante qu'il aurait du conquérir après que la petite-bourgeoisie se soit ridiculisée le 13 Juin 1849.

Pourtant, même en recul, même perdant pied politiquement par rapport à la petite-bourgeoisie, le prolétariat s'avérait capable de terroriser l'ancienne société. C'est ainsi que la dernière grande bataille contre le prolétariat se livra à l'occasion des élections du 10 Mars 1850. Le parti rouge élit trois candidats dont l'un, Deflotte, par sa participation aux journées de Juin ressuscitait, aux yeux de la bourgeoisie, le spectre de l'insurrection.

"La petite-bourgeoisie parisienne, alliée au prolétariat, se vengeait ainsi de sa défaite du 13 Juin 1849. Le prolétariat semblait n'avoir disparu du théâtre de la lutte au moment du danger que pour y réapparaître à la première occasion favorable, avec des forces plus considérables, et avec un mot d'ordre plus audacieux. Une autre circonstance parut encore accroître le danger de cette victoire électorale. L'armée vota à Paris pour l'insurgé de Juin contre Lafitte, l'un des ministres de Bonaparte et, dans les départements, elle vota en majorité pour les monta-

gnards qui, là également, l'emportèrent sur leurs adversaires, quoique d'une façon moins nette qu'à Paris."  
(18 Brumaire p.69)

Mais tandis que Bonaparte "voyait subitement la révolution se dresser contre lui", et interrompait momentanément ses querelles avec le parti de l'ordre, la petite-bourgeoisie, à la tête du parti démocrate ne faisait que ruiner l'avantage que lui avait donné l'élection et saboter toute chance de reprise révolutionnaire.

"...au lieu de forcer l'adversaire à la lutte au moment où le peuple était plein d'enthousiasme et où l'état d'esprit dans l'armée était favorable, le parti démocrate fatigua Paris, pendant le mois de mars et d'avril par une nouvelle agitation électorale. Il laissa les passions populaires surexcitées se consumer ainsi dans ce nouvel intermède, l'énergie révolutionnaire se rassasier de succès constitutionnels et se dépenser en petites intrigues, en creuses déclamations et en une agitation illusoire. Il permit ainsi à la bourgeoisie de se regrouper et de prendre des mesures."  
(18 Brumaire. P.70)

En fait après l'échec du 13 Juin 1849, le prolétariat aurait du reprendre l'initiative et concentrer autour de lui les forces révolutionnaires en soulignant combien la petite-bourgeoisie s'était ridiculisée. Une telle position de force lui aurait permis d'exploiter la victoire électorale, de forcer le passage de l'action électorale à l'action révolutionnaire ("derrière les bulletins de vote il y a les pavés", écrivait Marx en 1850); au lieu de cela il laissa à la petite-bourgeoisie le soin de détourner la victoire dans un sens démocratique et légaliste.

Le prolétariat, en laissant passer cette occasion historique, montrait que la révolution avait véritablement achevé son cycle et qu'il ne faudrait pas compter sur une reprise du mouvement avant que les conditions historiques ne créent à nouveau une conjoncture favorable.

Surtout, après la crise de 1847-48, le capital retrouvait un nouveau cycle de prospérité, avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur l'activité révolutionnaire de la classe ouvrière. Lorsque le parti de l'ordre décida la suppression du suffrage universel, qu'il n'acceptait que tant qu'il ne risquait pas de le mettre en péril, la petite-bourgeoisie ne fut capable que de rodomontades indignées, et le prolétariat ne bougea pas.

"Nous avons vu comment, en mars et avril, les chefs démocrates avaient tout fait pour embarquer le peuple de Paris dans une lutte illusoire, et comment après le 8 MAi, ils firent tout leur possible pour le détourner de la lutte véritable. Il ne faut pas oublier, en outre, que l'année 1850 fut l'une des plus brillantes au point de vue de la prospérité industrielle et commerciale, et que, par conséquent, le prolétariat parisien était complètement occupé. Mais la loi électorale du 31 Mai 1850 l'excluait de toute participation au pouvoir politique. Elle le coupait du champ de bataille même. Elle rejetait les ouvriers dans la situation de parias qu'ils occupaient avant la révolution de Février. En se laissant diriger, devant un tel événement, par les démocrates, et en allant jusqu'à oublier l'intérêt révolutionnaire de leur classe pour un bien-être passager, les ouvriers renonçaient à l'honneur

d'être une classe conquérante, ils s'abandonnaient à leur sort, prouvant que la défaite de Juin 1848 les avait rendus, pour des années, impropres à la lutte, et que le processus historique devait de nouveau se poursuivre par-dessus leurs têtes."

(18 Brumaire. P.71. souligné par nous)

2.2.3.2.21. Pour que la contre-révolution s'accomplît, il restait encore une étape à franchir : celle qui allait frapper la bourgeoisie elle-même. Les fractions bourgeoises s'étaient servies de Bonaparte comme de l'élément neutre qui pouvait incarner leurs intérêts globaux indépendamment de leurs querelles de fractions. Or elle créa par la même occasion les conditions d'un antagonisme qui allait croissant. Face aux batailles parlementaires qui déchiraient de plus en plus la fraction parlementaire de la bourgeoisie, il revenait au seul Bonaparte d'incarner, pour la masse de la classe bourgeoise, les sacro-saints intérêts de l'ordre bourgeois. C'est pourquoi Bonaparte finit par s'attaquer au parti de l'ordre au nom de l'ordre lui-même.

La masse de la bourgeoisie en était arrivée au point où elle préférait renoncer à l'exercice direct de sa domination politique pourvu que la marche de ses affaires soit assurée. C'est pourquoi elle reconnut son sauveur dans le dictateur du 2 Décembre.

Louis-Napoléon liquida les restes de la République parlementaire qui, de toutes les façons avait accompli sa mission : détrôner la maison d'Orléans, assurer l'unification des fractions bourgeoises, réaliser la forme moderne de domination de la bourgeoisie, démontrer que la dictature de la bourgeoisie exige l'anéantissement politique du prolétariat.

Le prolétariat ne mena pas la lutte contre Bonaparte, car les coups assenés par celui-ci étaient avant tout dirigés contre les bourgeois qui eux-mêmes s'étaient chargés déjà de liquider tous les droits politiques et sociaux de la classe ouvrière. Les ouvriers n'avaient pas à choisir entre Bonaparte et la bourgeoisie, défendre un de leurs bourreaux contre un autre. Loin d'être de l'indifférentisme une telle position revient en fait à se demander quelle était la possibilité pour le prolétariat de défendre une position autonome dans ce conflit. Combattre contre Napoléon III, c'était contribuer à la restauration du parlement. S'affirmer d'emblée comme un parti avec un programme de gouvernement révolutionnaire, c'était réconcilier toutes les fractions sur le dos du prolétariat encore affaibli par la saignée de juin. Et enfin, là encore les conditions objectives nécessaires à une insurrection prolétarienne n'étaient pas réunies.

"Et enfin il y avait un fait qui, à lui seul, suffisait pour assurer Napoléon de la neutralité de la grande majorité de la classe ouvrière : les affaires étaient excellentes - et les anglais ne savent que trop bien qu'on ne peut pas mettre en oeuvre une campagne politique, ni à plus forte raison une révolution, lorsque la classe ouvrière est pleinement employée et payée."

(Engels. 1852)

2.2.3.2.22. Désarmé, privé de ses chefs, privé de toutes les possibilités d'expression politique, parlementaire etc... isolé sur la scène internationale qui voyait d'ailleurs partout triompher la réaction, le prolétariat français ne pouvait, contrairement au souhait d'Engels en 1852 (déterminé par la perspective d'une nouvelle crise en 1853), qu'attendre d'être "de nouveau aussi fort qu'en Février 48", et dans ce cas, il devait se préparer à "une passivité soumise d'une bonne dizaine d'années."

De fait, de 1848 à 1864, 16 années s'écoulèrent avant que le prolétariat français, avec ses frères d'armes de tous les pays, participe à la fondation de la Première Internationale.

(à suivre).

ooOoo

\* (Note de la p. 45 )

Fidèle à cette conception, Marx écrivait en janvier 1849 dans la NGR, alors que la révolution allait de défaite en défaite :

"Mais nous disons aux ouvriers et aux petits bourgeois : plutôt que de revenir à une forme sociale périmée qui, sous prétexte de sauver vos classes replongera la nation tout entière dans la barbarie moyennageuse, il vaut mieux souffrir dans la société bourgeoise moderne dont l'industrie crée les moyens matériels nécessaires à la fondation d'une société nouvelle qui vous libérera tous."

(NGR. T.2 p.334)

\* (Note de la p. 55 )

"Sous les Bourbons, c'était la grande propriété foncière qui avait régné, avec ses prêtres et ses laquais. Sous les Orléans, c'étaient la haute finance, la grande industrie, le grand commerce c'est-à-dire le capital, avec sa suite d'avocats, de professeurs et de beaux parleurs. La royauté légitime n'était que l'expression politique de la domination héréditaire des seigneurs terriens, de même que la monarchie de juillet n'était que l'expression politique de la domination usurpée des parvenus bourgeois. Ce qui, par conséquent, divisait entre elles les fractions, ce n'étaient pas de prétendus principes, c'étaient leurs conditions matérielles d'existence, deux espèces différentes de propriété, le vieil antagonisme entre la ville et la campagne, la rivalité entre le capital et la propriété foncière."

(18 Brumaire p.47)